

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Caisse de retraite

Les malheurs des employés d'Enron ont-ils éveillé vos craintes face à votre propre caisse de retraite? Pourrait-on imaginer une telle débâcle au Canada? Il existe toutes sortes d'autres bonnes raisons pour que les bénéficiaires de régimes de retraite privés, offerts par des employeurs ou des syndicats, examinent avec soin leur caisse de retraite.

À lire demain dans le cahier A La Presse Affaires

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Suivez en ligne le Grand Prix de Malaisie cyberpresse.ca/course

> Les photos souvenirs de Jean-Paul Riopelle cyberpresse.ca/riopelle

> Toutes nos critiques de cinéma cyberpresse.ca/films

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Formule Un

Notre chroniqueur au Grand Prix de Malaisie, tout au long du week-end dans le cahier Sports



> La Presse Affaires

La pénurie de travailleurs dans le bâtiment. À lire demain dans les pages La Presse Affaires



> Umberto Eco

Portrait du célèbre écrivain italien qui lance son quatrième roman, *Baudolino*. Demain dans le cahier Lectures

LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 2-4-8 > À quatre chiffres : 9-6-4-7

SUITES DE LA UNE

COLÈRE

Suite de la page A1

M. Albert était un bénévole particulièrement apprécié à Saint-Eustache. Depuis quatre ans, il était entraîneur d'une équipe de jeunes joueuses novice B de ringuette, les « Stars ».

« C'était toutes ses petites filles, dit sa conjointe. Début avril, il y a un tournoi de ringuette prévu à Saint-Eustache et il avait pris une semaine de congé pour pouvoir s'en occuper. Il était toujours prêt à aider le monde. »

L'Association et la Ville de Saint-Eustache ont d'ailleurs tenu hier à offrir publiquement leurs condoléances à la famille, remerciant par communiqué ce « grand bénévole » dont ils ont appris la mort avec « consternation et

désolation ».

Ironie du sort, Yves Albert venait d'obtenir la garde partagée de ses enfants. Après un divorce tumultueux en 1994, il a gagné en septembre 2001 le droit de les avoir une semaine sur deux.

« Il s'était battu pour avoir cette garde. Pour la première fois, cet été, il devait les voir plus souvent, confie Sylvie Gariépy, sa conjointe depuis quatre ans. Il était fou de joie à cette idée. »

Homme à la vie rangée, M. Albert avait l'habitude de signaler tout retard à sa conjointe. « S'il me disait qu'il allait être là à 18 h et qu'il savait qu'il allait être en retard, il m'appelait pour me dire où il était. Tout le

temps, tout le temps... C'était un gars de parole. »

Jeudi soir, M^{me} Gariépy a rapidement compris que quelque chose n'allait pas. Son conjoint, en retard de plus de trois heures, n'avait répondu à aucun de ses appels. « Je l'ai pagé jusqu'à 21 h 15, jusqu'à ce que les policiers arrivent. Je savais qu'il était arrivé quelque chose. »

Yves Albert a été la cible d'un tireur vers 18 h 30 jeudi, alors qu'il faisait le plein d'essence à la station-service Couche-Tard, située au 505, Grande-Côte à Saint-Eustache. Son décès a été constaté peu après son arrivée à l'hôpital.

Selon toute vraisemblance, l'assassin vi-

sait un membre des Bandidos qui conduit, comme M. Albert, une Chrysler Intrepid. Comble de malchance, même leur immatriculation se ressemble: XPM 404 pour Yves Albert, 404 HYM pour Normand Whissel.

Le ministre de la Sécurité publique, Normand Jutras, a assuré hier que la Sûreté du Québec mettait des ressources additionnelles pour retrouver les coupables « le plus rapidement possible ».

Selon lui, ce drame démontre l'importance de continuer la lutte contre le crime organisé. « Oui, le gouvernement met beaucoup d'argent dans lutte contre le crime organisé, mais il faut le faire pour éradiquer le plus possible le crime organisé à travers le Québec. »

AVION

Suite de la page A1

C'était une des premières fois que les deux enfants, Éloïse, 6 ans, et Ludovic, 5 ans, voyageaient sans leurs parents. Ils étaient partis en vacances avec leur grand-mère, Alice Pagé-Filiatrault, 77 ans, et leur tante, Louise Pagé, 37 ans, à Cayo Coco, une île au nord de Cuba. Le petit avion de la compagnie Aerotaxi les ramenait à Cayo Coco après une excursion à Cienfuegos, une ville au sud-est de La Havane. Selon Reynald Doiron, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, l'avion devait faire escale à Santa Clara avant d'arriver à Cayo Coco.

Deux autres Montréalais figurent parmi les 17 victimes: Nicole Brunet, 43 ans, et Brais Feeny, 47 ans. Deux Allemands, cinq Britanniques et quatre Cubains ont aussi péri. Des témoins ont déclaré aux agences de presse qu'une des quatre ailes du biplan s'est détachée, ce qui l'a lancé en vrille. Il s'est écrasé dans un réservoir d'eau. Des morceaux de métal et d'autres débris provenant de l'appareil ont été retrouvés sur les terrains des fermes situées non loin du lieu de l'écrasement, ce qui laisse croire que l'avion s'est désintégré avant de s'abîmer dans l'eau.

Selon des touristes montréalais ayant déjà séjourné à Cayo Coco, Aerotaxi offrait parfois, pour attirer les touristes à ses excursions, aux passagers de piloter eux-mêmes quelques minutes.

Ce type d'avion a défrayé les manchettes en septembre 2000, quand un Antonov-2 détourné par des Cubains vers les États-Unis s'était abîmé en mer, au large de la Floride. Neuf des 10 passagers avaient alors été secourus par la Garde côtière américaine. Des ex-

perts avaient alors épilogué sur la mauvaise réputation des « Annie », comme l'AN-2 était surnommé par les militaires américains pendant la Guerre froide. Un journaliste du magazine spécialisé *Jane's*, Chris Yates, avait même expliqué au réseau ABC que les pièces de rechange sont rares pour cet avion conçu tout juste après la Deuxième Guerre mondiale.

L'AN-2 a été conçu pour surveiller les vastes forêts sibériennes, puis a été adapté pour l'épandage de pesticides à partir de 1960 en Pologne. En tout, 20 000 exemplaires de l'avion ont été construits, dont 5000 seulement en Union soviétique. La Chine a aussi des licences de production.

Les autorités cubaines n'ont pas demandé l'aide du Bureau de la sécurité dans les transports du Canada. « Nous ne pouvons pas réclamer un poste d'observateur dans l'enquête parce que la compagnie n'était pas canadienne et l'avion n'a pas été construit au Canada », explique Julie Hébert, porte-parole du BST. L'enquête risque d'être compliquée par l'absence de boîte noire, qui enregistre sur les avions plus gros ou plus récents les conversations et les manoeuvres des pilotes. Selon le journaliste de *Jane's* interviewé en 2000 par ABC, les AN-2 munis d'une boîte noire sont très rares, puisqu'elles ne font pas partie de l'équipement d'origine.

L'ambassade du Canada a dépêché un consul à Santa Clara pour surveiller l'identification des corps. Selon M. Doiron des Affaires étrangères, le rapatriement des corps, qui nécessite « de 15 à 20 étapes », devrait prendre « entre cinq et sept jours ouvrables ».



PHOTO PC

Éloïse Lajeunesse, six ans, son frère Ludovic, cinq ans, et leur grand-mère Alice Pagé-Filiatrault, 77 ans, étaient à bord du AN-2 qui s'est écrasé jeudi à Cuba, faisant 17 morts. La tante des enfants, Louise Pagé, 37 ans, est aussi du nombre des disparus.

3014537A

notre événement Duvets

Linen Chest offre la plus importante sélection de couettes, de housses, draps et accessoires assortis pour couettes aux prix garantis les plus bas.

	A saison	Duvet std	Duvet d'oe blanche std	Prima
SIMPLE	89 ⁹⁵	99 ⁹⁵	129 ⁹⁵	159 ⁹⁵
DOUBLE	109 ⁹⁵	129 ⁹⁵	159 ⁹⁵	189 ⁹⁵
GRAND	119 ⁹⁵	139 ⁹⁵	179 ⁹⁵	209 ⁹⁵
TRES GRAND	149 ⁹⁵	179 ⁹⁵	199 ⁹⁵	259 ⁹⁵

Duvet blanc à partir de

89⁹⁵

Linen Chest

« Le supercentre de la made maison »

nouvel emplacement spectaculaire!

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810

LA CATHÉDRALE (CENTRE-VILLE) : (514) 282-9525

PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202

LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090

MAGASIN D'ENTRÉPÔT

CARREFOUR LANGELIER : (514) 254-3636

3020897

Fort Lauderdale
Vol direct aller-retour
298\$
taxes incluses
3032498
Valable entre les
14 et 24 mars 2002

(514) 374-1818
1 877 573-3768

Cayo Coco
Gran Caribe 3★+
799\$
TOUT INCLUS
1 SEMAINE
3035298
Permis du Québec

ACTUALITÉS

Frank Zampino fait son mea-culpa

Ses propos ne visaient pas à offenser les assistés sociaux

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Frank Zampino, s'est excusé hier pour ses propos envers les assistés sociaux prononcées lorsqu'il défendait son administration pour avoir accordé un contrat à un proche de son parti.

Il a affirmé hier que ces remarques « n'étaient pas représentatives de ses valeurs ». En répondant aux questions des journalistes jeudi dernier, M. Zampino avait déclaré qu'il était normal d'accorder des contrats aux personnes et aux entreprises qui contribuent au financement des partis politiques.

Il avait ajouté que « ce ne sont pas les assistés sociaux qui vont financer nos campagnes électorales ». Ces propos avaient fait bondir les représentants des groupes communautaires et le chef de l'opposition, Pierre Bourque, qui réclamait des excuses. « Les propos que j'ai tenus hier ne visaient aucunement à offenser qui que se soit et je m'excuse publiquement auprès des personnes blessées par ces propos », a déclaré M. Zampino.

Jeudi dernier, il réagissait à la dernière

tuile tombée sur la tête de l'administration Tremblay. La compagnie Pyramide relations publiques a reçu un contrat de 14 000 \$ de la Ville de Montréal lors d'un appel d'offres sur invitation. Mais le deuxième actionnaire de Pyramide, Pierre Desjardins, organisait aussi des conférences de presse pour le maire Gerald Tremblay pendant sa campagne électorale.

Rien de mal...

Frank Zampino avait dit qu'il ne voyait rien de mal à accorder des contrats à des « amis » du parti. À l'opposé, le vice-président du comité exécutif, Michel Prescott, avait déclaré qu'il n'était pas à l'aise avec cette pratique.

M. Zampino a voulu se faire rassurant hier. « Il n'y a pas de dissension au sein du comité exécutif (...) Les propos de Michel Prescott et de Marvin Rotrand sont les bienvenus dans une discussion ouverte qu'on aura à faire à l'intérieur du parti », soutient-il.

Révision

D'un même souffle, M. Zampino a donc ouvert la porte à une révision des règles d'attribution de contrats telle que proposé par Marvin Rotrand, conseiller de Snowden et conseiller du maire pour la démocratie. « Notre administration a l'intention de réviser l'ensemble de ces règles. Les pouvoirs additionnels dévolus au co-

mité exécutif sont des pouvoirs qui n'ont pas été demandés par notre administration », souligne-t-il

M. Rotrand souhaite entreprendre des démarches auprès de Québec dans le but de modifier l'article 34.1 de la charte de la Ville qui stipule que le comité exécutif peut accorder des contrats, sauf si la valeur excède 500 000 \$ et qu'il y a un seul soumissionnaire. « Le maire m'a donné le mandat d'examiner les lois et les possibilités et de lui faire un rapport », confirme-t-il.

« Anciennes règles »

Le chef de l'opposition, Pierre Bourque, considère pour sa part que le gouvernement doit revenir aux anciennes règles. « C'est l'ABC, ils devraient le faire tout de suite et revenir comme c'était avant où les contrats de 100 000 \$ et plus passaient au conseil municipal », dit-il.

Marvin Rotrand trouve néanmoins que le conseil municipal n'est pas une panacée puisque l'attribution des contrats y passe souvent comme une lettre à la poste. « Je suis convaincu que dans 98 % des cas, quand un contrat passe au Conseil municipal, personne ne va le commenter et même l'opposition vote en faveur », dit-il. Un retour à cette pratique permettrait au moins d'apporter plus de transparence auprès du public, selon lui.



Frank Zampino

Photo ROBERT NADON, La Presse

| SOMMET DE MONTRÉAL |

La valse-hésitation des organisateurs

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE CABINET du maire de Montréal a annoncé en fin d'après-midi hier que les journalistes auront accès à tous les ateliers des pré-sommets et du Sommet de Montréal, même si le secrétaire général du Sommet, Erik Ryan, affirmait, plus tôt dans la journée, que tout se déroulerait à huis clos.

Erik Ryan, et Normand Lapointe, qui coordonne les fonctionnaires municipaux, ont fait le point hier matin sur l'organisation du Sommet de Montréal qui se déroulera le 4 juin à l'École des hautes études commerciales et au marché Bonsecours les 5 et 6 juin.

Ce curieux revirement s'est produit en l'espace d'une journée après que la déclaration de M. Ryan se fut répandue comme une trainée de poudre à l'hôtel de ville.

Après sa conférence de presse, Erik Ryan a affirmé devant quelques journalistes que les sommets d'arrondissements se tiendraient à huis clos, sans la présence des journalistes ni du public. Il a expliqué que cette partie des sommets se ferait à l'abri des calepins, des microphones et des caméras pour faciliter les échanges entre les participants, mais que les médias auraient droit à des points de presse quotidiens.

Plus tard dans la journée, plusieurs journalistes ont mentionné cette déclaration pour la moins surprenante au directeur de cabinet de Gerald Tremblay, Richard Thériault, qui n'était pas au courant de cette décision.

En moins de deux heures, il a corrigé le tir en précisant que les médias auraient accès aux plénières et aux discussions. « Il s'agissait d'une réponse qui cachait une décision qui n'était pas finale », sou-



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

Pierre Bourque et Gerald Tremblay lors de la prestation de serment des élus municipaux en novembre dernier. C'était avant le début des tiraillements au sujet du Sommet de Montréal...

tient-il. Pour des raisons de logistique, le public reste néanmoins exclu des sommets.

Lors des sommets d'arrondissements, les participants discuteront des enjeux locaux et établiront des priorités qui seront discutées lors du grand Sommet de Montréal.

Les sommets d'arrondissements réuniront donc entre 45 et 72 per-

sonnes choisies par le président de l'arrondissement et son directeur général. Du 25 mars au 20 avril, les 27 « pré-sommets » réuniront entre 1200 et 1900 participants choisis pour « leur représentativité au sein de l'arrondissement » par les autorités municipales de concert avec le secrétariat du Sommet.

« Dès janvier, nous avons identifié les leaders d'opinion et les gens

avec une vision pour qu'ils retournent ensuite mobiliser les troupes », dit Erik Ryan.

De leur côté, les autres citoyens devront consulter les synthèses de ces rencontres sur le site Internet du Sommet ou aux bureaux d'Accès Montréal et adresser leurs commentaires au secrétariat du Sommet de Montréal qui promet d'en tenir compte, dit Normand Lapointe.

Quant aux 14 sommets sectoriels, ils réuniront chacun entre 35 et 45 personnes choisies par le membre du Comité exécutif responsable, selon la recommandation du directeur général concerné et de concert avec le secrétariat du Sommet de Montréal. Les sommets sectoriels porteront sur des sujets comme la démocratie, l'environnement et les finances publiques.

La Ville de Montréal a d'ailleurs lancé un appel d'offres public hier afin d'engager une firme pour faire la synthèse des propositions provenant du public et des 41 sommets d'arrondissements et sectoriels en vue du Sommet de Montréal. « Nous ne pouvons pas terminer ce travail dans les délais. Il faut traduire et traiter beaucoup d'informations », explique M. Lapointe.

Malgré le retrait de l'Institut pour le progrès socio-économique (IPSE) suite à une controverse sur l'attribution du contrat, l'organisation du Sommet respectera tout de même les échéanciers, ont affirmé les deux coresponsables de l'événement.

La plupart des arrondissements sont prêts à enclencher les sommets, mais il demeure certains points d'interrogations concernant les arrondissements dominés par des élus de Vision Montréal qui boycottent toujours l'événement.

À ce sujet, des négociations ont eu lieu cette semaine entre le chef de l'opposition, Pierre Bourque, le maire Gerald Tremblay et le directeur général de la Ville, Guy Coulombe. Pour le moment, M. Bourque campe toujours sur ses positions. « J'offre ma collaboration, mais je ne veux pas qu'il pense que nous allons faire rire de nous autres », dit-il. Le chef de l'opposition doute notamment que les arrondissements soient prêts pour tenir ces sommets.

VOTRE PRIME, VOTRE CHOIX



LANCÔME
PARIS

Chez Les Ailes de la Mode, du 6 au 24 mars 2002, Lancôme vous offre une prime avec tout achat de 27 \$* ou plus de produits Lancôme.

Choisissez votre prime dans vos couleurs préférées :

- SHEER MAGNÉTIIC
Exploit brillance et confort poids plume
- COLOUR FOCUS
Quatuor d'ombres finesse et tenue record
- AMPLICILS
Mascara volume panoramique
- BI-FACIL, 60 ml
Démaquillant double action pour les yeux
- VINÉFIT, 15 ml
Soin hydratant énergisant complet FPS 15
- RE-SURFACE EYE, 5 ml
Soin yeux au rétinol concentré correcteur rides
- POCHETTE À COSMÉTIQUES À CARREAUX

* Avant les taxes applicables. Une prime par personne, jusqu'à épuisement des stocks.

PRIMORDIALE INTENSE NIGHT

Soin rajeunissant réparateur de nuit

Cette crème onctueuse et légère contient des Nanocapsules® de Vitamine A, des extraits de germe de blé et de graines de tournesol, ainsi que du miel pour aider à :

- Améliorer visiblement la texture de la peau
- Éliminer les toxines engendrées par les agressions de la journée
- Réduire l'apparence des ridules

50 ml pour 77 \$



CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER

MODE DE VIE
MODE DE PAIEMENT

www.1000emplois.lesailes.com



Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537

LES GRANDS PROJETS LES AILES : CENTRE-VILLE MONTRÉAL AOÛT 2002 ET FAIRVIEW POINTE CLAIRE PRINTEMPS/ÉTÉ 2003

Les moins fidèles, les gens d'affaires

Les données du dernier recensement ont administré une douche froide au Québec. Non seulement elles nous ont appris que la population du Québec n'avait crû que de 1,4 % depuis cinq ans, mais en plus que nous perdions nettement au change au chapitre des migrations interprovinciales. Avant de conclure à l'échec des politiques québécoises d'immigration qui seraient incapables de faire contrepoids à notre faible taux de natalité, il vaut mieux cependant y regarder de plus près.



LOUISE JÉDUC
BABY BLUES

JEU | 1 > En avoir ou pas
VEN | 2 > Culture et natalité
SAM | 3 > L'immigration, une panacée?

AU COURS de la décennie 90, le Québec a réussi à conserver 77 % de ses immigrants. Le bât blesse cependant du côté des gens d'affaires : seuls 38 % des immigrants de cette catégorie résident encore ici 10 ans après leur arrivée.

C'est ce qui ressort de statistiques toutes fraîches obtenues par *La Presse* du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

« Il ne faut pas croire pour autant que les gens d'affaires venus de l'extérieur quittent le Québec uniquement pour de meilleurs lieux économiques comme ceux de Vancouver ou de Toronto. Il y a bien sûr de cela, mais il y a aussi que l'immense majorité de ces gens ne parlent ni l'anglais ni le français. Et tant qu'à apprendre une langue, nombreux sont ceux à opter pour l'anglais et le reste de l'Amérique du Nord », note en entrevue Yvan Turcotte, sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et l'Immigration.

Certes, au petit jeu des migrations interprovinciales, le Québec est très perdant, son solde migratoire étant déficitaire de 11 712 personnes. « Il ne s'agit pas ici d'immigrants qui fuient le Québec en masse. Ce chiffre inclut en fait quantité de Québécois de souche qui partent travailler à Toronto ou dans l'Ouest », relève M. Turcotte.

D'où nous viennent les immigrants qui nous ont été les plus fidèles ces derniers 10 ans ? De Haïti, du Maroc, de l'Algérie et du Salvador. À l'inverse, les Asiatiques — parmi lesquels beaucoup de gens d'affaires mentionnés plus haut — sont nombreux à boucler leurs valises après quelques années parmi nous. « Ce sont essentiellement des gens qui ont fait fortune rapidement à la faveur de changements économiques rapides dans leur pays, raconte M. Turcotte. Or, le rêve de ces gens, des Chinois, par exemple, n'est pas tant de s'établir au Canada, mais surtout de fuir leur pays pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants. Pour eux, le Québec, l'Ontario ou le reste de l'Amérique, c'est assez interchangeable... »

Les plus fidèles

Tout naturellement, ce sont les immigrants venus au Québec pour rejoindre des membres de leur famille qui sont le plus souvent encore ici au bout de 10 ans (à 86 %). Suivent les travailleurs sélectionnés et autres indépendants (81 %), les réfugiés (79 %) et, en tout dernier lieu, donc, les gens d'affaires,

IMMIGRANTS ET GENS D'AFFAIRES RESTÉS AU QUÉBEC

Proportion d'immigrants restés au Québec (%)	
1996	77,6
1997	75,7
1998	76,3
1999	79,8
2000	80,7

Proportion de gens d'affaires restés au Québec (%)	
1994	41,9
1995	47,8
1996	35,7
1997	26,5
1998	27,6

Sources : Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration

à 38 % (alors qu'ils comptent pour 14 % du mouvement d'immigration de la période 1989-1998).

C'est là que la question se pose : doit-on vraiment consentir beaucoup d'efforts à séduire une « classe affaires » qui a si tôt fait de repartir vers des ailleurs économiques meilleurs ? « D'un point de

vue démographique, nous serions beaucoup mieux avisés d'accueillir davantage de réfugiés, croit François Crépeau, professeur de droit international à l'Université de Montréal. Ce sont ces gens-là, ceux à qui nous avons donné une chance, qui se sentent redevables envers nous et qui nous sont les plus loyaux. Pas les financiers de Hong Kong. »

Dans la population en général, les réfugiés n'ont pas la meilleure cote. Bien à tort, croit le sous-ministre Turcotte. « L'image du réfugié tout à fait démuni, sans formation aucune, est souvent erronée. Un réfugié, c'est aussi dans plusieurs cas un universitaire très instruit dont la tête a été mise à prix dans son pays à cause de son militantisme contre le régime. »

L'étude *Ils sont maintenant d'ici*, publiée en 2001 par Jean Renaud, du Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal, démontre d'ailleurs que la moitié des immigrants décrochait leur premier emploi après 15 semaines ici et que leur taux d'emploi rejoignait celui de l'ensemble de la population après 10 ans.

« Les immigrants s'intègrent en emploi à peu près comme les Québécois de la même catégorie, pour-

suit M. Turcotte. Ceux qui ont une formation universitaire réussiront bien, alors que les plus âgés sans formation spécialisée en arracheront davantage. »

Tout compte fait, tout est question de priorités, rappelle Yvan Turcotte. Si l'objectif est de voir arriver et s'installer de riches investisseurs, oui, les trois petits tours et puis s'en vont des gens d'affaires étrangers sont inquiétants. Par contre, si le but visé est d'abord et avant tout démographique et social, le jeune couple de réfugiés parlant français peut être très prisé.

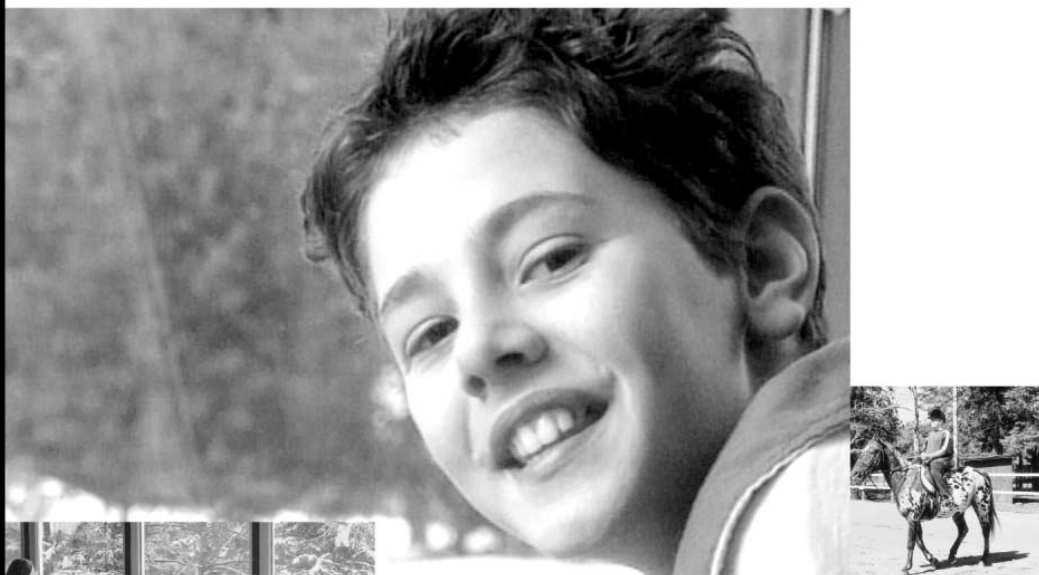
Le Québec maintient en tout cas le cap des 45 000 immigrants reçus en 2003, un objectif tout à fait réalisable, selon M. Turcotte, qui prévoit que l'on frôlera déjà les 40 000 dès cette année.



PIERRE FOGLIA

La chronique de Pierre Foglia reviendra prochainement.

Venez visiter une école en pleine nature !



- École d'éducation internationale reconnue :
- 2^e cycle (4^e année)
- 3^e cycle (5^e et 6^e année)
- Très vaste choix d'activités
- Pensionnat du lun. au ven. (transport disponible Montréal-Saint-Donat).



ÉCOLE
Marie-Clarac
École privée mixte

959, rue Principale (route 125), Saint-Donat
Ligne de Montréal :
(514) 322-1161, poste 132 Brochure sur demande

JOURNÉE PORTES OUVERTES
Sam. le 23 mars, de 13 h à 16 h



Judi,
21 mars 2002

Université Concordia
1455, boulevard de Maisonneuve Ouest
Pavillon Henry F. Hall, salle H-110
Métro Guy-Concordia

Vendredi et samedi,
22 et 23 mars 2002

Université du Québec à Montréal
Pavillon Judith-Jasmin (J-M400)
405, rue Sainte-Catherine Est
Métro Berri-UQAM

UQAM



1970-1976 1985-1994

Robert Bourassa
Un bâtisseur tranquille

14^e

COLLOQUE
SUR LES LEADERS
DU QUÉBEC
CONTEMPORAIN

Commanditaire principal
Hydro Québec

Québec



Téléphone : (514) 987-3000, poste 2065#
www.uqam.ca/Robert_Bourassa
bourassa@uqam.ca
Gratuit pour les étudiants et les sans-emploi

FABRICANT / INSTALLATEUR - UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS



25 ans
DE GARANTIE

Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE **Fibro** CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval
(sortie 16, Autoroute des Laurentides)
3034964



À L'ACHAT D'UNE
PISCINE FIBRO RECEVREZ
50% DE RABAIS
SUR TOUS LES ACCESSOIRES
EN MAGASIN.
POUR UN TEMPS LIMITÉ

Chaise longue thérapeutique
incorporée à la piscine

VEZ VOIR
NOS PROMOTIONS
www.fibro.ca



Économisez
jusqu'à **750\$***

Économisez 150\$ à l'achat d'un Power Mac G4 et de l'écran plat Studio Display (15 po)
Économisez 450\$ à l'achat d'un Power Mac G4 et de l'écran plat Studio Display (17 po)
Économisez 750\$ à l'achat d'un Power Mac G4 et de l'écran plat Cinema Display (22 po)

Power Mac G4 M8705
2489⁹⁹\$
-49⁸⁰\$

iBook M8597
2440¹⁹\$**
1884⁹⁹\$
-37⁷⁰\$

PowerBook M8622
1847²⁹\$**
3489⁹⁹\$
-69⁸⁰\$

3420¹⁹\$**

ÉCONOMISEZ
2%
sur CHAQUE achat
fait avec la carte de
crédit B.Mac**

B.Mac
Le supermagasin Apple

Spécialiste Apple
Centre de service autorisé

Centre-ville : 463, rue Sainte-Catherine Ouest, 2^e étage • (514) 842-2571
Montréal : 5580, rue Paré • (514) 738-9955 Laval : 2600c, boul. Daniel-Johnson • (450) 688-4966

*Avec rabais postal. Offre valide du 28 janvier au 31 mars 2002. ** Taxes en sus. † À l'achat d'un ordinateur (sur la même facture).
†† Quand vous payez avec la carte de crédit personnelle B.Mac. Ne peut être combiné avec l'offre de « 90 jours sans paiements ni intérêts ». Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

Un immense fossé sépare l’Afrique et l’Occident

Notre reporter, Isabelle Hachey, fait le point après l’élection controversée de Robert Mugabe, au Zimbabwe.



LA PRESSE À LONDRES

Les violences et les meurtres politiques qui ont rythmé la campagne électorale au Zimbabwe n’annonçaient rien de bon.

Le chaos dans lequel se sont déroulées les élections présidentielles, le week-end dernier, a dissipé les derniers espoirs d’un vote libre et démocratique au pays de Robert Mugabe. Mais si la victoire du « dictateur élu » était prévisible, les réactions divergentes des leaders de la planète ont montré l’immense fossé qui sépare encore l’Afrique et l’Occident.

« Une tragédie. » C’est ainsi que le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, Jack Straw, a qualifié la réélection de Robert Mugabe, premier et seul président du pays depuis l’indépendance, en 1980, de l’ancienne colonie britannique.

« Mugabe peut revendiquer la victoire, mais pas la légitimité démocratique », a enchaîné le secrétaire d’État américain Colin Powell. Hier, le Canada a retiré toute aide financière au Zimbabwe.

La France et les observateurs de l’Union européenne (UE) ont aussi vilipendé ce qui semble aux yeux de tous un grotesque simulacre de démocratie.

Enfin, presque tous.

Les présidents du Kenya et de la Tanzanie ont salué la « victoire méritée » de Mugabe.

Les observateurs de l’Afrique du Sud et du Nigeria n’ont rien trouvé à redire sur le déroulement du scrutin. « Maintenant que le peuple du Zimbabwe a parlé, nous espérons que le monde respectera son verdict », a déclaré le chef de la mission d’observation sud-africaine. La « tragédie », a dit le président tanzanien, Benjamin Mkapa, serait que l’Europe se mêle de déterminer le résultat d’une élection africaine.

« Plusieurs personnes sont mortes, d’autres sont en prison, et les élections ont été entachées d’irrégularités. Pourtant, les observateurs africains affirment que la victoire de Mugabe est légitime, déplore John Makumbe, professeur de science politique à l’Université du Zimbabwe. Au fond, ils semblent avoir conclu que, selon les normes africaines, le scrutin s’est bien déroulé. Ça revient à dire que ces normes peuvent être inférieures. »

Selon le professeur, le silence des leaders africains sur les crimes du président constitue une « forme grossière de diplomatie » entre élites qui partagent souvent un dossier mitigé en matière de démocratie et de respect des droits humains. Une élite qui ménage ses voisins dans l’espoir d’être ménagée quand viendra son tour, et qui « ne se préoccupe pas vraiment du sort de la population en général ».

Sombre verdict, partagé par une bonne partie de la presse indépendante africaine. Les élections du Zimbabwe ont fait le jeu de ceux qui entretiennent des préjugés envers l’Afrique, a notamment écrit le *Uganda Monitor*. Pas seulement en raison de la fraude élec-

torale, mais aussi du chaos qui a entaché la tenue du scrutin. En Ouganda, au moins, « même les élections bâclées et volées sont exécutées de manière relativement efficace », souligne le journal avec cynisme.

« L’Afrique célèbre un dictateur au nom de la solidarité », rage Brian Raftopolous, président du Comité de crise du Zimbabwe, qui regroupe des églises et des organisations civiles du pays. Mais la « solidarité » n’explique pas tout. « Dans la région, le Zimbabwe est considéré comme une puissance militaire. Pendant huit ans, nous avons soutenu une campagne au Mozambique. Depuis quatre ans, nous avons des troupes en République démocratique du Congo (RDC). Il serait donc imprudent, pour les leaders plus faibles des pays voisins, de s’opposer à Mugabe », estime M. Makumbe.

Même le président de la puissante Afrique du Sud, Thabo Mbeki, hésite à critiquer Mugabe, considéré comme l’un des « pères de la nation africaine » puisqu’il a renversé un régime colonial. Aujourd’hui encore, la politique de confiscation des terres des fermiers blancs prônée par le président du Zimbabwe est approuvée par plusieurs paysans noirs de l’Afrique du Sud, aux prises avec la même injustice héritée de l’apartheid.

Reste qu’en donnant l’impression de préférer la solidarité avec un tyran à la démocratie et aux droits des Zimbabweens, les leaders africains envoient un message inquiétant au reste du monde, alors même que le continent tente de se donner une image plus sérieuse et responsable avec sa « Nouvelle initiative africaine ». Ce « plan Marshall pour l’Afrique », destiné à relancer l’économie grâce aux dons des pays occidentaux, engage les leaders à bien gouverner, à mettre fin aux guerres et à la corruption qui ravage le continent.

La victoire triomphale de Mugabe (avec 56 % des voix contre 42 % pour son rival, Morgan Tsvangirai), a laissé les pays occidentaux frustrés et impuissants. Privée du soutien des nations africaines, la communauté internationale fait maintenant face

au dilemme d’appliquer des sanctions contre le Zimbabwe au risque de faire souffrir un peuple déjà frappé de plein fouet par l’épidémie du sida et par la pire crise économique que le pays ait connu depuis 50 ans.

« Les pays occidentaux doivent isoler le régime en coupant leurs liens diplomatiques avec le Zimbabwe et en excluant le pays des forums internationaux. D’autre part, ils doivent augmenter l’aide humanitaire aux églises et aux organisations non gouvernementales (ONG) du pays, afin que les Zimbabweens ne meurent pas de faim », dit M. Makumbe.

Déjà, l’Union européenne a opté pour des sanctions ciblées contre le régime, en bannissant de son territoire Mugabe et ses alliés et en gelant leurs comptes bancaires en Europe. Mais ce genre de mesures reste largement symbolique. Le président lui-même a affirmé qu’il se moquait d’une éventuelle suspension du Commonwealth, l’organisation n’ayant aucun pouvoir économique.

Mais l’étau se resserre autour du Zimbabwe. Les bourses du FMI et de la Banque mondiale resteront closes tant que Mugabe conservera le pouvoir. Plusieurs pays ont mis un terme à leur aide financière. Les investisseurs privés se sont retirés depuis longtemps.



Photo Reuters

Le chaos dans lequel se sont déroulées les élections présidentielles, le week-end dernier, a dissipé les derniers espoirs d’un vote libre et démocratique au pays de Robert Mugabe.

« L’Occident (...) ne touchera pas le Zimbabwe avec des pincettes, pas après une élection autant criblée de violences et de chicanes, que seuls les pays ayant des intérêts cachés peuvent approuver », écrit le *Daily News*, quotidien indépendant de Harare, dans un sombre éditorial intitulé *La réalité tragique de la victoire de Mugabe*.

Depuis les élections législatives de juin 2000, quand Mugabe a lancé sa politique d’occupation des terres des fermiers blancs, le pays jadis relativement prospère ne cesse de s’enfoncer dans la crise, secouée par une

inflation galopante (117 % cette année), la banqueroute de plusieurs entreprises et l’augmentation vertigineuse du chômage.

Des milliers de Zimbabweens dépendront cette année de l’aide humanitaire pour survivre, alors que le pays était jusqu’ici un exportateur de nourriture.

Tout cela pour une seule raison : l’acharnement d’un homme vieillissant à conserver le pouvoir.



SOURIEZ, VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC

NISSAN

199\$

Acompte seulement 1995\$

Acompte	Mensualité
0 \$	245 \$
995 \$	222 \$
1 495 \$	211 \$
1 995 \$	199 \$

0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

2,8% Financement à l'achat! **

- Siège du conducteur à 8 réglages
- Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons 14 po
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Coussins gonflables
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD

CLIMATISEUR INCLUS



SENTRA XE 2002



*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 - Option Plus® (C4LG52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 1 995 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

FESTIVAL DES GRANDS VINS CALIFORNIENS



DU 12 AU 14 AVRIL 2002

Joignez-vous à nous pour un séjour exceptionnel mariant la gastronomie du chef du vignoble Robert Mondavi et notre chef, Patrick Bourachot, à de grands vins de la Californie. Nos conférenciers vous convient à un périple gourmand lors de sessions de dégustation de vins, de séminaires et de repas gastronomiques.

449\$*

PAR PERSONNE

VOTRE FORFAIT COMPREND

l'hébergement pour deux nuits, réception de bienvenue, petit déjeuner et déjeuner du samedi, dîner de gala du samedi, brunch dominical, séminaires et dégustations ainsi qu'un tournoi de curling le samedi



L'INSTITUT DES VINS DE CALIFORNIE

Pour renseignements et réservations, composez le (819) 423-6341 ou 1 800 441-1414 www.fairmont.com



LE CHÂTEAU MONTEBELLO QUÉBEC

392, RUE NOTRE-DAME, MONTEBELLO (QUÉBEC) CANADA JOV 1L0
À MI-CHEMIN ENTRE MONTRÉAL ET OTTAWA SUR LA ROUTE 148.

* Forfait de deux nuits en occupation double en chambre catégorie Fairmont, selon la disponibilité. Service inclus. Taxes en sus.

Les carrossiers réclament une enquête publique sur les coussins Demers

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Le Mouvement Carrossiers Québec (MCQ) exige une enquête publique afin de faire la lumière dans le dossier des coussins gonflables de la compagnie Demers, affirmant que des faits importants ont été cachés au public.

Dans un communiqué de presse publié hier, le président du MCQ, Denis Guay, soupçonne la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) d'avoir été informée de certains éléments importants et de ne pas les avoir rendus publics.

Il affirme aussi que la SAAQ a la possibilité de retracer chacune des personnes dont le véhicule est susceptible d'être équipé d'un coussin gonflable recyclé en accédant au répertoire des assureurs.

Au mois de novembre dernier, la SAAQ a lancé une première mise en garde à l'intention des propriétaires de véhicules dont le coussin gonflable a été remplacé depuis 1998.

Selon elle, quelque 7795 véhicules sont équipés d'un coussin recyclé, activé par de la poudre à canon et hautement dangereux, fabriqué par la compagnie Demers. En début de semaine, la SAAQ a tenu une nouvelle conférence de presse parce que la campagne de rappel ne fonctionne pas comme elle le devrait. Seulement 235 coussins ont été remplacés depuis.

« La SAAQ peut demander d'obtenir toutes les estimations faites à la suite d'accidents où les coussins gonflables ont été déployés. Tout est écrit, le type de dommages, le numéro de série, le type de pièces remplacées.

Il est possible de retracer toutes les personnes qui ont fait changer leur coussin gonflable pour leur demander de le faire vérifier », croit M. Guay.

Hier, la SAAQ a référé le dossier au Groupement des assureurs automobiles (GAA) qui a déjà entrepris des démarches en ce sens.

Les assureurs ont fait leur part, assure la porte-parole du GAA, Annick Mongeau, en expliquant que la norme a toujours été d'installer une pièce neuve pour remplacer un

coussin gonflable qui s'était déployé.

Seulement cinq des 134 assureurs au Québec n'ont pas respecté cette norme, dit-elle.

« À la suite de la mise à jour des tests de la SAAQ en novembre dernier, à l'effet que les coussins étaient dangereux, les cinq assureurs ont rouvert tous leurs dossiers depuis 1998 et recensé 333 dossiers de réclamation dans lesquels ils avaient installé des Demers. »

À ce jour, 90 % de ces coussins ont été remplacés, aux frais des assureurs. Une vérification de la politique interne de remplacement auprès des autres assureurs au Québec a démontré qu'aucune autre compagnie n'autorisait le remplacement par une pièce d'occasion, a assuré M^{me} Mongeau.

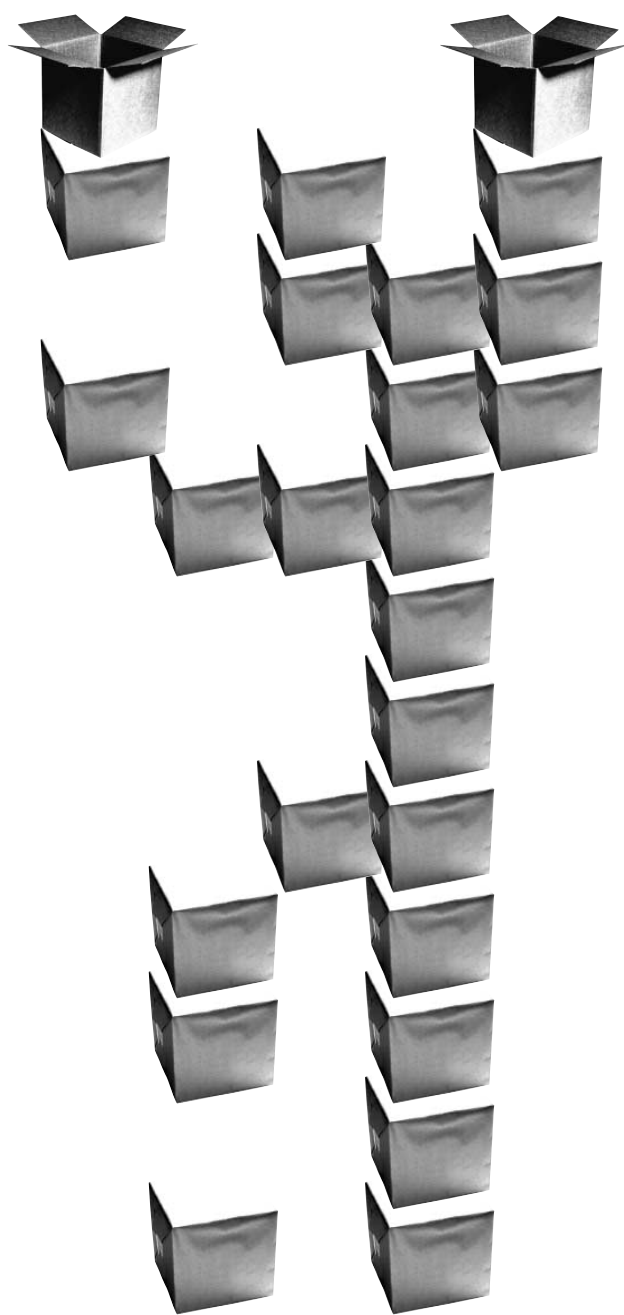
Elle invite plutôt les carrossiers à ouvrir leurs propres dossiers afin de retracer les voitures sur lesquelles ils ont installé des coussins gonflables Demers.

« Nous trouvons irresponsable que les carrossiers tentent de jeter le blâme sur tous les autres joueurs dans le dossier sans même regarder ce qu'ils peuvent faire. Après tout, ce sont eux les clients de Demers. Pour quelle raison les carrossiers ne fournissent-ils pas à la SAAQ la liste des clients à qui ils ont installé des coussins Demers ? » questionne M^{me} Mongeau en affirmant que les carrossiers craignent de payer la facture, estimée à près de 20 millions.

Quant à une enquête publique indépendante pour faire la lumière sur ce dossier, le GAA ne ferme pas la porte.

« Il faudra y réfléchir et peser la question. Ça mérite qu'on y réfléchisse, mais je trouve que M. Guay tente de faire diversion », a déclaré M^{me} Mongeau.

Il n'a pas été possible de connaître, hier, l'opinion du ministre des Transports, Serge Ménard, au regard de cette demande. La SAAQ ne souhaite pas émettre de commentaires avant d'avoir pris plus ample connaissance du communiqué du MCQ, très sévère à son endroit.



ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION

Grande liquidation
jusqu'à épuisement des stocks.
MODÈLES NEUFS, DÉMOS OU USAGÉS

	spécial	régulier
TÉLÉ PANASONIC 36" CT-36HX40	2399 \$	3200 \$
TÉLÉ SONY 27" KV-27FS13	749 \$	900 \$
TÉLÉ SONY 32" KV-32FV27	1499 \$	2000 \$
TÉLÉ TOSHIBA 43" 43HX70	2499 \$	3099 \$
TÉLÉ PANASONIC 20" CT-20SX10	439 \$	569 \$
TÉLÉ SONY 20" KV-20FS12	399 \$	499 \$
LECTEUR DVD SONY DVPS-7700	899 \$	1499 \$
LECTEUR DVD SONY DVPC-660	399 \$	649 \$
LECTEUR DVD TOSHIBA SD-1750	179 \$	269 \$
LECTEUR DVD SAMSUNG DVD-711	249 \$	499 \$
LECTEUR DVD SAMSUNG DVDM-101	159 \$	249 \$
LECTEUR DVD YAMAHA DVDS-510	259 \$	399 \$
ENCEINTES ACOUSTIQUES ENERGY 4,1 ENERGY	299 \$	900 \$

3035461A

5690, rue Sherbrooke Est ::: Près du stade Olympique ::: (514) 254-6041 ::: www.fillion.qc.ca

FILLION
ÉLECTRONIQUE



Grande liquidation

Jusqu'à dimanche seulement

Fin de saison

50%

sur **TOUS** les vêtements d'hiver
ski - planche à neige - plein air



50%

sur **tous** les accessoires
gants - mitaines - tuques
- cols roulés - sous-vêtements

(514) 990-5420
Laval - Brossard - Saint-Léonard
- Repentigny - Joliette - Trois-Rivières



ANDRÉ LALONDE SPORTS®

www.andrelalondesports.com

Jérusalem n'a jamais autant souffert de la violence

Plus personne ne se sent à l'abri

**Notre envoyée spéciale
Agnès Gruda poursuit
aujourd'hui ses
reportages sur la
situation tendue au
Moyen-Orient**



AGNÈS GRUDA

envoyée spéciale

AU PROCHE-ORIENT

JÉRUSALEM — Samedi dernier, Itzik Shanan s'était juré de ne pas regarder les nouvelles. Ses enfants dormaient, sa femme aussi et il y avait *Erin Brockovich* à la télé. Le calme. Le bonheur.

Le film venait juste de commencer quand Itzik a entendu une détonation et des sirènes. Il a eu beau s'accrocher au charme de Julia Roberts, il n'a pas tenu plus de 20 minutes avant de changer de chaîne. Un attentat venait d'être commis dans un café situé à 15 minutes de chez lui. Bilan : 11 morts, 100 blessés.

L'attentat du Café Moment, bistrot branché de Jérusalem-Ouest, a secoué l'opinion israélienne. Des gens qui, jusque-là, avaient résisté à la psychose des attentats, se sont sentis menacés. Depuis, ils ne sor-

tent plus. En deux mois, les attentats anti-israéliens ont fait une quarantaine de morts, et pas seulement à Jérusalem. Il y a eu des morts à Tel-Aviv, à Netanya. D'une attaque à l'autre, les tabous se brisent. Il y a eu le premier attentat à l'intérieur d'une colonie. Le premier attentat commis par une femme. En faisant sauter une bombe au Café Moment, un établissement situé à l'écart du centre-ville, en face de la maison du premier ministre Ariel Sharon, le kamikaze palestinien a fait voler en éclats d'autres illusions. Un : aucun restaurant n'est à l'abri, même s'il est fréquenté par les intellectuels de gauche. Deux : les terroristes ne visent pas que le centre de Jérusalem. Trois : le dispositif de sécurité déployé pour protéger Ariel Sharon n'était pas suffisant pour empêcher le carnage. Le pire peut arriver n'importe où, n'importe quand.

Quand la ville est déserte...

Itzik Shanan était un habitué du Café Moment. C'est là qu'il avait donné son premier rendez-vous à sa femme, Efrat. Depuis l'attentat, ce couple qui épouse les idéaux pro-paix ne se sent plus immunisé contre le terrorisme. Itzik et Efrat ne vont plus dans les centres commerciaux. Quand ils se rendent au parc avec leur fils de deux ans et leur bébé de sept mois, ils choisissent les moments où il n'y a personne.

Efrat, qui doit souvent se rendre au centre-ville pour son travail, prévoit ses rendez-vous à 8h le matin, quand la ville est déserte. Et elle exige que la garderie que fréquentent ses enfants embauche un

garde armé. « La menace s'est rapprochée de nous », dit Itzik.

Des gardes et des armes, il y en a partout. Toutes les écoles, les hôtels et les restaurants sont surveillés. On vérifie les sacs des clients. Plusieurs des attentats ont eu lieu le samedi. Habituellement, les rues se remplissent dès la fin du Sabbat. Maintenant, plus personne ne sort dans des endroits publics le samedi soir.

Et les gens s'arment. David Elbaz, 21 ans, a échappé de près à un attentat le 3 décembre, rue Ben-Yehuda, une artère pleine de bistrots fréquentés par les jeunes. Il était si près de l'explosion qu'il a été touché par son onde de choc. Il a senti l'odeur du sang et de cheveux brûlés. Mais surtout, il a perdu un de ses meilleurs amis avec qui il avait parlé quelques minutes à peine avant l'explosion.

Comme plusieurs de ses copains, David ne fréquente plus les restaurants. Et il a entrepris des démarches pour se procurer une arme à feu. Que peut un pistolet contre un terroriste prêt à mourir avec sa charge explosive ? Pas grand-chose, admet David, mais parfois, les terroristes tirent sur la foule. Là, au moins, il pourrait se défendre.

Une arme au travail

Noam Rizi, propriétaire du restaurant Adom, en plein centre-ville de Jérusalem, a été officier de l'armée israélienne et il a pu garder son arme de service. « Il y a sept ans que je n'y ai pas touché. Depuis trois jours, je l'apporte au travail », dit-il.

Noam s'attend à un nouvel atten-

tat d'ici peu. Quinze jours au plus. Il a embauché un garde de sécurité, mais les clients restent rares. « Ma clientèle a baissé de 80 % depuis deux semaines. Encore deux ou trois attentats et je dois fermer. »

Et il n'y a pas que les Israéliens à avoir peur. La semaine dernière, 60 jeunes Américains qui menaient des études rabbiniques à l'Université hébraïque de Jérusalem ont été rappelés chez eux. Leurs parents s'inquiétaient trop. L'affaire a fait grand bruit en Israël. Tout comme le refus d'une équipe de soccer italienne de venir jouer en Israël contre les Hapoel de Tel-Aviv. Le match a eu lieu jeudi, à Chypre. Les Israéliens ont gagné, mais c'était une piètre consolation.

« Jamais nous n'avons autant souffert de la violence », dit Itzik Shanan. Mais il y trouve une raison d'espérer : c'est peut-être parce que la vie est devenue insoutenable que le mouvement pro-paix est en train de renaître. « Les gens sont en train de comprendre que cette folie ne peut pas continuer, qu'il faut faire des compromis », dit M. Shanan.

Mais il admet que la série d'attentats a aussi l'effet contraire et que les clivages idéologiques se creusent. Comme plusieurs de ses copains, David Elbaz croit qu'il faut répondre aux attentats par la manière forte. Il faut armer les Israéliens, empêcher les Palestiniens de « traîner dans les rues » et renforcer les barrages. « Quand je vois des Palestiniens se réjouir des attentats, je me demande parfois s'ils ne sont pas tous des terroristes. Sharon ne fait pas assez pour nous protéger. »



PHOTO AFP

**L'envoyé spécial américain
Anthony Zinni.**

Relative accalmie au deuxième jour de la visite de Zinni

Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Israël et les territoires palestiniens ont connu une certaine accalmie hier après que l'armée israélienne se fut retirée de plusieurs villes palestiniennes, même si 11 Palestiniens ont été tués, au deuxième jour de la visite de l'envoyé spécial américain Anthony Zinni.

Le général Zinni, dont la mission est d'amener Israéliens et Palestiniens à s'entendre sur un cessez-le-feu, a déclaré s'attendre à ce que sa mission soit un « succès ».

« J'ai eu deux jours de rencontres, qui ont commencé dès que je suis descendu d'avion. Elles ont toutes été extrêmement positives. Tout le monde s'est engagé à trouver une issue à la situation » actuelle, a déclaré M. Zinni à Ramallah (Cisjordanie), après s'être entretenu avec le président palestinien Yasser Arafat.

Auparavant, en Israël, M. Zinni avait rencontré les ministres israéliens des Affaires étrangères, Shimon Peres, et de la Défense, Binyamin Ben Eliezer. La veille, il avait rencontré le premier ministre israélien Ariel Sharon.

Retrait de troupes

Jeudi, peu avant l'arrivée de M. Zinni, M. Sharon avait ordonné à l'armée de se retirer de Ramallah, qu'elle occupait depuis mardi.

Cette opération, la plus vaste dans les territoires palestiniens depuis leur occupation, en 1967, a coûté la vie à 13 Palestiniens, un journaliste italien, tué par des tirs israéliens, et à un officier israélien.

Les troupes israéliennes se sont également retirées d'autres secteurs autonomes palestiniens, mais, comme à Ramallah, elles continuaient d'encercler ces zones.

Selon le *New York Times*, ce retrait avait été précédé d'une demande « franche et nette » de la part du secrétaire d'État américain Colin Powell.

Après le redéploiement israélien, le porte-parole du département d'État américain Richard Boucher a estimé que cette décision était un « pas positif » mais affirmé que les États-Unis exigeaient un « retrait complet » de toutes les zones autonomes palestiniennes.

De son côté, le président des États-Unis, George W. Bush a déclaré espérer que la visite de M. Zinni changerait les choses. « Si je n'avais pas eu d'espoirs, je ne l'aurais pas envoyé », a-t-il dit.

Le retrait israélien et la perspective d'une relance des négociations après plusieurs semaines de blocage se sont traduits par un accalmie relative.

Malgré tout, onze Palestiniens ont été tués. Dans la bande de Gaza, une femme et quatre jeunes, âgés de 6 à 18 ans, ont été déchi- quetés par l'explosion d'une mine au passage de leur charrette. L'armée israélienne et la sécurité palestinienne se sont mutuellement rejeté la responsabilité de la pose de cette mine.

À Naplouse, deux Palestiniens accusés de collaboration avec Israël et qui s'étaient échappés de prison ont été tués par un groupe armé palestinien proche du Fatah de M. Arafat, portant à six le nombre de collaborateurs assassinés en moins d'une semaine.

Trois Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens dans la bande de Gaza et un troisième à Hébron, en Cisjordanie.

Au total, 1539 personnes ont été tuées depuis le début de l'intifada, fin septembre 2000, dont 1191 Palestiniens et 343 Israéliens.

Lors de sa rencontre avec M. Zinni, M. Peres a affirmé qu'Israël n'avait « jamais eu l'intention de maintenir ses troupes en permanence en zones » autonomes palestiniennes.

M. Peres a également estimé que la mission de M. Zinni avait de « sérieuses chances » d'aboutir, car, selon lui, « les deux camps savent que la confrontation ne mène à rien ».



PHOTO AP

Un militant palestinien pose ses lèvres sur la dépouille de Mohammed Abu Khasb, 22 ans, tué hier alors qu'il tentait de s'infiltrer dans la partie nord de la bande de Gaza.

Trois jours d'enfer pour les médecins de Ramallah

AGNÈS GRUDA

RAMALLAH — Le Dr Edwan Barghouti a le teint presque aussi vert que son sarrau. Il y a trois jours qu'il n'a pas dormi. Lorsque les tanks israéliens ont investi Ramallah, au début de la semaine, son petit hôpital spécialisé dans les accouchements a dû changer rapidement de vocation.

Depuis le début de l'intervention militaire, plus de 60 blessés ont été traités dans cet établissement situé en plein cœur de la ville, à quelques jetées de pierres de la place centrale où ont eu lieu les pires échouffourées. Et comme le principal hôpital municipal a été encerclé par les chars, de nombreuses victimes ont abouti entre les mains du Dr Barghouti et de ses collègues.

L'hôpital n'a même pas de salle des urgences. Il manque de tout : de sang, d'antibiotiques, de bandages. La moitié de son personnel n'est pas venue travailler, craignant pour sa sécurité. Et les médecins et infirmiers qui sont restés n'ont pas

pu rentrer chez eux. Ils ont dû dormir dans les corridors, sur des lits improvisés, avec les tirs incessants des fusils comme berceuse.

Mercredi, des hommes armés palestiniens se sont installés sur le toit de l'hôpital, risquant d'attirer les obus israéliens. « Nous avions peur de nous déplacer librement à l'intérieur de l'édifice et nous évitions carrément certaines salles, trop exposées », a raconté le Dr Barghouti, lorsque nous l'avons croisé entre deux patients.

De nombreux Palestiniens armés de mitraillettes déambulaient dans les corridors de l'hôpital. « On aimerait mieux qu'ils soient ailleurs », a laissé tomber un informaticien qui travaille comme bénévole à l'hôpital depuis le début de l'offensive israélienne.

Une extrême précarité

En trois jours, cette offensive a placé le système médical de Ramallah dans une situation d'extrême précarité. Le principal hôpital pu-

blic a manqué d'eau et d'oxygène. Les ambulances ne se déplaçaient que sporadiquement, de crainte d'être visées par les tirs. Mardi, les ambulanciers du Croissant-Rouge ont carrément cessé leurs opérations : une ambulance avait été prise pour cible par les soldats du Tsahal.

Dans le petit hôpital du Dr Barghouti, c'est l'électricité qui a fait défaut. Durant les premières heures de l'intervention israélienne, les médecins ont procédé à des chirurgies en s'éclairant à l'aide de leurs briquets. « J'avais l'impression de me retrouver cent ans en arrière. »

« Notre hôpital peut traiter 33 patients, nous en avons reçu 65. Les patients ont peur d'être envoyés ailleurs, ils se sentent plus en sécurité ici. Et les ambulanciers eux-mêmes refusent de se rendre dans certains coins de la ville », explique le Dr Barghouti.

L'hôpital est vite devenu surpeuplé. À cause des nombreux blessés, il a refusé deux femmes sur le point d'accoucher. Et le Dr Barg-

houti n'a pas la moindre idée de ce qui a bien pu leur arriver. Pas facile non plus de nourrir tout ce monde. Hier, il ne restait presque plus rien à manger et le responsable de l'approvisionnement n'arrivait pas à trouver du pain pour tous les patients de l'hôpital. « Quand vous reviendrez, apportez-nous du café et du sucre », nous a demandé un bénévole.

Combien de temps l'hôpital peut-il tenir dans cette situation ? Pas bien longtemps, selon le Dr Barghouti. « Après deux ou trois jours, nous ne serons plus en mesure de soigner nos patients », prévoyait-il.

Avec le retrait annoncé de l'armée israélienne, le système médical de Ramallah, durement éprouvé au cours des derniers jours, devrait revenir à la normale. Et encore... Rien n'indique que le bouclage de Ramallah sera levé. Au cours des dernières semaines, il est arrivé à plusieurs reprises que des femmes sur le point d'accoucher soient bloquées aux barrages. Au moins une en est morte.

Un million d'honoraires pour un projet qui flotte

DENIS LESSARD

QUÉBEC — En trois ans, la société-conseil Pricewaterhouse a obtenu près de 1 million de dollars d'honoraires de la Régie intermunicipale du canal de Soulanges pour un projet de complexe récréotouristique autour d'une marina, des contrats négociés par un de ses comptables-consultants, Michel Hébert.

Depuis 1994 le gouvernement du Québec a accordé un total de 2,5 millions à ce projet qui est toujours à l'état de maquette, n'ayant intéressé aucun des investisseurs privés que Pricewaterhouse avait le mandat de dénicher.

Principal point de contact entre la Régie et la firme de consultants où il est associé, M. Hébert est, depuis près de 15 ans, agent officiel du Parti québécois à toutes les élections générales ainsi qu'aux deux campagnes référendaires. Il fut aussi agent officiel du Bloc québécois.

Selon le président de la Régie, Robert Sauvé, M. Hébert est « le responsable » des interventions de Pricewaterhouse dans le dossier du canal même si « le délégué officiel » de la compagnie était Richard Deslaurier. Pricewaterhouse était « responsable des études nécessaires au projet, pour savoir s'il était rentable », dit-il.

Les 900 000 \$ sur trois ans étaient-ils trop élevés ? « Écoutez, quelle que soit la firme engagée, je trouve cela trop cher, répond M. Deslaurier. Ma municipalité (Coteau-du-Lac) fonctionne avec 5 millions de budget par année. » Mais comme le projet du canal pourrait atteindre 500 millions, « je trouvais que c'était beaucoup, mais si on re-

garde ce qui a été fait pour le mont Tremblant ou des projets similaires, on parle de 6 millions d'études, nous on est à 2 millions au total ».

Il ajoute que « M. Hébert était là quand on discutait des contrats, des travaux, des mandats qu'on leur donnait (à Pricewaterhouse) ».

Au cabinet du premier ministre Bernard Landry, on souligne que le choix de la firme comptable a été fait par la régie, un organisme sans but lucratif, après un processus d'appel d'offres. Quant au niveau important des honoraires versés, « c'est une décision qui appartient à la Régie », a résumé un porte-parole de M. Landry.

Dans une première entrevue, M. Hébert reconnaissait que sa firme avait obtenu des mandats de la Régie, mais que les honoraires étaient « bien inférieurs à 1 million ».

Le directeur général de la Régie, Albert Daoust, a précisé à *La Presse* que Pricewaterhouse avait touché 913 000 \$ en trois ans sous forme d'honoraires.

M. Hébert dit que Pricewaterhouse a « déposé des rapports très régulièrement sur l'ensemble du démarchage réalisé » et que beaucoup de travail a été effectué. À l'interne, dans l'organisation du canal, on indiquait il y a quelques mois que la société-conseil devait mettre son réseau international de contacts à profit pour trouver un investisseur — 500 millions sont nécessaires — ce qui n'a rien donné.

Déjà, à la fin de février, *La Presse* avait rapporté que la Régie avait accordé 200 000 \$ à la firme de lobbying Oxygène 9 pour faire des représentations auprès de Québec.

En 1999, Bernard Landry, alors

ministre des Finances, avait visité l'emplacement du canal et, à la demande de M. Sauvé, avait désigné un « interlocuteur » au gouvernement pour la société sans but lucratif. Il s'agissait de René Fortin, du ministère du Tourisme, ancien employé politique de M. Landry. Depuis la mise en place de ce *fast track*, aucun investisseur privé ne s'est manifesté.

Selon M. Sauvé, « si d'ici septembre on n'a pas trouvé d'investisseur, on aura de la difficulté à rester en vie ». Seule, récemment, la Société générale de financement s'est dit d'accord pour mettre la moitié du financement nécessaire si on trouvait un partenaire.

Joint cette semaine, M. Hébert a précisé que le premier mandat visait à « monter le document officiel de l'appel d'offres d'intérêt » destiné aux investisseurs potentiels. Le mandat avait été donné en novembre 2000 avec une échéance en février ou mars suivant, dit-il.

Pricewaterhouse devait « s'assurer que toutes les personnes intéressées recevaient la même information », que ses concurrents, a expliqué M. Hébert.

En outre, Pricewaterhouse avait eu à concevoir la structure et les besoins budgétaires de « permanence de la Régie intermunicipale du canal », ajoute M. Hébert. En fait, la Régie compte essentiellement un permanent, le directeur général, et moins d'une demi-douzaine d'employés.

Charest ne vendra pas le rapport Séguin aux côtés de Landry

PIERRE APRIL
Presse Canadienne

QUÉBEC — Il n'est plus question pour le chef de l'opposition Jean Charest de s'associer au premier ministre Bernard Landry pour faire la promotion du rapport Séguin sur le déséquilibre fiscal.

« Parce que M. Landry a prétendu que les conclusions de ce rapport sont devenues un instrument en faveur de la souveraineté, a expliqué M. Charest, on ne peut plus s'entendre. La seule et vraie réponse pour nous, les libéraux, c'est la tenue d'une élection générale qui représente le mandat le plus puissant qu'on puisse donner à un gouvernement du Québec sur cette question du partage fiscal. »

Pour le chef de l'opposition, l'idée de tenir un référendum sur les questions soulevées dans le rapport Séguin ou sur le transfert de points d'impôt est aussi inacceptable « que ridicule parce que tout le monde s'entend pour dire qu'il y a un déséquilibre fiscal entre Québec et Ottawa et qu'il faut un meilleur partage ».

« Habituellement, a-t-il dit, un référendum a lieu pour trancher une question litigieuse. Dans ce cas-ci, il n'y a pas de litige puisque tout le monde s'entend. »

Personnellement, M. Charest continuera de faire écho aux con-

clusions du rapport Séguin dans le reste du Canada, mais pas pour les mêmes raisons que celle invoquée par le premier ministre.

« Je le ferai entre autres pour la santé, a-t-il dit, alors que le premier ministre a décidé de le faire pour la souveraineté. »

M. Charest a pris la décision de ne pas s'associer au gouvernement jeudi, après avoir rencontré le premier ministre pour discuter de cette possibilité de faire front commun. Cela dit, il inscrira quand même la question à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son caucus mardi. « Par souci d'équité, en toute honnêteté et par respect envers le premier ministre, a-t-il indiqué, je vais soumettre aux membres de l'aile parlementaire libérale ce qu'il m'a proposé. »

Le chef libéral ne se sent vraiment pas mal à l'aise avec cette décision, « d'autant plus, a-t-il dit, que les grandes lignes du rapport Séguin rejoignent en tout point notre plan d'action à ce chapitre ».

« On se souviendra, a ajouté M. Charest, que M. Landry avait décrit notre plan d'action comme une chose qu'on devait jeter à la poubelle. À un moment donné, le jupon dépasse. Il faut revenir aux vraies choses et soumettre la question aux citoyens du Québec à l'occasion d'une élection générale. »

L'IMMOBILIER

TECHNIQUES ET STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT ACCESSIBLES À TOUS

DURANT CES 6 HEURES DE FORMATION VOUS APPRENDREZ COMMENT :

- Vous construire un plan et une stratégie d'investissement
- Vous établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 50 % de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier
- Etc.

LE SAMEDI 23 MARS 2002 de 9 h à 16 h
HÔTEL NOVOTEL
1180, RUE DE LA MONTAGNE
MONTRÉAL

PRIX : 250 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
Réservez immédiatement : (450) 679-0261
Conférenciers : Jacques Lépine M.B.A.
Ginette Méroz, Avocate
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.
www.forsythegroup.com

COLLOQUE

offert par l'École Polytechnique, Le Groupe Teknika^{mc} et l'École nationale des pompiers

Les plans d'urgence dans les industries et les municipalités selon la nouvelle loi sur la sécurité civile

- Apprivoiser l'incertitude
- Guide de gestion des risques
- L'importance de la formation
- Exemple de plan d'urgence
- Programme de gestion des risques
- Gestion des risques technologiques

CONFÉRENCIERS :

- Luc Crépeau, (à confirmer) sous-ministre, ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité civile
- Van Hiep Nguyen, ingénieur mécanique, M.Sc., M.A., Maîtrise en hygiène et sécurité industrielle, Groupe Teknika^{mc}.
- Dre Hélène Denis, professeure titulaire au département de Mathématiques et génie industriel, École Polytechnique de Montréal
- Jean-Paul Lacoursière, consultant
- Alain Lévesque, B.Sc. option chimie, chargé de cours à l'École Polytechnique de Montréal
- Jean-Francois Gagnon, chef en santé et sécurité, Métallurgie Magnola
- Jean Bernard Guindon, directeur, Sécurité civile, Ville de Montréal
- Michel Richer, B. Sc, T.P.I., directeur du service d'incendie de la nouvelle ville de Sherbrooke
- Dre Nathalie De Marcellis-Warin, chercheure post-doctorale, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, CIRANO

À L'HÔTEL DES GOUVERNEURS
2405, ÎLE-CHARRON, LONGUEUIL

Le 15 avril 2002 de 7 h 30 à 16 h 30, coût 245 \$ + taxes

Pour vous inscrire, appelez le **(514) 340-4387** ou inscrivez-vous en ligne au **www.polymtl.ca/cfc**

Nombre de places limitées



**ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL**
Centre de formation continue

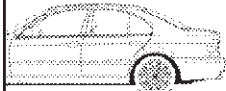
*École nationale
des pompiers*

Québec

LE GROUPE TEKNIKA^{mc}



320impact.



**Montréal
BMW Canbec**
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

**Laval
BMW Laval**
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwval.com

**Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert**
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

**Rive-Sud
Park Avenue BMW**
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Intensité. Impulsion.

La vivacité du moteur de la BMW 320i vous frappera. Telle une poussée intense et soudaine, vous sentirez son efficacité et son raffinement s'exprimer aussitôt que vous les solliciterez. Six cylindres en ligne et une configuration qui assure une régularité de fonctionnement optimale, voilà ce qui vous attend. La puissance et la beauté d'un volcan. Une force impulsive entre vos mains, et ce, pour moins de 35 000 \$.

À partir de:
34 500\$



Le plaisir
de conduire.™

Les offres sur tous nos modèles sont disponibles sur bmwmontreal.ca

Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW. Photo à titre indicatif, seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base. Fret, transport, préparation, frais d'administration et taxes en sus.

*Rendez-vous
Salon des VR
14 au 17 mars 2002
stade olympique*

**Safari
Condo**
Junior



Allez plus loin avec un Condo de...

NOUVEAU



**Savana
Condo**
Plus



**Par
Nado**
FABRIQUANT DE VÉHICULES RÉCRATIFS

www.parnado.com
Rens.: 1 877 806-3666



Les pneus sont gonflés. Pas le prix.

Berline ou Coupé Civic DX 2002

À partir de
198 \$*
par mois

Incluant
96 000 km
0\$ comptant disponible
Transport et préparation inclus sur la location seulement

À partir de
15 900 \$**

- Moteur 1,7 litre à SACT et 16 soupapes
- Coussins gonflables avant gauche et droit à 2 phases (SRS)
- Antivol immobilisateur
- Radio AM/FM stéréo/4 haut-parleurs

GROUPE VALEUR PLUS

Berline Civic DX-G

Pour 24 \$*
de plus par mois

ou

Pour 1 600 \$**
de plus à l'achat

- Air climatisé
- Lecteur de disque
- Déverrouillage à distance
- Antivol de la chaîne sonore
- Poignées de porte de couleur assortie
- Serrures électriques

Civic LX-Coupé sport

Pour 28 \$*
de plus par mois

ou

Pour 2 200 \$**
de plus à l'achat

- Air climatisé
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD
- Déverrouillage à distance
- Régulateur de vitesse
- Groupe électrique
- Roues de 15"
- Appuie-bras



Berline Civic LX
illustrée

Coupé Civic LX
illustré



HONDA

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les berlines Civic DX 2002 (modèle ES1512PX), les berlines Civic DX-G 2002 (modèle ES1542PX) et les coupés Civic DX 2002 (modèle EM2112P) ou les coupés Civic LX 2002 (modèle EM2152P) neufs pour 48 mois. Échange ou comptant de 2 724\$ (berline Civic), 2 743\$ (berline Civic DX-G), 2 840\$ (coupé Civic DX) ou 2 958\$ (coupé Civic LX). Première mensualité et dépôt de garantie de 275\$ exigibles à la livraison. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. **P.D.S.F. de la berline Civic DX 2002 (modèle ES1512PX), de la berline Civic DX-G 2002 (modèle ES1542PX), du coupé Civic DX 2002 (modèle EM2112P), du coupé Civic LX 2002 (modèle EM2152P) neufs. Transport et préparation (850\$), taxes, assurance et immatriculation en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

Une manifestation contre la brutalité policière... vire au saccage

KARIM BENESSAIEH

Une manifestation contre la brutalité policière a quelque peu dérapé hier soir dans le centre-ville de Montréal, quand des militants ont abîmé des voitures de police et brisé des fenêtres du quartier général de la police, à l'angle des rues Saint-Urbain et Sainte-Catherine.

Leur aventure s'est terminée quelques centaines de mètres plus loin, quand l'escouade antiémeute a encerclé et arrêté quelque 150 manifestants. On ne signalait aucun blessé.

La manifestation avait commencé vers 18 h, alors que quelques centaines de personnes ont quitté la place Émilie-Gamelin, à l'intersection des rues Berri et Sainte-Catherine. Organisée par le Mouvement action justice, la marche visait à dénoncer les abus de pouvoir des forces de l'ordre dans le monde. Dans une centaine de villes, on a tenu hier des événements de protestation (théâtre, émissions, fêtes, marches).

Les policiers, a expliqué le commandant André Durocher, ont d'abord tenté de connaître le trajet de la manifestation. « Nous ne voulions pas les arrêter, mais c'était simplement pour les protéger: ils se mettaient en danger en traversant des intersections. Nous n'avons reçu aucune collaboration de leur part. »

Tout en scandant des slogans de ralliement, les manifestants ont brandi des banderoles et des drapeaux en longeant le boulevard de Maisonneuve. Choix plutôt étonnant, plusieurs ont choisi de porter le drapeau de l'ex-URSS, pourtant peu reconnue pour sa tolérance à l'égard des opposants.

Les manifestants se sont d'abord signalés en barbouillant de peinture des devantures de boutiques à l'angle des boulevards de Maisonneuve et Saint-Laurent. Plus loin, c'est le quartier général du Service



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Un manifestant est arrêté durant la manifestation au coin du boulevard Saint-Laurent et de la rue Saint-Antoine.

de police de la Ville de Montréal qui a subi leurs foudres: des voitures de police stationnées ont été endommagées, tandis que six fenêtres étaient brisées.

C'est à ce moment que les policiers ont sommé les manifestants de se disperser, tentant de mettre un point final à la réunion. Quelque 150 protestataires ont fait fi de l'ordre et se sont dirigés vers la rue Saint-Antoine.

L'escouade antiémeute les attendait plus loin, boulevard Saint-Laurent. Ils ont été encerclés puis embarqués, un après l'autre et sans résistance, dans des fourgons cellulaires. Dans le fouillis d'objets qu'ont laissé tomber les manifestants

au moment de leur encerclement, les policiers ont trouvé plusieurs frondes, des billes d'acier, des masques à gaz, des boules de billard et des ballons remplis de peinture.

On s'attendait hier soir à ce que la plupart des manifestants, ceux qui ne seront accusés que d'attroupement illégal, soient relâchés rapidement. Une minorité, cependant, pourrait avoir à faire face à des accusations de méfait.

En 2000, la manifestation contre la brutalité policière s'était soldée par 112 arrestations. L'an dernier, elle avait été annulée au profit de la grande marche à l'occasion du Sommet de Québec.

Pour stimuler la francisation des entreprises, les syndiqués sont essentiels

ROLLANDE PARENT
Presse Canadienne

SI LES TRAVAILLEURS syndiqués tiennent à ce que la langue française soit respectée dans leurs milieux de travail, ils doivent mettre la pression nécessaire sur leurs employeurs et tenir bien informé l'Office de la langue française (OLF), a fait valoir hier sa présidente, Nicole René, au cours d'une journée d'étude organisée par la FTQ.

« Le dossier linguistique n'est pas prioritaire pour les directions d'entreprise à moins qu'elles sentent qu'il y a un intérêt de la part du personnel », a soutenu Mme René, devant une centaine de travailleurs représentés par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec oeuvrant dans des entreprises de plus de 100 employés.

« Si vous ne jouez pas votre rôle, vous allez être les premiers à en payer le coût », a averti la présidente de l'OLF.

Mme René a tendu la main aux syndiqués. « L'office n'a ni les ressources ni les moyens de vérifier comment ça se passe dans les entreprises. Quand l'analyse de la situation linguistique nous est transmise, le seul moment d'en vérifier la véracité est par la présence de la signature d'un représentant syndical. »

« C'est l'entreprise qui a la responsabilité de faire en sorte que soit respecté le droit des travailleurs de travailler en français. C'est elle qui communique avec nous et nous dit comment cela se passe. Et c'est vous qui confirmez si l'information est réelle », a-t-elle fait valoir.

« Il faut vous assurer que l'information est conforme à la réalité. Vous êtes les seuls à avoir vraiment du pouvoir », a poursuivi le numéro de l'OLF. À l'occasion des discussions ayant précédé l'allocution de Mme René, les syndiqués

avaient pu exprimer leurs difficultés à concilier les impératifs de leurs tâches à leur désir de travailler en français.

« Les instructions que nous recevons avec la machinerie sont en anglais et on travaille avec celle-ci pendant un bon bout de temps avant d'avoir les outils en français. Quand on les obtient, l'anglais est imprimé dans notre tête et on continue de fonctionner dans cette langue », a expliqué un machiniste.

Un autre travailleur a souligné la nécessité de sensibiliser les jeunes à l'importance de travailler en français. « Ils n'ont pas connu les heures de noirceur, les années au cours desquelles tu montais si tu étais anglais et tu restais là si tu étais francophone », a-t-il dit.

Des représentants des TCA qui regroupent les agents de billetterie et de chargement de bagages chez Air Canada régional (Québec), qui travaillaient auparavant chez Air Alliance et Air Nova, ont dénoncé le fait que ça se passe de plus en plus en anglais.

Selon Pascal Gaudette, membre du comité de négociation d'Air Canada régional, les ouvertures de poste, l'affichage, la formation et les procédures sont pratiquement tout en anglais.

Mêmes si les travailleurs de ces secteurs détestent la situation, « ils aiment mieux oublier le français que de subir de la pression », a soutenu M. Gaudette.

Pour sa part, le secrétaire général de la FTQ, René Roy, a reconnu qu'il manque habituellement des combattants en faveur de la langue française. « Il y a de la lassitude », a-t-il dit.

« C'est important que la FTQ brasse pour que les syndiqués s'impliquent davantage. C'est ce qu'on tente de faire avec notre réunion », a-t-il ajouté.

ENCAN PUBLIC

Plus de 2000 articles (meubles, antiquités, tableaux, porcelaines, tapis, bijoux, bronzes, etc.) seront offerts dans cet encan.

Commode demi-lune style Louis XVI en marqueterie de palissandre; à dessus en marbre

Superbe fontaine de jardin en marbre taillé à la main; représente un garçon et une fille près d'un puits

Commode style Empire

Meubles de chambre à coucher dont un mobilier 6mcs

Vitrine style géorgien faite de cerisier sculpté; elle présente une façade en arche vitrée

Piano à queue marqueté; ancien

Cabinet jacobéen, sculpté; muni de portes à vitrail

Casque d'officier français, ancien

EXPOSITION
Les samedi et dimanche 16 et 17 mars de 10 h à 17 h
ENCAN
Le dimanche 17 mars à 13 h et du lundi 18 au jeudi 21 mars à 19 h (chaque soir)

Splendide commode style Louis XVI; à marqueterie paysage, dessus de marbre et garnitures en bronze

Commode galbée style Louis XV en marqueterie de palissandre; à dessus en marbre

Commode Louis XV marquetée, à dessus de marbre; de France

Desserte Henri II à dossier sculpté; de France

Superbe secrétaire sculpté

Fauteuil Louis XVI, sculpté

Paire de tables d'appoint style Louis XVI

Paire de magnifiques marbres taillés à la main

Meubles de salle à manger anciens, de France

Buffet sculpté, vers 1880

Commode Louis-Philippe, vers 1860

Couverts à poisson victoriens faits de nacre et de plaqué argent

SAAB 1997

SATSUMA

Bronze figurant 7 bernaches en plein vol, haut de 8'6"

Lustres en bronze

Mobilier de salle à manger 12 mcs style Chippendale

Torchère en bronze haute d'approx. 9'

James W. Morrice 8 1/4" x 11 1/2"

Adam Sheriff-Scott 26" x 32"

Armand Tatossian 30" x 40"

Bernard De Hoog 10" x 8"

Katia Pissarro 24" x 20"

Stanley Cosgrove 12" x 9"

ROYAL BAYREUTH 115 pièces

www.empireauctions.com

Encans Empire 5500, rue Paré

EMPIRE

Entrée libre, stationnement gratuit

(514) 737-6586

Changez et économisez tout simplement ♦ Simplement avec Sprint Canada^{MC}

Passez au service local
de téléphonie résidentielle de
Sprint Canada^{**} et économisez
30 \$* pendant vos 3 premiers
mois d'abonnement.

Après autant d'années
avec l'autre compagnie,
nous croyons que vous méritez
bien un vrai répit côté tarif.

Le service local de téléphonie résidentielle de Sprint Canada
Conservez votre ancien numéro, pas votre ancienne compagnie.

Pas de changement de numéro. Bas tarifs de lancement. Juste les fonctions que vous désirez. Transfert du service gratuit.

Obtenez une ligne résidentielle plus une fonction, et	Ligne téléphonique résidentielle PLUS juste les fonctions que vous désirez	Notre tarif habituel ^{††}	Notre tarif de lancement ^{††}	Nos 5 fonctions les plus populaires	Nos plans d'interurbain ^{††}
économisez 30 \$* PENDANT VOS 3 PREMIERS MOIS D'ABONNEMENT *ÉCONOMISEZ 10 \$ PAR MOIS PENDANT LES 3 PREMIERS MOIS	PLUS une fonction PLUS deux fonctions PLUS trois fonctions PLUS quatre fonctions PLUS cinq fonctions	29,95\$ 33,95\$ 35,95\$ 37,95\$ 39,95\$	19,95 \$ 23,95 \$ 25,95 \$ 27,95 \$ 29,95 \$	Messagerie vocale Appel en attente Afficheur Conférence à 3 Renvoi automatique ET de nombreuses autres encore	plans à partir de 5 ¢ la minute. Renseignez-vous.



1-877-394-2442

3033319A

^{**} Le service local de téléphonie résidentielle de Sprint Canada n'est offert que dans les zones desservies. Le service n'est pas disponible pour les abonnés du service Internet haute vitesse (ADSL). Certaines restrictions s'appliquent. Appelez pour de plus amples renseignements.
^{††} Tous les prix excluent les taxes. Tous les tarifs affichés sont des tarifs spéciaux destinés aux abonnés qui souscrivent à un plan d'interurbain de Sprint Canada ainsi qu'au service local de téléphonie résidentielle de Sprint Canada; autrement, les tarifs habituels de Sprint Canada s'appliquent. Appelez pour de plus amples renseignements. ^{†*} Les tarifs d'interurbain excluent les taxes et les frais de service. ^{MC}, ^{MD} : Marques de commerce de Sprint Communications LP utilisées sous licence par Sprint Canada Inc. © Sprint Canada Inc., 2002. Ces services sont assujettis aux Conditions générales de service de Sprint Canada disponibles sur demande.

Aide à l’Afrique: Chrétien ne fait pas fléchir Bush

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Jean Chrétien a encore beaucoup à faire s’il veut réussir à gagner l’appui du président américain, George W. Bush, à son initiative africaine, le thème central que l’actuelle présidence canadienne du G8 a mis au coeur de l’ordre du jour de la prochaine rencontre au sommet des pays les plus industrialisés, en juin, à Kananaskis, en Alberta.

Lors de la publication hier d’une entrevue avec le premier ministre canadien, le *Washington Post* a en effet souligné le peu d’enthousiasme manifesté par le président Bush en présence de M. Chrétien lors de la conférence de presse commune qui a suivi leur rencontre à la Maison-

Blanche, jeudi. Si M. Chrétien a fort bien réussi sur le dossier du bois d’oeuvre auprès de M. Bush, commente le quotidien, « les résultats sur la question africaine sont beaucoup moins clairs ». Le *Post* souligne que Bush n’a pas mentionné aux journalistes la question africaine. C’est M. Chrétien qui s’en est chargé en félicitant son hôte d’avoir annoncé, plus tôt dans la journée, l’accroissement de l’aide internationale des États-Unis.

M. Chrétien a de plus dit au journal que ses relations avec M. Bush étaient excellentes et que jamais il ne dirait « à un leader étranger ce qu’il avait à faire ». « Ces commentaires, estime le *Post*, démontrent à quel point l’écart entre les États-Unis et le reste du monde s’élargit alors que l’admi-

nistration américaine a concentré tous ses efforts depuis le 11 septembre à la guerre au terrorisme. Le reste du monde, tout en appuyant cette lutte contre le terrorisme, s’est remis à s’intéresser à d’autres grandes questions. »

Le *Post* a publié très peu des propos recueillis auprès de M. Chrétien sur son initiative africaine. Dans une retranscription complète de l’interview, que *La Presse* a obtenu, le premier ministre dévoile les grandes lignes de sa stratégie pour sortir le continent africain de la pauvreté.

« Il ne s’agit pas de faire la charité à l’Afrique, a affirmé Jean Chrétien. Ce qu’ils veulent, ce sont des occasions de faire des progrès. Nous voulons qu’ils mettent en place la bonne gouvernance, le res-

pect de la loi et l’ordre, des systèmes d’investissement sécuritaires, qu’ils se développent sur le plan social, qu’ils tiennent des élections, etc. Plus ces pays atteindront ces buts, plus ils amélioreront leur sort. De bons résultats engendrent de bons résultats. »

Évidemment, pour aider l’Afrique, a-t-il reconnu, il faudra de l’argent. « Il n’y a aucun doute là-dessus, a-t-il déclaré au *Post*. J’ai déjà mis de côté 500 millions pour deux ans. Et le président a annoncé de son côté 5 milliards. »

M. Chrétien n’a pas nié qu’il tentait de convaincre les Américains de faire davantage, qu’il les pressait de se joindre aux efforts déployés non seulement par le Canada, mais par les autres partenaires européens du G8. « Je veux que

les États-Unis fassent davantage, a-t-il dit, j’essaie de faire mieux et je veux que les Européens fassent mieux. »

Sur la question du Proche-Orient, M. Chrétien a émis également quelques commentaires ignorés dans le numéro d’hier du *Post*. Il a ainsi déclaré qu’il appuyait l’appel de Bush pour le retrait des forces israéliennes des villes et des camps de réfugiés qu’ils occupent. « J’appuie tout ce qui peut aider à amener la paix. J’ai reçu le président israélien au Canada la semaine dernière et j’ai longuement parlé samedi au téléphone avec Yasser Arafat. Je leur ai dit ce que je pensais : si vous voulez la paix, vous ne parlez pas seulement à vos amis, vous parlez à vos ennemis. »

Les Jeux de la Francophonie sous la loupe des comptables

Presse Canadienne

OTTAWA — Des fonctionnaires du gouvernement fédéral mènent une enquête interne sur les états financiers de l’organisation des Jeux de la francophonie d’Ottawa-Hull, à la suite de problèmes soulevés par le Comité international des Jeux de la francophonie (CIJF).

« Nous avons l’intention de faire une enquête pour savoir si les jeux ont été en effet tenus en accord avec les règlements de Patrimoine Canada », a déclaré aux Communes Paul DeVillers, le secrétaire aux Sports amateurs, en l’absence de la ministre de Patrimoine Canada, Sheila Copps, et du ministre responsable des Jeux, Don Boudria.

Les organisateurs de l’événement, qui s’est déroulé l’été dernier, auraient refusé de dévoiler des informations aux vérificateurs représentant le CIJF lors de leur passage au Canada en janvier.

« Des comptables ont donné leur rapport au mois de janvier de cette année, disant qu’ils n’avaient pas de réserve sur les états financiers des Jeux. Je pense que ça en dit pas mal », a ajouté M. DeVillers, tentant de minimiser l’affaire.

Ce n’est pas la première fois que l’organisation des Jeux se retrouve au centre de la controverse. Rhéal Leroux, son directeur général, avait dû justifier, il y a quelque temps, le pourcentage de revenus (jusqu’à 15 %) que sa propre entreprise retirait des millions de dollars perçus en commandites. Il semble d’ailleurs que cette façon de faire soit à l’origine, en partie, des questions soulevées par le CIJF.

Selon un rapport du CIJF que *Le Droit* a obtenu, les vérificateurs n’auraient pas pu vérifier les contrats de commandites qui frôlaient les 12 millions, ainsi que les détails entourant le transport international, la promotion touristique et la Superfrancofête.

Riches Arabes cherchent reins en santé

Presse Canadienne

TORONTO — Des hôpitaux canadiens seraient sollicités pour pratiquer des transplantations de reins en échange d’importants montants d’argent de la part de riches ressortissants de pays arabes.

Selon le quotidien *Globe and Mail*, plusieurs de ces riches patients de l’Arabie Saoudite, du Qatar ou des Émirats arabes unis, seraient prêts à payer de 100 000 \$ US à 500 000 \$ US pour obtenir une transplantation rénale.

La pratique existe aux États-Unis, mais pourrait se déplacer vers le Canada dans la foulée des événements du 11 septembre.

Un médecin de Toronto, cité par le journal, soutient que la proposition pourrait intéresser certains hôpitaux si les donneurs du ou des organes ne sont pas payés et si les patients canadiens ne sont pas pénalisés.

D’autres experts affirment qu’il serait difficile de prouver que les organes n’ont pas été achetés et que la pratique serait, éthiquement, indéfendable.

POUR FAIRE LE POINT
SUR L'ACTUALITÉ

Chaque
samedi
dans
La Presse

PLUS



Trois trente sous pour une piastre !

C’est ça le déséquilibre fiscal. Une équation facile à comprendre.

Le rapport Séguin* le confirme :
aujourd’hui, le déséquilibre fiscal
nous prive d’au moins
deux milliards de dollars.
Demain, ce manque à gagner
s’élèvera à trois milliards par année.

Si les choses ne changent pas,
nos services publics
seront en péril, notamment
en santé et en éducation.

Les enjeux sont trop grands
pour que le fédéral refuse
d’en discuter avec le Québec.

* Pour en savoir plus : www.desequilibrefiscal.gouv.qc.ca

Québec





PHOTO AFP

Andreï Knyazev à sa sortie de cour hier. Selon l'avocat de la défense, l'ex-diplomate n'a pas conduit une automobile depuis le jour du terrible accident qui a coûté la vie à Catherine MacLean et hypothéqué lourdement la santé de Catherine Doré.

« Je demande pardon »

L'ex-diplomate russe Andreï Knyazev
connaîtra son sort mardi

LAURA-JULIE PERREAULT
collaboration spéciale

MOSCOU — C'est un Andreï Knyazev les yeux au sol et l'air résigné qui s'est excusé devant les familles de ses victimes et leur a demandé pardon pour ses actes, quelques minutes avant la tombée du rideau sur son procès à Moscou.

L'ex-diplomate russe, qui est accusé d'homicide involontaire pour avoir tué Catherine MacLean et grièvement blessé Catherine Doré le 27 janvier 2001 alors qu'il était au volant, a conclu son propre procès en faisant son mea-culpa.

« Le jour du 27 janvier restera le jour le plus noir de ma vie. J'assume la responsabilité de mes actes et je suis désolé pour les souffrances que j'ai causées aux familles MacLean et Doré. Je veux aussi demander pardon à ma famille à laquelle j'ai fait beaucoup de tort moral », a déclaré l'homme de 46 ans.

Il s'est ensuite adressé directement à la juge qui a été le chef d'orchestre des quatre jours du procès dans le petit palais de justice du quartier Tverskoï de Moscou.

« J'implore votre clémence, votre honneur », a-t-il laissé tombé dans un dernier cri du coeur. La juge Elena Stashina lui a répondu par une courte phrase : « Je rendrai mon verdict mardi matin. »

Les confessions de M. Knyazev sont apparues comme une surprise à la fin de ce procès au cours duquel il a plaidé non coupable à l'accusation portée contre lui.

Bras de fer

Avant que l'ex-diplomate ne prenne la parole, le procureur, Alexandre Tikhonov, et l'avocat de la défense, Alexei Pavlov, se sont livré une bataille de coq dans de longs arguments de conclusion.

Lors de sa plaidoirie finale, le procureur Tikhonov a revu tous les témoignages de la semaine démontrant que l'ancien numéro 3 de l'ambassade de Russie au Canada a enfreint le code de la sécurité routière de manière à causer la mort.

Selon Tikhonov, l'accusé s'est montré coupable du crime en excédant la vitesse permise, en conduisant dans la mauvaise voie de la rue Dufferin à Ottawa et en consommant de l'alcool avant de prendre le volant. Ces trois actions ont eu comme résultat la mort de Mme MacLean et les blessures graves de Mme Doré, a-t-il précisé, recommandant à la juge d'imposer une sentence de cinq ans de détention dans une colonie.

En Russie, le terme colonie réfère à des camps de travail à sécurité réduite dans lesquels les individus ayant commis des crimes non prémédités purgent leur peine.

La défense admet une culpabilité partielle

L'avocat de la défense a nié les accusations quant à la consommation d'alcool et à l'excès de vitesse, soutenant que dans les deux cas les preuves étaient insuffisantes, mais il a admis que son client a en effet conduit dans un sens contraire.

« Il est coupable de cette infraction, mais les deux victimes sont aussi coupables d'avoir marché sur le bord de la rue plutôt que sur le trottoir », a-t-il avancé, faisant omission de toutes les preuves qui ont été présentées par la police canadienne quant à l'ordre des événements le

jour du drame.

Sur la question de l'alcool, la défense plaide toujours non coupable, malgré le témoignage de maintes personnes qui affirmaient le contraire. Entre autres, Russlan Abakoumov, le passager de M. Knyazev au moment de l'accident, a témoigné mercredi que le diplomate avait bu du gin ou de la vodka le matin du 27 janvier.

L'éthique policière mise en doute

Au cours de son argumentation, l'avocat de M. Knyazev a dirigé de longues attaques contre l'ambassadeur russe au Canada, Vitaly Churkin, « qui a renvoyé M. Knyazev pour satisfaire ses ambitions politiques » et les policiers canadiens « qui ont été influencés par l'opinion publique et qui ont modifié leurs témoignages d'un interrogatoire à l'autre », a soutenu M. Pavlov. Il a demandé à ce que seule l'enquête menée par les policiers russes en terre canadienne soit prise en considération.

Le mari de la survivante de l'accident, Philippe Doré, a utilisé son temps de parole pour venir à la rescousse des forces de l'ordre d'Ottawa. « J'aimerais dire que j'ai passé du temps avec les policiers canadiens pendant l'enquête et je n'ai jamais entendu de propos *biaisés* de leur part. Au contraire, plusieurs d'entre eux ont mentionné à de nombreuses reprises les droits de M. Knyazev », a mentionné celui qui est venu à Moscou pour lire une lettre de sa femme, Catherine Doré.

M. Doré, comme le frère de Catherine MacLean, Donald MacLean, passeront la fin de semaine à Moscou. Comme M. Knyazev, ils seront de retour en cour

La vie après la tragédie

Pour Catherine Doré et sa famille, la guérison est bien loin d'être terminée

LAURA-JULIE PERREAULT
collaboration spéciale

MOSCOU — Philippe Doré sourit comme un enfant quand il parle de sa femme, Catherine Doré. Jolie, enjouée, décidée, il ne tarit pas d'éloges. Et ce, même si elle a arrêté de cuisiner, une des choses qu'elle faisait avec passion avant qu'un lit d'hôpital n'apparaisse dans la salle à manger du couple.

Mme Doré a passé plus de huit mois dans ce lit. Elle se remet toujours aujourd'hui du pire jour de sa vie : le jour où le diplomate Andreï Knyazev l'a heurtée elle et sa meilleure amie, l'avocate Catherine MacLean, alors qu'elles se promenaient ensemble dans leur quartier, à Ottawa.

Mme MacLean, 50 ans, n'a pas survécu à l'accident. Mme Doré, elle, s'est réveillée le 27 janvier 2001 couverte de plâtre à l'hôpital, sans aucun souvenir des tragiques événements qui lui ont volé sa meilleure amie.

Quand elle a su que le responsable de l'accident allait faire face à la justice de son pays d'origine, la Russie, elle a, un peu souffié, explique son mari. Mais, selon lui, la rémission de la famille est bien loin d'être terminée.

« Le procès est quelque chose d'essentiel, car ça nous donne l'impression d'être une conclusion. Un an et demi après l'accident, nous nous sentons toujours en transition, suspendus entre deux phases de nos vies. C'est très frustrant », raconte Philippe Doré dans sa chambre d'hôtel du boulevard Tverskaya, l'artère principale de Moscou. Il est venu dans la capitale russe pour livrer le message de sa femme, mais aussi pour prendre part à l'important procès.

Entre deux vies

Quand il parle de sa vie de couple avec Catherine Doré, une union qui dure depuis 35 ans, il y a un avant et un après. Avant, c'était la liberté totale, le départ des deux fils, Jean-Pierre et Graeme, du nid familial d'Ottawa. Le début des voyages et des projets à deux.

« Notre prochain voyage devait être en France, pour six semaines, Catherine voulait y prendre des cours de cuisine », se rappelle-t-il.

Mais le « après » a commencé quand sa femme, une ancienne infirmière de Terre-Neuve qui depuis 10 ans faisait de la recherche médicale, s'est retrouvée entourée de spécialistes de la santé. Cette fois, ils n'étaient pas ses collègues.

« La vie est devenue incroyablement compliquée après l'accident. La maison était remplie de thérapeutes, de docteurs, d'infirmières. On ne pouvait pas laisser Catherine seule très longtemps. Notre fils Graeme est revenu à la maison pour aider. Pour toute la famille, l'accident a été un poids lourd à porter. Et pour Catherine, ça a été encore plus difficile. Elle a travaillé vraiment très fort pour se rétablir le plus possible », explique-t-il.

Les jambes, les genoux, le crâne et le visage de Mme Doré ont tous gardé des traces du 27 janvier 2001.

En septembre dernier, le lit d'hôpital a disparu de la salle à manger, mais sans pour autant que la vie soit revenue à la normale. « Elle a l'impression que son état de santé ne s'améliore plus beaucoup. Elle est encore à des milles d'avoir une qualité de vie convenable. »

Pour toutes ces raisons, Philippe Doré n'a pas hésité une seconde avant de décider de venir en Russie.

Durant tout le procès, les détails sordides entourant les blessures de Mme Doré et la mort de Mme MacLean ont été répétées à satiété. « Nous essayons de ne pas voir ces photos horribles qui sont dans le document d'enquête. Vraiment, ce procès me demande plus d'énergie que je ne l'aurais cru, mais c'est nécessaire », dit celui qui se décrit comme un employé de la fonction publique.

Le plus difficile pour lui a été de voir en personne l'accusé Andreï Knyazev, assis à quelques mètres de lui. « Je ne l'ai pas regardé une seule fois du procès, j'en suis incapable. »

Pour Donald MacLean, le frère de l'avocate disparue, la semaine a été tout aussi difficile. Les deux hommes s'offrent un soutien mutuel. Deux avocats du Canada sont aussi auprès d'eux pour les appuyer et les orienter dans les procédures juridiques russes, très différentes de celles au Canada.

« Si je fais abstraction de l'endroit où a lieu le procès (un vieil édifice délabré) et de certains détails de traduction, je suis assez positivement impressionné par la manière de faire des Russes. Je crois que nous avons droit à un procès juste et équitable, et c'est ce qui compte pour nous : que justice soit rendue. »

Incursion pour deux au Bolchoï

M. Doré a bien peu visité la capitale russe depuis son arrivée lundi soir. Il passe ses journées en cour, puis revient à l'hôtel pour appeler sa femme. « C'est toujours très dur pour les deux. Moi, je vois le procès, elle, elle le lit dans les journaux. »

Mais jeudi soir, il a brisé sa discipline. « Je suis allé au Bolchoï. Quand je suis parti, j'ai dit à Catherine, qui adore les beaux-arts, que je n'allais pas faire de tourisme. Elle m'a dit : « Tu es mes yeux et mes oreilles, profite-en ! » Elle a toujours été comme ça. Malgré tout ce qui s'est passé, elle est toujours la première à vouloir sortir. La vie doit reprendre son cours normal. »



RADIO

Première Chaîne



photo : Ali Al Abdallah

ÉMISSIONS SPÉCIALES EN DIRECT DE JÉRUSALEM

www.radio-canada.ca/radio

Pour mieux comprendre le conflit israélo-palestinien
avec Michel Désautels et l'équipe de *Sans frontières*

En semaine à **17 h 30**
du 18 au 22 mars

Réalisation : Pierre Trottier

95.1

Montréal

FM

Monterrey : une conférence aux dés pipés, selon des militants

CHARLES CÔTÉ

LE PRÉSIDENT George Bush, le premier ministre Jean Chrétien et des dizaines de chefs d'État sont attendus la semaine prochaine à Monterrey, au Mexique, pour une conférence internationale destinée à améliorer l'aide au développement.

Cependant, affirment des militants anti-mondialisation qui boycottent cette conférence, les dés sont déjà pipés en faveur d'une confirmation des politiques prônées par le Fonds monétaire international (FMI) qu'ils jugent désastreuses pour les pays pauvres.

Par exemple, dénoncent-ils, le « Consensus de Monterrey », la proposition de communiqué final de la conférence, consacre le commerce comme moteur du développement. Le document dévoilé le 30 janvier prône aussi le renforcement des accords de commerce et des zones de libre-échange.

Selon Jacques Gélinas, spécialiste du développement, c'est la première fois que l'on retrouve cette équation inspirée du néolibéralisme dans des documents de l'ONU. « C'est un message inouï que le commerce produit le développement, a-t-il affirmé jeudi dans une conférence publique. On a beau vendre un sac de patates 10 fois, il coûte peut-être plus cher à la fin, des personnes se sont enrichies, mais rien ne garantit que le producteur a été bien payé et, en fin de compte, on n'a toujours qu'un seul sac de patates. »

Dans une lettre au premier ministre Chrétien, le Comité pour la justice sociale, à Montréal, affirme que le « prétendu » Consensus de Monterrey « se contente de répéter la promesse selon laquelle une libéralisation accrue du commerce et de l'investissement permettra au secteur privé de s'occuper des populations pauvres du monde, en dépit des preuves croissantes du contraire ».

Robert Jasmin, d'ATTAC-Québec, confie qu'il avait acheté un billet d'avion pour Monterrey, mais l'a finalement annulé. « On ne veut pas servir de caution morale à des gens qui proposent l'inverse complet de ce que l'on veut mettre en place. »

Par contre, deux organismes canadiens, l'Institut Nord-Sud et la Congrès du travail du Canada, participeront aux travaux de la conférence.

Le Conseil oecuménique des Églises a dénoncé cette semaine le « Consensus de Monterrey », mais sera sur place pour tenter de se faire entendre. Cette organisation implantée dans 120 pays souligne que « le document de convergence de Monterrey ne contient... aucune critique du modèle économique néolibéral ». « Rien (dans ce modèle) ne permet d'espérer qu'on pourra éliminer ou même réduire la pauvreté, il continue plutôt de l'exacerber », affirme le Conseil.

En outre, dit M. Gélinas, le Consensus de Monterrey ne prévoit « absolument aucune initiative » pour annuler la dette des pays pauvres. La proposition de déclaration finale propose plutôt de réduire la dette du tiers-monde à un niveau « viable ».

Selon François Gosselin, d'ATTAC-Québec, l'aide publique au développement des pays riches vers les pays pauvres totalise 54 milliards US par année, tandis que le service de la dette des 127 pays les plus pauvres totalise 300 milliards US. « Faites le calcul, ils sont perdants », dit-il.

En comparaison, ajoute-t-il, le budget militaire total des pays de la planète atteint 780 milliards US et les dépenses totales de publicité dans le monde se chiffrent à 1000 mil-

liards US... soit 18 fois l'aide au développement.

Par ailleurs, le document du Consensus de Monterrey ne fait aucune mention de la possibilité de taxer les transactions financières internationales pour stabiliser le marché et financer le développement, même si ce projet, parfois appelé « taxe Tobin », fait l'objet d'études dans les gouvernements français et britannique, et a été endossée par le Parlement canadien en 1999.

« Le Canada souscrit à l'objectif de réduire l'instabilité sur les marchés financiers, mais la question se pose sur le plan pratique, sur l'application de cette taxe, dit Jean-Michel Catta, porte-parole du ministre des Finances, Paul Martin. Il y a d'autres moyens plus efficaces pour arriver à une meilleure stabilité financière. »

Le gouvernement canadien n'a pas voulu faire part de ses objectifs à l'égard de la conférence, en particulier au sujet de l'aide publique au développement, même si le document enjoint les gouvernements à « prendre des mesures concrètes » pour atteindre l'objectif de 0,7 % du PIB.

Les pays de l'OCDE se sont donné pour objectif de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement, mais en fait, depuis la chute du rideau de fer, cette proportion ne fait que reculer. Au Canada, elle s'établit actuellement à 0,25 %.

La conférence « FdD » (Financing for Development) de Monterrey commence lundi et se termine par un sommet des chefs d'État jeudi et vendredi. Elle doit réunir des politiciens, des fonctionnaires, des représentants d'agences gouvernementales, des gens d'affaires et des militants.

Le financier et philanthrope George Soros et l'ex-président des États-Unis Jimmy Carter y côtoieront des militants respectés comme Martin Khor des Philippines et Walden Bello de Thaïlande, ainsi que des représentants de la Deutsche Bank, de Nestlé, de quelques banques suisses. La Confédération internationale des syndicats libres et des organismes comme OXFAM y délèguent aussi des représentants.

En outre, la Conférence de Monterrey marque la première fois que les agences de l'ONU comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) seront à la même table que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) au cours d'une instance au caractère décisionnel.

Le mois dernier, les organisateurs de la conférence ont soulevé la controverse en faisant bâtir un mur pour cacher un bidonville aux yeux des conféranciers.

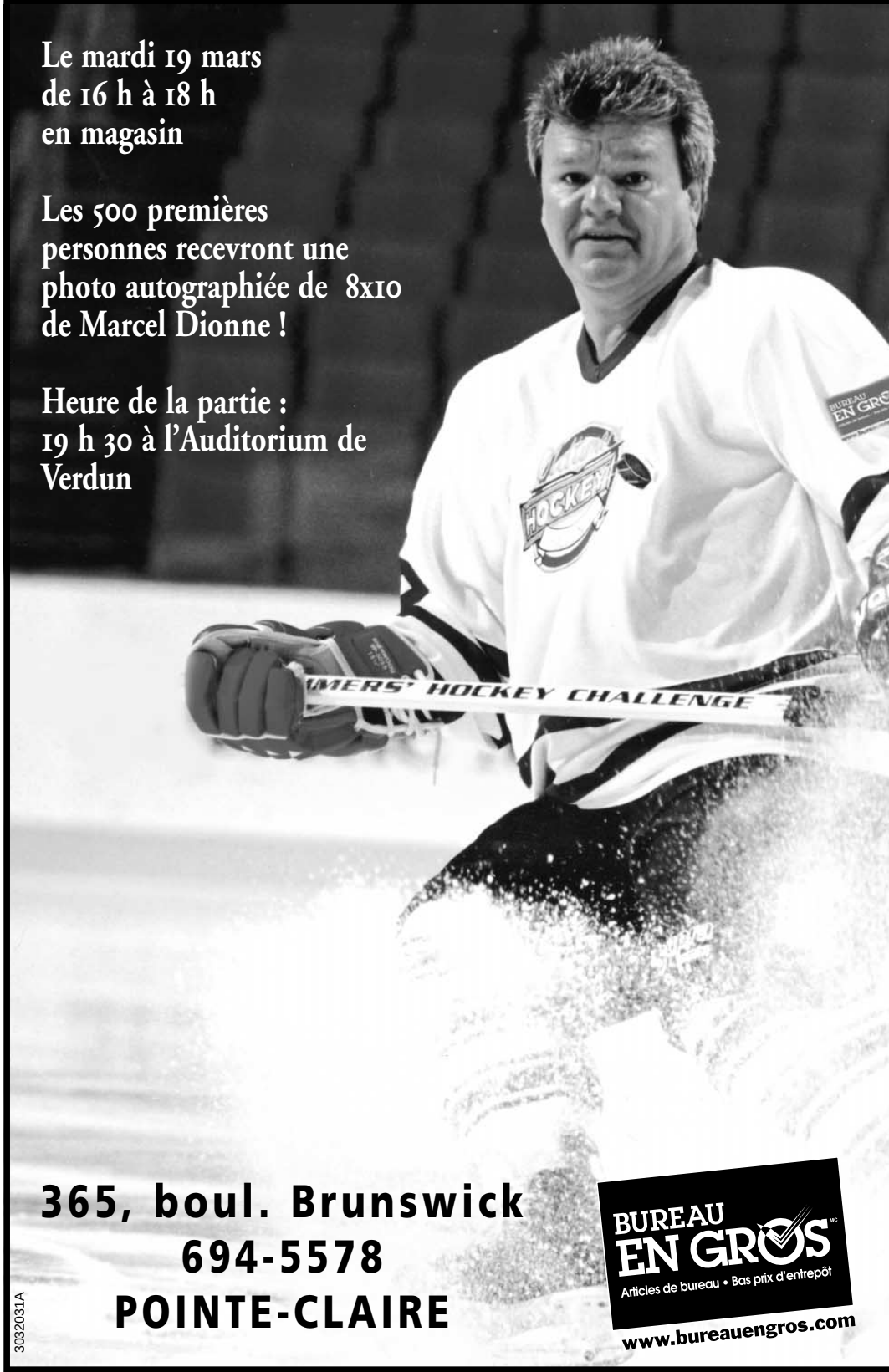
ATTAC-Québec : <http://attac.org/quebec/index.html>
Site de la Conférence : <http://www.un.org/esa/ffd/>

RENCONTREZ MARCEL DIONNE

Le mardi 19 mars
de 16 h à 18 h
en magasin

Les 500 premières
personnes recevront une
photo autographiée de 8x10
de Marcel Dionne !

Heure de la partie :
19 h 30 à l'Auditorium de
Verdun



365, boul. Brunswick
694-5578
POINTE-CLAIRE

BUREAU EN GROS
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt
www.bureauengros.com

Une femme obtient 200 000 \$ à la suite d'un diagnostic erroné

Presse Canadienne

WINNIPEG — Une femme qui, à la suite d'un diagnostic erroné, a été soumise pendant deux ans à des traitements agressifs pour soigner un cancer dont elle ne souffrait pas, s'est vu accorder une indemnisation de 200 000 \$.

Mme Roy avait 33 ans, était mariée depuis peu et avait un fils de 14 mois lorsqu'à la suite de prélèvements effectués sur son pancréas, un pathologiste de Winnipeg a conclu qu'elle était atteinte du cancer.

En 1997, on lui a annoncé que le cancer s'était propagé à son estomac et qu'elle n'en avait plus que pour neuf mois à vivre. Elle a subi deux interventions chirurgicales aux cours desquelles on lui a enlevé une partie de l'estomac et de l'intestin grêle, la vésicule biliaire et une partie du pancréas.

La jeune femme précise que ce ne sont pas seulement les interventions chirurgicales et la crainte de mourir qui ont détruit sa vie. Son mari, qui était aussi policier à la GRC, lui a annoncé qu'il la quittait alors qu'elle venait de subir une opération. Et elle a pris ses distances à l'égard de son fils parce qu'elle croyait en avoir pour peu de temps à vivre.

Sept mois après le diagnostic posé par le médecin, Mme Roy ne paraissait ni ne se sentait malade. Des médecins ont examiné une biopsie effectuée après sa deuxième opération et ils n'ont découvert aucune cellule cancéreuse.

SOLARIUMS Zytco

LE PLUS VASTE CHOIX DE MODÈLES DE SOLARIUMS

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

NOUVEAU VERRE SUPER-ISO BLOCK

ARÊTES OU RECOUBRÉS

514-335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

ADMISSION

Ça Presse

LES PETITES ANNONCES 987 - VENDU

Inscriptions au secondaire

Du 11 au 22 mars, choisissez et inscrivez votre enfant à une de nos 28 écoles secondaires.

Fiche d'information sur chaque école : www.csdm.qc.ca

Renseignements : (514) 596-6114

« Hier, avec mon copain, on est resté après le cours de maths. Notre professeur a bien pris le temps de répondre à toutes nos questions. Maintenant, amenez-le l'examen ! »

Chloé, 1^{re} secondaire

Chloé a choisi l'école publique

GRATUITE

Commission scolaire de Montréal

3027163

GRANDE OUVERTURE DE NOTRE MÉGA MAGASIN LE 20 MARS

PRODUITS ADONIS INC.

Nous déménageons au 2001, rue Sauvé Ouest, coin L'Acadie (514) 382-8606

Nous sommes fiers de votre loyauté et de votre encouragement tout au long des années.

Vous êtes précieux et le Marché ADONIS tient à vous offrir toujours le meilleur.

Afin de mieux vous servir le Marché ADONIS ➔ a triplé sa surface ➔

et vous donne plus d'aire de stationnement intérieur et extérieur très accessible, plus de comptoirs et certainement plus de produits et de nouveautés.

Nous allons vous offrir un coin de mets préparés : plats du jour, méchoui, entrées chaudes et froides à emporter ou à déguster sur place.

Venez chez ADONIS, un univers de renouveau et de fraîcheur.

ADONIS Sauvé ouest Anciennement L'Acadie

Le bar rayé réintroduit dans le Saint-Laurent



Photo Jean-Yves Lachance, collaboration spéciale
Le bar rayé était une espèce très prisée dans le Saint-Laurent dans les années 40 et 50.

PIERRE GINGRAS

Prisé pour sa chair et pour sa combativité souvent comparée à celle du saumon atlantique, le bar rayé sera l'objet d'un programme de réintroduction dans le Saint-Laurent dès cet été.

Jadis répandu dans le fleuve jusqu'au lac Saint-Pierre et parfois même dans la région de Montréal, le bar du Saint-Laurent, comme on l'appelait à l'époque, était l'objet d'une pêche commerciale dont les débarquements pouvaient atteindre jusqu'à 50 tonnes par année quand le poisson était abondant. Mais les populations toujours très fluctuantes ont commencé à décliner radicalement au début des années 60. C'est en 1968, que fut officiellement capturé le dernier spécimen par un pêcheur sportif. Si les amateurs de pêche prennent encore quelques bars à chaque année dans la région de l'île d'Orléans et le long de la péninsule gaspésienne, ce sont des poissons qui proviennent du Nouveau-Brunswick, disent les biologistes.

Le bar rayé est une espèce anadrome — il vit en eau saumâtre ou salée et se reproduit en eau douce — qui entre en rivière en automne pour s'y reproduire habituellement au mois de mai ou de juin. Mais la population du Saint-Laurent était très particulière, car elle vivait uniquement dans le

fleuve, se reproduisant de la région de Québec jusqu'en amont du lac Saint-Pierre pour ensuite passer le reste de l'année dans les eaux saumâtres de l'île d'Orléans et de l'archipel de Montmagny. Dans les années 40, toute une industrie de la pêche sportive gravitait autour du bar dans cette région, explique Serge Tremblay, le coordonnateur de la faune aquatique à la Société de la faune du Québec.

Mais des travaux de creusage de la Traverse du nord de la Voie maritime du Saint-Laurent, au niveau de l'île d'Orléans, ont provoqué un exode massif de la population vers le sud où pêcheurs commerciaux et pêcheurs sportifs s'en donnèrent à coeur joie. La surpêche et les perturbations des conditions de l'eau par les travaux ont fait disparaître la population, croit-on.

Ce n'est que récemment, notamment à la suite des pressions de la Fédération québécoise de la faune, qu'on a commencé à s'intéresser sérieusement à la réintroduction de l'espèce dans le fleuve.

Par le passé, plusieurs essais ont été couronnés de succès dans des rivières américaines de la côte Est. L'espèce a aussi été introduite sans problème dans plusieurs grands lacs aux États-Unis et à la fin du siècle dernier, l'introduction de l'espèce dans le Pacifique a donné lieu en deux décennies à une pêche commerciale prospère. Le bar rayé a remplacé le saumon et les autres espèces auprès des sportifs de la côte Ouest américaine. Sur la côte Est, de la Nouvelle-Angleterre jusqu'aux États du Golfe du Mexique,

le bar rayé est souvent pêché à partir des plages et il génère une industrie dont le chiffre d'affaires dépasse les 100 millions par année. Le plus gros bar capturé à la ligne est un spécimen de 35,6 kilos.

Été 2002

Les premiers ensemencements dans le fleuve sont prévus en juillet, lors de la fête de la Pêche, mais on parle de quelques centaines de spécimens seulement. Les réintroductions massives seront réalisées en 2004 avec de jeunes poissons en âge de se reproduire. Les poissons seront d'abord capturés dans la rivière Miramichi, au Nouveau-Brunswick, et confiés à la pisciculture gouvernementale de Baldwin, dans l'Estrie où ils poursuivront leur croissance. On parle alors de 10 000 individus par année, des poissons d'une quinzaine de centimètres, et de plusieurs centaines de milliers d'alevins qui ne dépassent guère les deux ou trois centimètres.

La Société de la faune et des parcs se donne 10 ans pour conclure si l'expérience est un succès. Dans certaines rivières de la Nouvelle-Angleterre, notamment la Kennebec, dans le Maine, il aura fallu quelques années seulement pour que le bar rayé revienne en permanence après des ensemencements. Signalons par ailleurs qu'à partir de la semaine prochaine, la fédération et la société organisent plusieurs rencontres publiques sur la réintroduction du bar rayé, notamment à l'île d'Orléans, Montmagny, Kamouraska, La Pérade et Trois-Rivières.

RECOURS COLLECTIF |

Ottawa aurait omis de verser du supplément de revenu garanti

RAYMOND GERVAIS

AU QUÉBEC seulement, près de 90 440 personnes admissibles à recevoir le supplément de revenu garanti à la pension de vieillesse seraient lésées dans leur droit et ne recevraient pas ce supplément tout simplement parce qu'elles ne savent pas qu'elles doivent s'y inscrire chaque année pour y avoir droit.

Dans l'ensemble du pays, ce serait 380 000 Canadiens âgés de 65 ans et plus qui seraient dans la même situation.

Une résidante de Châteauguay vient de demander à la Cour supérieure la permission d'exercer un recours collectif contre le gouvernement du Canada au nom de toutes les personnes âgées de 65 ans et plus, admissibles à recevoir le supplément et qui ne le reçoivent pas.

Elle réclame un paiement rétroactif couvrant toute la période d'admissibilité et non seulement sur une période de 11 mois, comme veut bien l'accorder le gouvernement.

Selon la requête en recours collectif déposée hier par Me Freddy Adams, l'ignorance de l'existence de ce programme par les bénéficiaires et l'ignorance du fait de devoir soumettre une demande chaque année, expliqueraient le phénomène.

Le supplément de revenu garanti est accordé aux bénéficiaires de la sécurité sur la vieillesse à faible revenu. Elle est calculée sur une échelle progressive selon l'état civil et le revenu familial net du bénéficiaire.

Une personne âgée de plus de 65 ans dont le revenu annuel est inférieur à 12 648 \$ ou un couple qui a des revenus de moins de 30 624 \$ par année, a droit au supplément de revenu garanti.

Dans sa requête, la sexagénaire soutient que le gouvernement est responsable de cette situation parce qu'il est l'administrateur de ce programme et parce qu'il a le devoir de faire les efforts nécessaires pour rejoindre tous les membres admissibles au programme.

Ce n'est qu'au mois de février dernier que le gouvernement du Canada a fait parvenir une lettre à la requérante du recours collectif, l'informant qu'elle pourrait recevoir ce supplément de revenu en apposant uniquement sa signature sur le document.

Selon M^e Adams, la réception de cette lettre confirme le fait que les intimés avaient les moyens et la possibilité de savoir dans le passé que la requérante et les membres du groupe étaient ou sont admissibles au supplément de revenu garanti.

Toute personne voulant s'inscrire au recours collectif est priée de communiquer avec M^e Freddy Adams au (514) 848-9363.

30348/6

Le défi colossal de Daniel Papillon Demers

Le représentant réélu des cols blancs s'attaque à l'harmonisation des conventions

ÉRIC TROTTIER

RÉÉLU POUR un second mandat à la tête du plus important syndicat de la nouvelle Ville de Montréal, Daniel Papillon Demers entrevoit des mois difficiles.

Pas qu'il appréhende les négociations qu'il est sur le point d'entamer avec l'administration Tremblay-Zampino, mais il avoue que l'harmonisation des 28 conventions collectives des 8000 cols blancs des anciennes municipalités représente le défi de sa carrière syndicale.

« Ça va être terrible, a déclaré le président du Syndicat des fonctionnaires municipaux (SCFP) à *La Presse*, au lendemain de sa réélection, cette semaine. Juste comprendre tous ces contrats de travail, ça va être toute une affaire, alors fusionner tout ça en une seule convention collective, ce sera du jamais vu. »

M. Papillon Demers, qui aura 47 ans dans deux jours, est considéré comme un chef syndical modéré, si on le compare, notamment, avec le bouillant président du syndicat des cols bleus, Jean Lapiere. Aussi, il n'entend pas imposer un torticolis à la direction de la nouvelle ville : « Avec la fusion, notre syndicat a réuni 28 groupes de travailleurs, provenant d'autant de villes, qui avaient tous leurs propres conditions de travail et salariales. Certains ont l'horaire de 32 heures par semaine, d'autres 38. Il faudra bien un jour harmoniser tout cela, mais on pense qu'on peut se donner du temps pour y arriver. »

« Par contre, il y a des choses que l'on doit régler tout de suite. Il y a des employés qui n'ont pas eu d'augmentations salariales depuis deux ans ; là-dessus, on sera intransigeable. Ça doit se régler immédiatement. On a du rattrapage à faire. »

M. Papillon Demers a fait son chemin depuis une quinzaine d'années dans l'organisation syndicale la plus importante du monde municipal québécois. Il a fait des études en comptabilité aux Hautes Études commerciales, pour devenir agent comptable principal à la CUM en 1976.

En 1986, il est élu délégué syndical et, deux ans plus tard, ses talents de gestionnaire sont mis à profit : le syndicat des fonctionnaires avait alors besoin d'un redressement financier et M. Papillon Demers est venu à la rescousse, élu comme secrétaire trésorier. « J'ai été pris de passion pour le travail syndical, dit-il. Particulièrement par la facette des négociations. »

Depuis, il n'a cessé de s'impliquer dans le déroulement des négociations avec la Ville ou la CUM. En octobre 1998, il s'est présenté à la présidence du syndicat avec une nouvelle équipe, et tout le groupe a été élu.

Ce premier mandat a été marqué par l'affaire des vignettes VIP : 75 agents de stationnement ont été congédiés après qu'on eut découvert qu'ils avaient participé à un système favorisant certaines personnes (des policiers, notamment) dans les stationnements sur rue à Montréal. M. Papillon Demers et son équipe ont alors sauvé les meubles : les 75 membres de son syndicat ont fini par voir leur congédiement se transformer en simple suspension.

Par la suite, l'homme a dû plonger dans le dossier de la fusion des villes de l'île... et de leurs syndicats. Son mandat vient donc d'être renouvelé pour trois ans et demi, pour négocier la toute première convention collective des cols blancs de la nouvelle ville.

Les discussions doivent en principe commencer en mai. Le chef syndical ne prévoit

pas de guerre avec la nouvelle administration. « Nous avons eu des contacts prometteurs avec le maire et son équipe. Ces gens-là semblent réellement vouloir travailler en partenariat avec nous », dit-il.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les cols blancs déclenchent une grève de sitôt : la dernière vraie grève de ces fonctionnaires date de 1967 (ils ont aussi participé à une journée de protestation provinciale le 11 octobre 2000). Il faut dire que le syndicat des cols blancs, à l'image des employés qu'il représente, est beaucoup plus modéré que le

syndicat des cols bleus. « On a une approche qui est peut-être différente, on a des priorités qui sont peut-être différentes. Mais nous sommes tout aussi déterminés. »

Montréalais jusqu'au bout des doigts (il habite à Notre-Dame-de-Grâce), M. Papillon Demers entend aussi profiter du Sommet de Montréal pour revoir les pratiques de travail de ses membres : « On a une nouvelle ville ; ce sommet peut nous donner la chance de dépoussiérer de vieilles habitudes de travail ; nous allons certainement profiter de l'occasion pour relever ce défi. »

EN BREF

Carlos Steiner :
sentence le 18 avril

C'EST LE 18 avril prochain que le juge Bernard Grenier imposera une sentence à Carlos Steiner, 31 ans, coupable de délit de fuite ayant causé la mort. Il s'est enfui après avoir heurté à mort deux jeunes femmes à Pointe-Claire, Amber Doughty, 19 ans, et Dahlia Sinclair, 20 ans, dans la nuit du 21 avril 2000. La Couronne demande une peine de cinq ans de pénitencier assortie d'une interdiction de conduire pendant 10 ans après sa sortie de prison. La défense demande une peine avec sursis de deux ans moins un jour, et une interdiction de conduire de deux ans.

cyberpresse.ca / caricatures

Inscriptions au secondaire

Du 11 au 22 mars,
choisissez et inscrivez votre enfant à une de nos 28 écoles secondaires.

Fiche d'information sur chaque école : www.csdm.qc.ca
Renseignements : (514) 596-6114

« Que feriez-vous à ma place ? Du théâtre ? De la radio ? Joindre l'harmonie ? Parce que c'est ça aussi le secondaire ! »
Catherine, 1^{re} secondaire

Catherine a choisi l'école publique

GRATUITE

ADMISSION

Commission scolaire de Montréal

3027869

Espace Bell

Vos appels peuvent attendre.

allez-y

À vous de conquérir votre espace!

Forfait Mobilité Week-end

- Appels locaux illimités les week-ends
- 150 minutes d'appels interurbains les week-ends (en provenance et à destination du Canada)
- 150 minutes les soirs et week-ends
- Service Centre de messages Express GRATUIT pour 12 mois*

25\$ /mois

19\$*

CDM-9100 d'Audiovox

- Haut-parleur unidirectionnel
- Choix de 15 sonneries et alerte par vibration
- Répertoire de 99 correspondants

À ne pas manquer !

est fier de s'associer à

EXPO Manger Santé

ET LE COLLOQUE

2002

EXPO :

150 exposants
demos • ateliers • dégustations

10 \$ à l'entrée (taxes incluses)

Samedi : 10 h à 19 h • Dimanche 10 h à 18 h

COLLOQUE :

8 conférences passionnantes

Oméga-3 • OGM
Sécurité alimentaire et le BIO
Alimentation et ménopause
Végétarisme et plus encore

49,95 \$ incluant entrée à l'EXPO pour samedi et dimanche

Consultez le dépliant, le site ou téléphonez-nous pour obtenir le programme et/ou pour vous inscrire au Colloque

Montréal
Au Palais des Congrès
23 et 24 mars

Québec
Au Marché du Vieux-Port
20 et 21 avril

YÜ
Bio-marché végétarien

(514) 332-7037 • 1 877 559-7037
www.manger-santebio.org/expo

Le 16 mars 2002

Économisez jusqu'à 150\$!

Trousse Prêt-à-parler

Téléphone cellulaire et service compris!

- Choix d'appareil : CDM-9100 d'Audiovox ou 120c de Motorola
- 4 mois d'appels locaux en tout temps (choix de forfait : Mobilité 25 \$/200 minutes par mois ou Mobilité Par appel avec 50 appels par mois)
- EN PRIME : week-ends illimités pendant 12 mois

Les trousse à 129 \$ comprennent un téléphone à prix réduit et 4 mois de service dans le cadre du forfait Mobilité 25 \$/200 ou Mobilité Par appel 25 \$/50. Les week-ends illimités pour 12 mois sont offerts seulement avec abonnement d'un an.

NOUVEAU BAS PRIX

Économisez 30\$

930\$ /mois pour 12 mois
99\$ /mois

Prix courant : 129,95 \$

EXT 1160/1165 d'Uniden

- Technologie à 900 MHz offrant une portée étendue et une grande clarté sonore
- Mémoire de 30 noms et numéros

Passez au magasin Espace Bell le plus près.

Anjou Les Galeries d'Anjou (514) 353-0257 Belloil Mail Monténach (450) 446-7176 Brossard Mail Champlain (450) 465-8759 Dollard-des-Ormeaux 3352, boul. des Sources (514) 684-6846 3699, boul. St-Jean (514) 626-8888 Dorion-Vaudreuil 84, boul. Harwood (450) 424-1416	LaSalle Carrefour Angrignon (514) 364-3071 Laval 1655, boul. St-Martin Ouest (450) 680-1010 Carrefour Laval (450) 681-3344 Centre Laval (450) 680-2355 Longueuil Place Longueuil (450) 679-4558 Montréal 5187, avenue Papineau (514) 526-2020	892, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-6686 Centre Eaton (514) 288-8436 Centre Rockland (514) 340-1269 Place Alexis-Nihon (514) 939-2439 Place Dupuis (514) 844-1313 Place Versailles (514) 353-8847 Plaza Côte-des-Neiges (514) 342-5444 Tour Jean-Talon (514) 270-1155	Montréal-Nord Place Bourassa (514) 322-3202 Pointe-aux-Trembles 12530, rue Sherbrooke Est (514) 645-4455 Pointe-Claire Centre Fairview (514) 630-4992 Repentigny 309, rue Notre-Dame (450) 585-4455 Les Galeries Rive-Nord (450) 657-4455 Rosemère 232, boul. Curé-Labelle (450) 979-3838	Place Rosemère (450) 435-0024 Salaberry-de-Valleyfield Centre commercial Valleyfield (450) 377-1256 St-Bruno-de-Montarville Les Promenades St-Bruno (450) 441-1535 St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe (450) 778-1749 St-Hubert 5190, boul. Cousineau (450) 676-9919	3879, boul. Taschereau (450) 926-2020 St-Laurent La Place Vertu (514) 335-2355 St-Léonard 4880, boul. Métropolitain Est (514) 729-2020 6050, boul. Métropolitain Est (514) 257-9292 Centre Le Boulevard (514) 376-2288
---	--	---	--	---	---

Prix et promotions en vigueur jusqu'au 31 mars 2002 uniquement dans les magasins participants, sous réserve de certaines conditions, de modification et de prolongation, et jusqu'à écoulement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Détails en magasin. *Après remise postale (taxes calculées sur le prix avant remise et promotion) pour les nouvelles activations à un forfait Bell Mobilité à 25 \$/mois ou plus, avec abonnement de 24 mois. **Avec abonnement de 12 ou 24 mois. Offres en vigueur pour appels vocaux locaux en provenance du Canada, à moins d'avis contraire. Week-ends en vigueur de 18 h le vendredi à 8 h le lundi. Frais d'interurbain supplémentaires, frais d'itinérance, taxes et frais d'accès au réseau facturés en sus chaque mois. **Pour les nouveaux clients qui s'abonnent au forfait combo Ultra ou Ultimate Pack, ainsi qu'au forfait Réseaux francophones ou Locals avec 2 forfaits thématiques à 20 \$/mois ou plus avant les taxes. *En fonction du prix d'achat de 199,95 \$. Frais mensuels de programmation en sus.

L'extrême droite religieuse hindoue a affirmé avoir remporté une victoire symbolique hier dans le processus d'édification d'un temple sur les ruines d'une mosquée dans la ville sainte d'Ayodhya (nord de l'Inde). En 1992, des milliers de fanatiques hindous avaient détruit la mosquée Babri d'Ayodhya, entraînant des émeutes intercommunautaires qui avaient fait plus de 2000 morts en Inde. Depuis, le feu couve toujours sous les braises, rapporte notre envoyé spécial.

Pour les hindouistes, ce n'est que partie remise

Bâtir un temple sur les ruines d'une mosquée passionne même des coreligionnaires au Canada

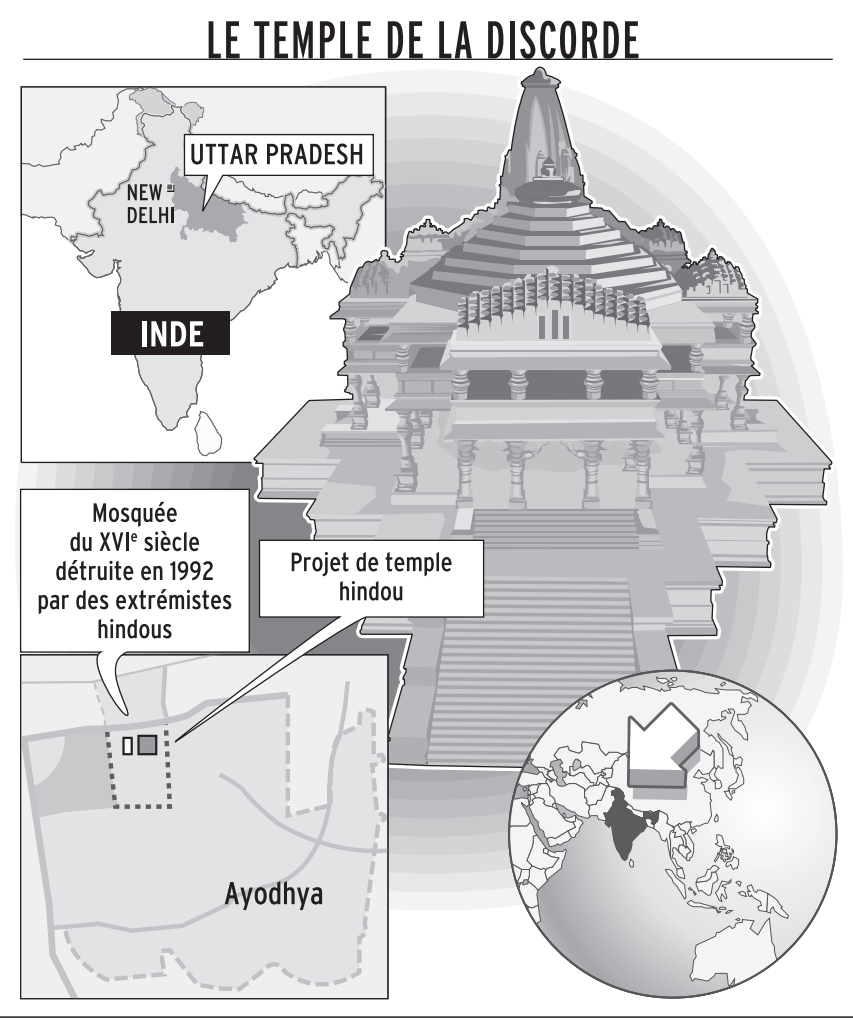


centaines de milliers de Ram Sewaks (Bénévoles de Rama) y étaient attendus. Le gouvernement BJP, au pouvoir depuis deux élections, a déjà acquis l'emplacement contesté et 67 acres de terrain environnant.

D'impressionnants obstacles ont toutefois freiné le mouvement, voire l'ont immobilisé : le BJP a perdu toute une série de législatures provinciales, dont celles de l'État clé d'Uttar Pradesh, où est située la ville d'Ayodhya ; les pogroms antimusulmans qui ont suivi il y a deux semaines le massacre de 58 Ram Sewaks dans un train au Gujarat ont provoqué une mobilisation de fond des forces vives laïques du pays (partis, ONGs, médias, artistes et intellectuels) contre le BJP ; les alliés laïques du BJP, sans lesquels les hindouistes ne peuvent gouverner le pays, ont également exprimé leur mécontentement ; et la Cour suprême de l'Inde, qui a imposé le statu quo à Ayodhya, a statué pas plus tard que mercredi qu'il n'était même pas question d'une prière sur le terrain contesté, encore moins d'une quelconque construction.

Les meneurs hindouistes ont beau relever avec insistance que la foi ne connaît pas de tribunaux, le premier ministre Atal Bihari Vajpayee, à l'écoute du pays et soucieux de l'image de l'Inde dans le monde, rabrouait les faucons de son cabinet et annonçait que le gouvernement « respecterait et la lettre et l'esprit de la décision de la Cour suprême ».

Si bien que ses multiples alliés hindouistes (VHP ou Conseil mondial hindou, Jan Sangh, Bajrang Dal, RSS et Shiv Sena) ont dû baisser pavillon, alors même qu'ils entretenaient l'agitation dans leurs fiefs du Gujarat, du Maharashtra et



du Rajasthan. Les violences antimusulmanes se poursuivaient au Gujarat, où des villes-banlieue de la métropole, Ahmedabad, sont toujours sous couvre-feu. Et des messes hindoues se multipliaient au Maharashtra et au Rajasthan.

À Ayodhya même, bouclée avec sa ville jumelle de Faizabad par l'armée, la police et les forces paramilitaires, les Ram Sewaks avaient du mal à se rassembler, bien que l'Uttar Pradesh, privé de majorité

claire après les récentes législatives, fût sous le contrôle direct de Delhi, donc du ministre de l'Intérieur L.K.Advani, un faucon hindouiste.

Pour aider malgré tout sa base hindouiste à sauver la face — et pour garder sa confiance — Vajpayee déléguait le responsable de la cellule Ayodhya au cabinet, Shatrughan Singh, pour recevoir vendredi les stèles symboliques, transportées sur des charrettes fleu-

ries et tirées par deux bicyclettes au terme d'une procession de trois kilomètres. Les dirigeants menaient le défilé dans des voitures escortées par des agents de sécurité. Quelque 500 Ram Sewaks marchaient derrière en scandant des mantras et en criant « Jai Shri Raamji » ou Vive Rama !

Ashok Singhal, le président du VHP, a déclaré malgré tout que « la lutte continuera jusqu'à la libération du lieu de naissance de Rama à Ayodhya, de celui de Krishna à Mathura, et du temple Vishwanath à Bénarès ». Ayodhya, on le voit, n'est donc qu'un début, et ces trois objectifs ne sont qu'un petit aperçu de l'ambitieux programme de mobilisation à long terme des masses par les hindouistes — aux dépens des musulmans accusés d'avoir conquis et opprimé l'Inde, et d'avoir détruit des temples sacrés pour les remplacer par des mosquées.

Le mouvement hindouiste connaît présentement un certain désarroi, mais plusieurs pensent que les apôtres de l'Hindutva n'ont pas d'autre choix que de hausser la mise pour entretenir le feu sacré et ne pas perdre davantage de terrain politique, surtout que des élections fédérales sont prévues dans deux ans. Des enquêtes journalistiques ont établi que le massacre d'il y a deux semaines au Gujarat n'était pas une affaire spontanée, mais que les Ram Sewaks harcelaient depuis plusieurs semaines des musulmans dans le train et dans les gares, moquant les femmes et forçant les hommes à scander « Vive Rama ». Hier, la police à Ayodhya n'a pas hésité à frapper des pèlerins hindous à coups de matraques de bambou. Et 10 000 militants hindouistes ont été arrêtés, dont plusieurs élus du BJP.

DERNIER WEEK-END

SALON DU BATEAU

Place Bonaventure

Une vague de plaisir

14 au 18 mars

Plus de 400 embarcations

Prix d'entrée: (taxes incluses)
admission générale: 10.00\$
étudiants / âge d'or: 7.00\$
enfants accompagnés (6 à 12 ans): 3.50\$
enfants 5 ans et moins: Gratuit

Heures d'ouverture:
Jeudi et vendredi: 12h00 à 22h00
Samedi: 10h00 à 22h00
dimanche: 10h00 à 18h00
Lundi: 11h00 à 16h00

Profitez de la halte-garderie vendredi dès 16h, samedi et dimanche, toute la journée

Courez la chance de gagner 5 000.00\$ applicable sur votre achat en salon

ASSOCIATION MARITIME DU QUEBEC

RADIO RockDétente

TVR

La Presse

CKAC 730

La Chine se débarrasse d'encombrants réfugiés venus de la Corée du Nord

d'après AFP

PÉKIN — Un groupe de 25 Nord-Coréens qui avait trouvé refuge jeudi à l'ambassade d'Espagne à Pékin a été autorisé à quitter le pays hier en un temps record, évitant à la Chine d'être au centre d'une nouvelle polémique sur le traitement accordé aux réfugiés nord-coréens.

Vingt-quatre heures à peine après avoir fait irruption dans l'ambassade d'Espagne, les Nord-Coréens, qui avaient menacé de se suicider s'ils étaient renvoyés de force dans leur pays, ont quitté la Chine pour Manille, en route pour la Corée du Sud.

« La Chine a tenu à vider l'abcès au plus vite », a relevé hier un diplomate occidental, avant de souligner que ce pays entendait éviter tout tapage, notamment aux États-Unis, sur sa politique controversée de rapatriements forcés de réfugiés nord-coréens, moins d'un mois après la visite de George W. Bush à Pékin.

Prenant la parole au cours de sa conférence de presse annuelle qui clôt traditionnellement la session parlementaire, le premier ministre chinois, Zhu Rongji, a annoncé hier qu'un accord avait été trouvé avec les ambassades concernées.

Les choses sont ensuite allées très vite. En fin de matinée, trois fourgonnettes ont été aperçues en train de quitter l'ambassade où les 25 Nord-Coréens — 14 adultes et 11 enfants — avaient trouvé refuge la veille. Soutenus par un groupe international d'aide aux réfugiés nord-coréens, ils avaient fait savoir qu'ils ne quitteraient pas l'ambassade tant qu'ils n'obtiendraient pas l'asile politique en Corée du Sud.

En juin dernier déjà, une famille nord-coréenne de sept personnes avait trouvé refuge au bureau du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Pékin. Elle avait finalement été autorisée à quitter la Chine quatre jours plus tard pour la Corée du Sud, via Singapour, afin de ménager les susceptibilités du régime stalinien nord-coréen, dont Pékin reste le principal allié.

Le passage par un pays tiers a de nouveau été retenu cette fois-ci, même si la rapidité avec laquelle la Chine a accédé à la requête

de l'ambassade d'Espagne a surpris la plupart des observateurs.

« La Chine ne tient pas à offenser la Corée du Nord, mais elle a jugé qu'il était plus important de ne pas indisposer la communauté internationale sur cette affaire humanitaire », a estimé pour sa part un diplomate asiatique, spécialiste des questions nord-coréennes.

Malgré un réchauffement récent, qui s'est traduit par la visite du président chinois, Jiang Zemin, à Pyongyang en septembre dernier, les relations entre Pékin et Pyongyang ont perdu beaucoup de leur lustre au cours des années 90, parallèlement à l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Séoul.

Les autorités chinoises sont en revanche de plus en plus conscientes de l'impact négatif des critiques adressées par les associations de défense des droits de l'homme, qui accusent Pékin d'avoir rapatrié de force ces dernières années des milliers de Nord-Coréens ayant fui la famine et les persécutions politiques, et ce malgré les représailles dont ils font l'objet à leur retour.

Selon des ONG sud-coréennes, entre 200 000 et 300 000 Nord-Coréens se sont réfugiés ces dernières années dans le nord-est de la Chine, où ils sont pris en charge par des organisations caritatives principalement sud-coréennes.

Ces réfugiés vivent dans des conditions extrêmement précaires, courant à tout moment le risque d'être rapatriés dans leur pays. « Pour les Nord-Coréens, la Chine n'est pas un endroit sûr. Ils sont pourchassés par la police secrète nord-coréenne et par les autorités chinoises », explique Lee Young-Hwa, un représentant d'une ONG basée au Japon.

Les témoignages abondent sur les difficultés qui attendent ces Nord-Coréens, qui ne sont pas considérés comme des « réfugiés » mais comme des immigrants clandestins par la Chine. Contraints de mener des vies errantes, à la merci des dénonciations, ils trouvent rarement des emplois et sont confrontés à de graves difficultés financières. Certains d'entre eux sont contraints à vendre leurs filles à des souteneurs.

Mugabe signe une loi répressive sur l'information

d'après AFP

HARARE – Le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a démontré hier sa détermination à braver les critiques en promulguant une loi draconienne sur la presse deux jours après sa réélection contestée, qui fera l'objet mardi prochain d'une réunion du Commonwealth.

Cette loi destinée à museler toute critique et considérée par les adversaires de Mugabe comme un nouvel exemple de sa dérive auto-

ritaire, avait provoqué un tollé lors de son passage devant le Parlement à la fin de janvier, y compris au sein du parti au pouvoir.

Elle crée une commission gouvernementale chargée d'accréditer les journalistes zimbabwéens. Les journalistes étrangers non résidents ne peuvent travailler dans le pays que « pour une période limitée ». Tous sont soumis à un « code de conduite » dont le non-respect peut mener à des poursuites judiciaires.

Le pouvoir avait évité de la promulguer avant le scrutin présidentiel qui s'est tenu du 9 au 11 mars et sur lequel les présidents de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, du Nigéria, Olusegun Obasanjo, et le premier ministre de l'Australie, John Howard, arrêteront mardi à

Londres la position du Commonwealth. Auparavant, Obasanjo rencontrera lundi son homologue zimbabwéen à Harare.

Le rapport intérimaire des observateurs du Commonwealth, rendu public jeudi, estimait que Mugabe avait été réélu dans « un climat de peur » et que le scrutin n'avait « pas été libre ». Il contrastait avec la position de la plupart des organisations et pays africains qui ont salué la victoire de Mugabe, contrairement aux pays occidentaux, notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui ne reconnaissent pas les résultats.

Selon les résultats officiels, Mugabe a été réélu avec 56,2 % des voix contre 41,9 % à son principal

rival, Morgan Tsvangirai, leader du
 Mouvement pour le changement
 démocratique (MDC, opposition),
 qui a les a rejetés. Mugabe prêter
 serment demain à la résidence pré-
 sidentielle.

Le MDC a en revanche remporté les municipales dans la capitale Harare, confirmant sa domination dans les zones urbaines. Son candidat, Elias Mudzuri, l'a emporté largement sur le candidat du parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF). Amos Midzi.

Cette victoire à Harare, doublée d'une autre victoire du MDC dans la grande banlieue de Chitungwiza, n'est pas une surprise, les grandes agglomérations zimbab-

wéennes étant acquises à l'opposition, qui dirige déjà depuis l'année dernière la deuxième ville du pays, Bulawayo (Sud-Ouest).

Hier, l'Assemblée nationale constitutionnelle (NCA), organisation de la société civile zimbabwéenne, a annoncé qu'elle allait organiser « dans les prochaines semaines » des « manifestations de masse pacifiques » pour protester contre la réélection de Mugabe. Ces manifestations « dans tout le pays » auront pour objectif « de forcer le président Mugabe et son gouvernement à accepter une nouvelle constitution » démocratique, affirme la NCA.



Congo | Reprise des combats

AU MOINS 10 000 soldats rwandais ont lancé une offensive dans l'est du Congo-Kinshasa, relançant la guerre qui mine ce pays depuis plus de trois ans, a affirmé l'ambassadeur de France aux Nations unies, Jean-David Levitte, devant le Conseil de sécurité. Karenzi Karake, chef des opérations de l'Armée rwandaise a déclaré à Kigali que ses troupes n'étaient « impliquées dans aucun combat, si même il y en a », mais le Rassemblement congolais pour la démocratie (RDC), soutenu par le Rwanda, a confirmé que des combats se déroulaient dans la région de Moliro, une ville sous contrôle gouvernemental dans la province de Katanga. Azarias Ruberwa, secrétaire général du RCD, accuse l'armée congolaise d'avoir ouvert les hostilités. — *d'après AP*

Serbie | Diplomate arrêté

LE VICE-PREMIER MINISTRE de la Serbie, Momcilo Perisic, et un diplomate américain non identifié ont été détenus par les services de renseignement de l'armée yougoslave pour soupçon d'« espionnage et de divulgation de secret militaire », a annoncé hier la cour militaire à Belgrade. Le secrétaire d'État américain et le gouvernement serbe se sont tous les deux dits « scandalisés » par ces arrestations effectuées jeudi soir par les services de renseignements militaires dans un restaurant de Belgrade. Le diplomate a été tenu au secret pendant 15 heures avant d'être relâché. L'interrogatoire de Perisic se poursuivrait ce matin. — *d'après AFP*

Angola | Vers la fin de la guerre

L'ARMÉE ANGOLAISE et la rébellion de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) se sont engagées hier à mettre fin à la guerre qui déchire l'Angola depuis 27 ans, moins de trois semaines après la mort du chef de la rébellion, Jonas Savimbi. Cet engagement a été pris par les plus hauts responsables des Forces armées angolaises (FAA) et de l'UNITA lors d'une rencontre à Cassamba, village de la province de Moxico (centre-Est) où Savimbi avait été tué par l'armée le 22 février. Le gouvernement angolais avait ordonné à l'armée d'arrêter à partir d'avant-hier ses offensives contre la rébellion et indiqué qu'il était prêt à décréter une amnistie pour les combattants et les dirigeants de l'UNITA, en échange de leur démilitarisation. — *d'après AFP*

Haïti | Ministre des négociations

LE NOUVEAU gouvernement haïtien — 16 ministres et cinq secrétaires d'État accompagnés du nouveau premier ministre Yvon Neptune — est entré officiellement en fonctions hier lors d'une brève cérémonie au Palais national en présence du président Jean-Bertrand Aristide. Ce dernier a présenté la nomination de Marc Bazin au poste de ministre sans portefeuille chargé des négociations comme la marque de sa volonté de favoriser un accord avec l'opposition. L'ambassadeur des États-Unis, Brian Dean Curren, qui assistait à l'investiture, a considéré comme « un pas dans la bonne direction » la nomination d'un ministre chargé des négociations. — *d'après AFP*

Corne de l'Afrique | Mandat prolongé

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ a reconduit hier pour six mois, jusqu'au 15 septembre, le mandat de la Mission des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE). La résolution adoptée par les 15 membres du Conseil précise que la MINUEE « continuera à s'acquitter de son mandat jusqu'à l'achèvement de la démarcation de la frontière » entre les deux pays. La MINUEE compte environ 4000 Casques bleus et observateurs qui sont déployés dans une zone tampon d'au moins 25 kilomètres séparant les deux armées. Plusieurs dizaines de milliers de soldats des deux pays ont été tués ou ont été blessés et des dizaines de milliers de civils déplacés lors des affrontements provoqués par un conflit frontalier qui ont opposé les troupes des deux pays entre mai 98 et mai 2000. — *d'après AFP*

Afghanistan | On rentre

PLUS DE 45 000 Afghans réfugiés au Pakistan sont rentrés dans leur pays depuis le 1^{er} mars et l'opération de rapatriement volontaire assistée par l'ONU prend de l'ampleur, a annoncé hier le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Plus de 3500 réfugiés ont passé la frontière pendant la seule journée d'hier et au total, 45 446 Afghans sont rentrés dans leur pays en 15 jours depuis que ce programme a été lancé conjointement par le gouvernement intérimaire afghan et par l'ONU. Le HCR veut faire revenir 400 000 réfugiés du Pakistan, 400 000 d'Iran et 400 000 personnes déplacées. Le Pakistan et l'Iran hébergent en tout environ 3,5 millions de réfugiés afghans, qui ont fui 23 ans de guerres et trois années de sécheresse. Un million de personnes sont déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan. — *d'après AFP*

ACTUEL

DU LUNDI
AU SAMEDI
DANS
La Presse

ADMISSION

Inscriptions au secondaire

Du 11 au 22 mars,
choisissez et inscrivez votre enfant à une
de nos 28 écoles secondaires.

Fiche d'information sur chaque école : www.csdm.qc.ca
Renseignements : (514) 596-6114

« L'école est à cinq minutes de chez nous. Super pratique !
Pour mes entraînements de soccer et...
pour arriver à l'heure à mon premier cours ! »
Maxime, 1^{re} secondaire

Maxime a choisi l'école publique

GRATUITE



**Commission
scolaire
de Montréal**

307870

La mode griffée est soldée!

Samedi et dimanche 16 et 17 mars SEULEMENT!

25 % de rabais toute la mode griffée pour elle

Liz Claiborne, Jones New York,
Jones Sport, Joneswear,
Lauren Ralph Lauren,
Ralph Ralph Lauren,
Studio Jax et Jax II
En tailles courantes et petites.
Certaines marques aussi
offertes en tailles fortes.

ET...

25 % de rabais jeans griffés pour elle

Guess Jeans, CK Jeans, Polo Jeans, Tommy Jeans,
Levi's®, Ikeda, Buffalo, Hot Kiss et Manager

DE PLUS...

obtenez un rabais additionnel de 30 % toute la mode griffée à prix déjà réduit pour elle

Tommy Hilfiger, Mexx, Liz Claiborne, Bianca Nygård,
Jones New York, Tommy Jeans, CK Jeans, Polo Jeans,
Guess Jeans et davantage!

Sur nos derniers prix étiquetés.
Exception : tous les articles « Aubaine griffée »

la Baie

J'aime, j'achète!

3035239A

Les rabais indiqués sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire.
Le choix et les marques varient selon le magasin.
Exceptions : articles « Nouvellement réduit », « Achat spécial » et « Aubaine la Baie ».

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES.

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou hbc.com

AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE LA BAIE, HBC OU ZELLERS. OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.

Plusieurs partis sont en crise en Amérique latine

d'après AFP

MONTEVIDEO — Les partis politiques traditionnels sont en crise dans plusieurs pays d'Amérique latine comme le Venezuela, l'Argentine et la Colombie, une « catastrophe » qui met en péril la démocratie, selon des analystes.

L'« inefficacité, la corruption et le manque de transparence » éloignent les partis politiques de l'électorat, ce qui porte « un préjudice énorme » au système démocratique, a estimé l'historien José Pedro Rilla, du Centre des études latino-américaines d'économie humaine (CLAEH) à Montevideo.

Latinobarometro 2001, enquête annuelle menée dans 17 pays de la région, montre que la crise économique a un impact important sur la confiance des Latino-américains dans la démocratie. Le soutien à ce système a reculé de 12 points l'an dernier par rapport à 2000, passant de 60 % à 48 %, alors que son indice de satisfaction reculait de 37 % à 25 %.

La crise des partis politiques est une « catastrophe » car elle entraîne « une perte de confiance dans la démocratie », favorise l'« émergence de leadership et la recherche d'un messie », a ajouté Rilla, citant en exemple le président vénézuélien Hugo Chavez.

Après avoir dirigé tour à tour le Venezuela durant des décennies, avec la pauvreté et de multiples scandales de corruption comme principaux résultats, les partis traditionnels Action démocratique et Copei ont été évincés de la scène politique lors de l'élection de l'ex-lieutenant-colonel péusioniste Chavez en décembre 1998.

Pour le directeur de l'Institut d'enquêtes économiques et sociales de l'Université catholique de Caracas, Luis Pedro Espana, au système des partis « s'est substitué une sorte de troupe, des masses désorganisées qui suivent un leader », et ceci « est la conséquence de la crise des partis ».

L'analyste Luis Vicente Leon de l'institut Datanalisis a estimé pour sa part que « le modèle chaviste s'est installé pour rester » et qu'en conséquence, « l'opposition va s'organiser en un parti distinct, moderne ».

En Argentine, où les coups d'État se sont succédés de 1930 à 1983, année de la chute de la dernière dictature, les personnalités des partis Justicialiste (péroniste) et de l'Union civique radicale sont régulièrement prises à partie, voire insultées, par des citoyens anxieux par la crise socio-économique actuelle.

Le sociologue et analyste politique Manuel Mora y Araujo a déclaré que les partis connaissent une crise de « crédibilité », qu'ils « ont perdu la capacité de canaliser la représentation démocratique », mais il souligne que « l'on ne peut s'en passer ».

Pour Carlos Strasser, de la Faculté latino-américaine de Sciences sociales, en dépit de la « crise de représentation » d'une classe dirigeante argentine « extraordinairement incompétente et corrompue », « on ne peut se passer des partis politiques, sinon on va au diable ».

Lors des législatives du 14 octobre dernier, le « vote de la colère » (bulletins volontairement annulés) et l'abstention ont totalisé 42,4 %. L'Alliance au pouvoir a reculé de 61,8 % des voix par rapport à la présidentielle qu'elle avait gagnée en 1999. Et le péronisme, bien que l'ayant emporté avec 39,9 % des suffrages, a connu un recul de 16,4 %.

Cette crise des organisations politiques traditionnelles a été encore stigmatisée dimanche dernier en Colombie lors d'élections parlementaires marquées par une abstention de 58 % et l'entrée en scène de candidats indépendants face aux partis Conservateur et Libéral, en perte de vitesse.

Selon le politologue colombien, Pedro Medellín, « il y a une surenchère entre les vieilles équipes dirigeantes des partis et une nouvelle tendance indépendante. Il s'agit plus de personnes que de partis, de personnes qui (...) n'ont pas un comportement militant ».

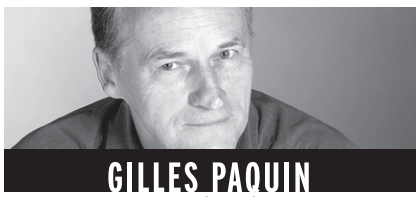
Reproduction de meubles d'époque (sur mesure)

Armoire audio-védo
Mobiliers de
salle à manger et
de chambre.
Lampes et accessoires

L'atelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772

Basilières
436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647

Le mari d'Ingrid Betancourt poursuit la campagne de sa femme enlevée par la guérilla



GILLES PAQUIN
envoyé spécial

EN COLOMBIE

BOGOTA — Le quartier général d'Ingrid Betancourt, la candidate du Parti vert aux élections présidentielles colombiennes enlevée par la guérilla le mois dernier, est désert. La photo grandeur nature de la jeune femme, installée derrière une table entourée de chaises vides, donne l'impression de se trouver dans une chaise ardente.

L'atmosphère de désolation s'étend aux grandes salles de l'étage supérieur où Juan Carlos Lecompte, le mari de la candidate, s'active avec une poignée de fidèles pour maintenir un souffle de vie dans la campagne. Passant d'un téléphone à l'autre, il répond aux curieux, accorde des interviews et s'engage même à faire un discours électoral au nom de sa campagne.

« Je n'ai jamais fait ça de ma vie, mais je n'ai pas le choix. Ingrid est toujours candidate, nous devons continuer. Il y a tellement d'enlèvements en Colombie — 3000 l'an dernier — que la loi a été amendée afin de permettre à un candidat de se présenter même quand il est gardé en otage par des ravisseurs », explique M. Lecompte.

Six parlementaires, dont la sénatrice Ingrid Betancourt, sont actuellement entre les mains de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Une de ces victimes a néanmoins été élue lors des élections législatives de dimanche dernier.

« Tout le monde me demande pourquoi Ingrid s'est aventurée dans une région contrôlée par les FARC alors qu'elle connaissait très bien les risques auxquels elle s'exposait. C'est pourtant simple, elle n'est pas une politicienne comme les autres et elle considérait que c'était son devoir, je dirais même sa mission », dit M. Lecompte.

À ceux qui laissent entendre que la fougueuse candidate visait simplement à renflouer sa campagne chancelante par un coup de théâtre spectaculaire, M. Lecompte réplique qu'ils font un « calcul morbide » et mettent en doute son intégrité de façon tout à fait gratuite.

M^{me} Betancourt a été capturée par les FARC le 23 février, alors qu'elle tentait de se rendre à San Vicente del Caguan, une petite ville située au cœur de l'ancienne zone démilitarisée du sud de la Colombie. Elle y était allée trois fois antérieurement pour aider les candidats de son parti à remporter la mairie et six des 11 sièges au conseil municipal.

« Lors des assemblées publiques tenues à San Vicente, Ingrid avait promis aux gens qu'elle serait à leurs côtés dans les bons moments comme dans les plus difficiles. Alors, quand le gouvernement a rompu le dialogue avec la guérilla le 21 février et que l'armée a recommencé les bombardements, la population lui a lancé un appel à l'aide », rappelle M. Lecompte.

« Peu de politiciens auraient accepté de tenir leur engagement en de telles circonstances, mais Ingrid y tenait parce qu'elle avait donné sa parole. D'autant plus qu'un de ses amis a été tué lors de cette attaque et que les électeurs de San Vicente lui avaient fait confiance », ajoute M. Lecompte.

Accompagnée d'une quinzaine de personnes, Ingrid Betancourt s'est donc rendue par avion jusqu'à Florencia où un colonel des Forces armées colombiennes lui a déconseillé de prendre la route et offert de profiter du pont aérien des militaires. Trois heures plus tard, en dépit du va-et-vient des hélicoptères

et du départ d'un avion Hercules transportant des journalistes, elle attendait toujours.

Afin de ne pas décevoir ceux qui l'avaient invité, M^{me} Betancourt a alors décidé de poursuivre son voyage en voiture et c'est ainsi qu'elle est tombée aux mains des FARC. Le lendemain, la guérilla annonçait qu'elle était disposée à l'échanger contre les quelque 200 guérilleros détenus par le gouvernement. Ils donnaient un an à l'État pour se rendre à leurs exigences.

Le gouvernement est largement responsable de ce qui est arrivé, estime M. Lecompte. Si l'armée avait accepté de l'emmener comme prévu, sa femme ne serait pas captive des FARC aujourd'hui, croit-il.

« Les FARC sont des abrutis, cela n'a aucun bon sens. Comment peuvent-ils s'imaginer que le gouvernement va accepter ce troc quand il est très heureux d'être débarrassé d'Ingrid. Cela fait bien trop leur affaire de ne plus l'entendre dénoncer leur corruption sur toutes les tribunes », dit-il avec dépit.

Selon lui, l'État ne s'intéresse absolument pas au sort des personnes enlevées par la guérilla et ne procure aucun appui aux familles des victimes. Le président Andrés Pastrana n'a même pas daigné rencontrer les mères des otages, soutient-il. S'il lui a téléphoné pour exprimer sa sympathie, c'est uniquement parce que le président français, Jacques Chirac, lui a demandé de le faire, croit M. Lecompte.

Le ministre de l'Intérieur s'est rendu au bureau de M. Lecompte le jour suivant, mais c'était pour expliquer qu'il ne pouvait rien faire puisqu'il était « en train de boucler ses valises ». Les élections présidentielles doivent avoir lieu en mai et le nouveau gouvernement accèdera au pouvoir le 7 août.

« Si on me vole ma voiture je peux faire une plainte à la police et elle ouvre une enquête. Là on me vole ma femme et personne ne lève le petit doigt, c'est tout de même

incroyable », poursuit M. Lecompte.

Après avoir vainement tenté de secouer l'inertie gouvernementale, Juan Carlos Lecompte se dit convaincu qu'il ne peut compter que sur l'aide de l'étranger pour sauver sa femme. La Communauté européenne, les Partis verts de plusieurs pays et la France ont d'ailleurs demandé aux FARC de libérer Ingrid Betancourt. Le président du Venezuela, Hugo Chavez, soupçonné de sympathie envers ce mouvement, s'est engagé à intervenir personnellement auprès de la guérilla.

« Avant nous recevions de 30 à 40 courriels par jour au siège de notre campagne, maintenant nous en recevons jusqu'à 1000 », affirme M. Lecompte. Cette vague de sympathie finira peut-être par secouer l'indifférence de Bogota espère-t-il, mais qui sait si elle touchera le cœur de la guérilla.

Comme s'il voulait se rassurer sur le sort de son épouse, M. Lecompte brandit la photo en une d'un quotidien local montrant deux chefs des FARC tout sourire en compagnie d'Ingrid Betancourt. Cette photo a été croquée à San Vicente, 10 jours avant l'enlèvement, alors que les négociations entre l'État et les rebelles se poursuivaient toujours. La candidate avait par la suite reproché aux FARC d'être devenus des trafiquants de drogue et de violer les droits humains.

« C'est à n'y rien comprendre, soupire M. Lecompte. Ils veulent une réforme agraire, politique et sociale, Ingrid aussi. Ils veulent une assemblée constituante, elle aussi. Ils se battent contre le système avec des armes, elle se bat avec des mots. Pourquoi la garder en otage ? »

Si les FARC s'imaginaient la faire taire, ils ont adopté un bien mauvais stratégie. *La rage au cœur*, le livre d'Ingrid Betancourt qui dénonce la violence et la corruption dans son pays, a maintenant été vendu à plus de 200 000 exemplaires et continue d'être un grand succès de librairie.

CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS Ajustement manuel de la hauteur Prix sug : 725 2999 Ajustement pneumatique de la hauteur Prix sug : 1145 3999	CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR Prix sug : 1795 5999	CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR Prix sug : 2285 9999	CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR Prix sug : 2485 12999
FAUTEUIL ERGONOMIQUE EXÉCUTIF HAUT DOSSIER, DISPONIBLE EN BLEU, GRIS OU BOURGOGNE • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR • BASCULEMENT À TENSION RÉGLABLE • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR Prix sug : 2995 19999	FAUTEUIL ERGONOMIQUE DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU BLE • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR • DOSSIER AJUSTABLE Prix sug : 3435 17999	FAUTEUIL OPÉRATEUR DISPONIBLE EN GRIS, ARGILE OU NOIR • AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR • RÉGLAGE DE L'INCLINAISON DE L'ASSISE ET DU DOSSIER • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR Prix sug : 3395 14999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER ITALIEN • TIROIR-CLAVIER 23" • CAPACITÉ DE 18 CD • DIMENSIONS : 38" L X 24" P X 36" H Prix sug : 1505 7999
POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE AVEC LE DESSUS NOIR • TIROIR-CLAVIER 27" • TIROIR-UTILITÉ • ESPACE POUR CPU • ESPACE POUR 17 CD • DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H Prix sug : 2555 9999	POSTE INFORMATIQUE FINI MÉTAL ARGENTÉ • TIROIR-CLAVIER 28" • SUPPORT POUR CPU • CAPACITÉ 44 CD • DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 48" H Prix sug : 1955 11999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU BOURGOGNE • TIROIR-CLAVIER 25" • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H Prix sug : 4495 19999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999
POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI HÊTRE • TIROIR-CLAVIER 22" • ESPACE DE RANGEMENT POUR IMPRIMANTE ET CPU • DIMENSIONS : 51" L X 31" P X 29" H Prix sug : 1505 7999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999
POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE EN ALUINE AVEC LES CÔTES NOIRS • TIROIR-FILIÈRE • TIROIR-CLAVIER 25" • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H Prix sug : 3095 16999	POSTE INFORMATIQUE FINI CERISIER ITALIEN ET NOIR • TIROIR-CLAVIER 33" • CAPACITÉ DE 26 CD • DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 54" H Prix sug : 4495 19999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE EN ALUINE AVEC LES CÔTES NOIRS • TIROIR-FILIÈRE • TIROIR-CLAVIER 25" • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H Prix sug : 4495 19999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE EN ALUINE AVEC LES CÔTES NOIRS • TIROIR-FILIÈRE • TIROIR-CLAVIER 25" • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H Prix sug : 4495 19999
POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999	POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI CERISIER SUR NOIR • TIROIR-CLAVIER 29" • CAPACITÉ 18 CD • ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 64" L X 24" P X 35" H Prix sug : 2485 12999

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

3028734

14 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

BIENTÔT BELOEIL ET ST-HYACINTHE

MONTRÉAL CENTRE-VILLE 499, VIGOR OUEST (514) 878-3777 ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055 BROSSARD 7603, BOUL. TACHECAU O. (450) 656-4840 GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611 LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682 LONGUEUIL 2255, PLACE ROLAND-THERRIEN (450) 468-6319 OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900	POINTE-CLAIRE 2355, RTE. TRANSCANADIENNE (514) 428-8044 QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113 ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111 SAINT-LAURENT 3500, CÔTE-VERTEU (514) 332-7883 SOREL-TRACY 126, BOUL. FISET (450) 743-0084 72, RUE DU ROI (450) 742-2706 TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETES (819) 376-2538
--	--

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS

MAGASINEZ EN LIGNE :
WWW.DENIS.CA

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772

436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 9 AVRIL 2002. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. *ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le déclin de l'empire livresque



L agitation et les bruits de tiroir-caisse provoqués par l'adoption, en 1998, d'une politique de la lecture et du livre par le gouvernement du Québec, aboutissent aujourd'hui à un constat un peu déprimant : 231 millions de dollars plus tard, les habitudes de lecture des Québécois n'ont pas changé.

En fait, si : elles se sont... détériorées.

Entre 1994 et 1999, la fréquentation des livres a diminué chez les hommes et même chez les femmes, pourtant réputées être d'avides lectrices, dans une proportion de dix et sept points respectivement. De 1996 à 1999, malgré une excellente desserte de la population par les bibliothèques publiques, leur fréquentation n'a pas progressé, demeurant plutôt faible, à 31 %. Entre 1998 et 2001, la valeur des livres vendus au Québec a augmenté de moins de 5 %, passant de 588 à 616 millions, ce qui ne couvre même pas l'inflation.

Enfin, de 40 à 45 % des Québécois ne lisent toujours pas. Et les jeunes de 25 à 34 ans lisent beaucoup moins dès l'instant où ils terminent leurs études.

Malgré tout le béton que l'État a ou va couler pour y ranger des livres, malgré des programmes d'incitation à la lecture, des concours (que la chaîne Pizza Hut a même déjà commandités, avant que le ministère ne la renvoie à ses fourneaux !), des journées mondiales, des tournées d'écrivains dans les écoles, des salons, des machins et des trucs... malgré tout cela, donc, la lecture de livres décline.

Peut-être est-ce l'occasion de citer cet homme politique français, Henri Queuille, qui, parlant de l'action de l'État, remarqua un jour : « Il n'existe pas de problème que l'absence de solution ne finisse par résoudre... »

Les temps barbares



La petite Koumba Wagué avait 16 mois lorsque sa mère l'a amenée chez une exciseuse qui lui a coupé le clitoris avec une lame de rasoir. Sans anesthésie. Hier, après d'interminables procédures, la justice française a finalement rendu son verdict : les parents ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis.

La famille Wagué, d'origine malienne, vit à Paris depuis 1965. Lui est éboueur, elle, femme au foyer. Les parents ont juré qu'ils ne saient pas que l'excision était interdite en France. Les jurés ne les ont pas crus.

Ce n'est pas la première fois que la France poursuit des parents qui ont fait exciser leur fille. En 1998, Hawa Greou, une exciseuse professionnelle, a été condamnée à huit ans de prison. La mère de la jeune fille excisée a écopé d'une peine moins lourde : deux ans de prison. Elle aussi était Malienne. Au cours du procès, de nombreuses femmes africaines ont défendu avec passion le droit à l'excision.

Cette double condamnation avait d'ailleurs provoqué une onde de choc dans la communauté malienne tricotée serrée de Paris. Pour les uns, il était inutile de condamner la mère qui se conformait à une tradition ancestrale ; pour les autres, cette sentence était une insulte à la société africaine qui pratique l'excision depuis la nuit des temps. Encore une fois, se plaignaient-ils, les Blancs n'ont rien compris.

Les pays occidentaux ont condamné l'excision ainsi que l'ONU, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF. Au Canada, l'excision est illégale. En février, des parents de St. Catharines, en Ontario, ont été arrêtés et accusés de voies de fait graves parce qu'ils avaient fait exciser leur fille de 11 ans.

Or, de véritables solutions au sens où on l'entend dans les administrations, il n'y en a pas.

L'État ne remplacera jamais la famille, au sein de laquelle la présence de livres et l'exemple parental constituent les premiers déclencheurs de la fréquentation livresque. Les millions ne remplaceront jamais la passion communicative d'un seul enseignant — combien gardent le souvenir de ce professeur qui les guida vers le premier grand roman de leur vie ?

Cela ne veut pas dire qu'il faille ne rien faire.

Les bibliothèques scolaires, par exemple, continuent d'être sous-équipées à la fois en livres et en personnel pour s'en occuper ; s'il y a un endroit dans la chaîne du livre où il convient d'injecter encore des ressources, c'est bien celui-là. Pour les mêmes raisons, il est certainement sage d'accroître la présence du livre dans les garderies et autres centres de petite enfance.

À long terme et devant l'inéluctable, il y a cependant un écueil à éviter.

Il consiste à croire que la civilisation va sombrer dans l'ignorance et la barbarie dès l'instant où le taux de lecture de livres passera au-dessous d'un certain seuil.

Le livre est un support de la connaissance et de l'imaginaire, extraordinaire certes, mais pas unique. La tendance à le déifier est contre-productive puisque, selon ce qu'on pourrait appeler la « doctrine Pennac », exposée dans son essai *Comme un roman*, elle entre en conflit avec la notion de plaisir qui est, ou devrait être, intimement liée à la lecture. Dans le même temps, il est ridicule de diaboliser les autres supports. L'Internet, par exemple, vu comme le nouvel ennemi juré du livre, est devenu — et de loin — le principal convoyeur de connaissances, même scientifiques, même « pointues ».

Un peu de recul historique fera l'affaire : il a dû certainement se trouver des hominidés pour voir dans l'invention de la roue, et le recul subséquent du portage, le début de la fin de la civilisation...

En Afrique, c'est une tout autre histoire. L'excision fait partie des rituels et elle est largement répandue. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, 94 % des filles sont excisées au Mali, 98 % en Somalie, 85 % en Éthiopie, 50 % au Kenya, etc.

Au total, 132 millions de femmes ont été excisées dans une trentaine de pays, presque tous africains, et environ deux millions de fillettes par année passent entre les mains d'une exciseuse.

Rituel barbare ou tradition profondément ancrée dans la société ? La pratique doit-elle être condamnée en bloc ou est-elle défendable au nom de la culture africaine, une culture incomprise par les Occidentaux ? Que répondre aux mères qui sont convaincues que leur fille sera mise au ban de la société si elle n'est pas excisée et qu'elle ne réussira jamais à se trouver un mari ?

Avant de répondre à ces questions, il faut revenir aux faits : l'excision est une mutilation et ce constat a été largement documenté par des médecins. Il existe différents degrés : la petite excision où seul le bout du clitoris est coupé, la grande excision où le clitoris au grand complet est amputé et l'infibulation où le clitoris et les petites lèvres sont charcutées et les grandes lèvres cousues.

L'excision est souvent pratiquée dans des conditions d'hygiène déplorable. Le clitoris est coupé avec des vieilles lames de rasoir ou des couteaux rouillés. Les conséquences pour la santé sont désastreuses : infections fréquentes, hémorragies, saignements, douleurs violentes, complications lors de l'accouchement. Et que dire de la sexualité...

Réagissant aux nombreuses campagnes de sensibilisation, certains pays ont banni l'excision : le Sénégal, en 1999, et le Kenya, en décembre 2001, pour les filles de moins de 17 ans.

Ces pays ont compris qu'il n'y a pas de relativisme culturel. La coutume est barbare. L'excision est une mutilation et aucun discours, aucune valeur nationale, aucun rituel ne peut la justifier. Reste à convaincre les Africains, hommes et femmes.

Le rapport de 550 000 \$ est retrouvé



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Tremblay-Zampino jugés sévèrement

Normal de remercier ses amis

POUR M. ZAMPINO, il est normal de remercier ses amis... Eh bien, cher monsieur Zampino, je suis tout à fait d'accord avec vous, et moi aussi je fais la même chose avec mes amis, mais là où il y a une « petite différence » c'est que moi je le fais avec mon argent. Alors si vous utilisez notre argent (fonds publics) pour récompenser vos amis, dans ce cas vous trouverez aussi normal que je récompense mes amis avec votre compte de banque personnel. Ainsi, en mettant votre compte de banque au service de la population, tout le monde sera d'accord avec vous et vous aurez beaucoup de nouveaux amis, croyez-moi !

DANIEL LAFLAMME
Montréal

Une question de 14 000 \$

NE VOUS racontez pas d'histoires, le jeu des appels d'offres publics est loin d'être parfait et va même, parfois, à l'encontre de l'efficacité, du bon jugement et même de l'intégrité de nos représentants.

Que l'on soit monsieur Bourque, Landry ou Tremblay, il est tout à fait normal que la prestation de certains services, principalement en consultation, soit rendue par des personnes en confiance et de loyauté indéfectible. Dès lors, les appels publics, dans ce domaine, ne peuvent être autre chose que bidon et faites pour avoir l'air transparent. Elles deviennent des exercices encombrants qui visent uniquement à satisfaire le système et ne pas éveiller l'opinion publique.

Ainsi, la logique nous inciterait à accepter que M. Tremblay puisse accorder, en toute légitimité de tels mandats. L'approbation par le conseil devrait être, cependant, requise

pour les montants substantiels. La question ultime soumise à l'opinion publique devient alors, à savoir si les mandats sont justifiés et les montants payés raisonnables.

Au lieu de tergiverser et jouer aux vierges offensées, un débat sur le financement des partis politiques au municipal serait beaucoup plus utile. Les contributions reçues au niveau municipal ne jouissent d'aucunes déductions d'impôt. Ce qui rend nos partis politiques au municipal encore plus vulnérables, les astreint dans leurs actions et les encourage à pas négliger leurs amis.

FERNAND LAVIGNE

Qui ne dit mot consent

M. Prescott,
JE VOUS fais parvenir ce mot en tant qu'ex-voteur de votre ex-parti. Vous ayant moult fois entendu dénoncer différentes injustices et inégalités sociales, je ne puis qu'exprimer ma colère face au mépris de votre nouveau parti auquel vous vous êtes associés. L'arrogance affichée par M. Frank Zampino et l'exécutif de votre désormais parti ne laisse plus aucun doute sur ces personnages. Déjà qu'on méprise les Montréalais de ne pas être issus d'une de leur banlieue bourgeoise et bien engrossée de privilèges, voilà qu'en plus on glorifie le népotisme et le patronage institutionnalisés. Pas en reste, l'ex-baron Zampino en remet en cassant du sucre sur le dos des démunis. Sa fatuité n'a d'égale que sa sottise. L'arrogance des banlieues dans toute sa splendeur. Voilà une autre raison de leur croisade larvée de diffusion : les pauvres, ces inféodés, à Montréal, les autres dans nos seigneuries.

M. Prescott vous avez timidement démontré un certain désaccord. Au nom de votre conscience sociale, je vous prie,

ainsi que vos ex-collègues du RCM récemment élus, de désavouer avec force le comportement de tous les Zampino de votre parti qui reflètent une culture des plus inhumaine que même notre maire, ce grand seigneur d'Outremont, semble s'y conforter. Qui ne dit mot consent. Si M. Zampino et tous ses collègues ignorent la valeur du partage et de l'équité, qu'ils ne peuvent plus de retourner comme maire et seigneur de leur petit fief de banlieue, de grâce ne vous prêtez pas à cette mascarade, si tant est que Montréal vous tient encore à coeur.

DOMINIQUE VADEBONCOEUR
Montréal

Manque de respect

JE TROUVE les propos de M. Frank Zampino totalement inadmissibles quand il dit, et je le cite, « ce ne sont pas les assistés sociaux qui vont financer nos campagnes ! » Est-ce à dire que les assistés sociaux ne sont pas des citoyens à part entière ? De la part d'un homme politique, c'est un manque flagrant de respect envers tous les citoyens de la grande ville de Montréal, et M. Zampino devrait s'excuser pour ces propos. Quand des élus de son propre parti dénoncent ces pratiques on ne peut que constater le mépris de certains envers les électeurs. J'espère qu'on s'en souviendra aux prochaines élections...

IBRAHIM MOUMOUNI
Montréal

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif :
www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca



Michel Prescott, le maire Gérald Tremblay et Frank Zampino.

Forum



La dépopulation des premières banlieues de bungalows est amorcée avec le vieillissement des résidents, notent les auteurs.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Sauvons nos bungalows!

Il faut revitaliser les banlieues édifiées dans les années 50 et 60 de manière à les rendre plus attrayantes pour de nouvelles clientèles



Nous publions aujourd'hui la troisième et avant-dernière tranche de notre série sur l'avenir des banlieues au Québec.

CAROLE DESPRÉS et GENEVIÈVE VACHON
Les auteures enseignent à l'École d'architecture de l'Université Laval.

LES BANLIEUES ne cessent de s'étendre sur le territoire métropolitain. C'est le cas non seulement des villes de Montréal et de Québec mais aussi des villes moyennes et des petites villes en périphérie des grands centres. Ces banlieues attirent ceux qui aspirent à l'achat d'une maison neuve dans un nouveau quartier près de la nature... et des autoroutes.

En réponse à ces consommateurs ainsi qu'à l'industrie de la construction et institutions en place, de nouveaux développements résidentiels sont planifiés. Des rues s'ouvrent tous azimuts à un rythme qui dépasse la croissance estimée de la population pour les dix ou vingt prochaines années. Du point de vue d'un développement durable, l'étalement des banlieues n'est pas justifiable.

Sans remettre en cause la légitimité du désir de vivre en banlieue, que les trajectoires et projets de vie individuels justifient à eux seuls, les conséquences de poursuivre l'étalement sur la vitalité sociale et économique des quartiers existants pourraient cependant s'avérer extrêmement néfastes.

Pour freiner l'étalement, certaines propositions suggèrent de contraindre les nouveaux développements hors des périmètres d'urbanisation. D'autres privilégient la revitalisation des quartiers centraux. Notre recherche des cinq dernières années (voir *La banlieue revisitée*, Éditions Nota Bene, sous presse) suggère de tabler aussi sur la mise en valeur de l'immense territoire des bungalows pour répondre aux aspirations des banlieusards.

Ainsi, nous proposons la revitalisation de banlieues édifiées dans les années 50 et 60, telles Sainte-Foy, à Québec, Dollard-des-Ormeaux, à Montréal, Boucherville, à Longueuil, de manière à les rendre plus attrayantes pour de nouvelles clientèles. En effet, ces quartiers sont non seulement nombreux et trop souvent ignorés des promoteurs et de bon nombre de consommateurs, ils ont aussi beaucoup à offrir. Notons leur accessibilité par rapport aux quartiers centraux, leurs arbres à maturité, la variété des commerces et des services qu'on y retrouve dorénavant, les équipements municipaux en place et les lots suffisamment spacieux pour accommoder les agissements de maisons.

Étalement urbain et développement durable : un mariage difficile

D'un point de vue démographique, les statistiques actuelles nous laissent croire que les nouveaux développements demeureront au stade embryonnaire. S'ils parviennent à maturité, ce sera surtout grâce à des citoyens qu'on aura déplacés vers la périphérie plus éloignée. Par ailleurs, la faible croissance démographique prévue pourrait être facilement absorbée par des projets d'insertion ou de rénovation sur le territoire urbanisé.

D'autre part, la dépopulation des premières banlieues de bungalows est amorcée avec le vieillissement des résidents. Avec l'arrivée à la retraite des baby-boomers, bon nombre de ces derniers choisiront de vieillir dans leur quartier. Le défi est ainsi non seulement de servir les besoins d'une population vieillissante : il faut y attirer de nouveaux résidents !

L'impact négatif de l'étalement urbain sur l'environnement est désormais reconnu. Citons notamment le gaspillage des terres agri-

coles, la menace à la survie et à la diversité de la faune et de la flore par le déboisement et l'ouverture de nouvelles rues ou encore, la pollution de l'air associée à l'automobile. On critique aussi l'augmentation des surfaces pavées imperméables des rues et des stationnements, ainsi que l'arrosage abusif des gazons à l'eau et aux pesticides. Enfin, une critique émergente aborde l'impact des nouvelles banlieues sur le paysage rural dont l'identité repose sur des traits caractéristiques que viennent trop souvent masquer ces nouveaux développements.

D'un point de vue économique, les municipalités auraient aussi avantage à maximiser et à rentabiliser l'utilisation des infrastructures urbaines existantes des « vieilles » banlieues plutôt que de payer pour desservir de nouveaux quartiers. Qui plus est, elles devront procéder au rajeunissement des infrastructures en place, ne serait-ce que pour maintenir ou augmenter leur assiette fiscale.

À ce chapitre, la réfection des rues est imminente. Faut-il les refaire aussi larges, sans trottoir et sans mobilier urbain, comme c'est le cas actuellement ? Est-il possible de concevoir des égouts plus écologiques ? Comment améliorer les aménagements le long des boulevards commerciaux ? Quelles autres vocations donner à ces écoles et à ces églises qui vivotent ou ont fermé leurs portes ? Les terrains de sport et les parcs risquent-ils, d'ici quelques années, d'être désuets pour les aînés en place ? Enfin, si la majorité des propriétaires de maisons ont entretenu et amélioré leur propriété, ce n'est pas le cas de plusieurs immeubles locatifs qui requièrent des rénovations majeures.

Propositions concrètes et des politiques à développer

Nos travaux en design urbain nous ont permis de mettre de l'avant plusieurs hypothèses de requalification pour ces quartiers. Par exemple, des noyaux de petits commerces accessibles à pied depuis les secteurs résidentiels devraient être consolidés, voire

insérés stratégiquement, fournissant prétextes à la marche de santé et aux rencontres entre voisins. Des écoles ou des églises recyclées en centres communautaires offriraient soins et services d'entraide aux aînés, de même que des opportunités de formation et de loisirs pour différentes générations de résidents qui s'y croiseraient.

Des rues réaménagées rendraient agréable et sécuritaire la pratique de la marche et du vélo ; des abris confortables donneraient accès à divers services de transport adapté (taxi, autobus). Un règlement de zonage plus souple accommoderait l'insertion de résidences avec services pour les aînés et de nouveaux types de maisons, ainsi que la transformation des bungalows pour y loger un parent âgé, un membre de la famille, un travailleur autonome, ou encore pour loger une famille reconstituée. Les gazons pourraient céder la place à des plantations plus écologiques ; de nouvelles galeries en façade des maisons deviendraient, qui sait, la scène d'un nouveau balconville.

Quels programmes ou incitatifs encourageraient de tels travaux ? Les conditions actuelles de production et de promotion de l'habitat ne suffiront pas. À la manière des quartiers centraux qui ont bénéficié de politiques de revitalisation et de programmes d'aide à la rénovation à partir des années 70, nos vieilles banlieues demandent que plusieurs ministères se concertent pour leur assurer un avenir similaire. Une campagne de sensibilisation, des subventions aux municipalités, des incitatifs fiscaux, des programmes d'aide à la rénovation suburbaine, sont autant d'options qui pourraient contribuer à rendre ces banlieues attrayantes pour les promoteurs, les constructeurs et les consommateurs pour qui construire en neuf est toujours plus facile et moins cher. Il faudra aussi que des designers urbains et des architectes s'intéressent à la revitalisation et à la rénovation suburbaine pour assurer des solutions à la fois originales, agréables et confortables. Travailler à freiner l'étalement urbain, c'est aussi réfléchir, comme société, au patrimoine urbain et territorial à léguer aux générations futures. Les défis sont de taille mais combien importants à relever.

DEMAIN : Les mythes concernant la banlieue

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Le royaume du maire Tremblay

Ce n'est pas parce qu'on est à la tête d'une grande ville qu'il faut avoir la manie des grandeurs. Hélas! le maire Tremblay, de même que sa suite — impressionnante, d'ailleurs, et ma foi quasi présidentielle au moins sous l'angle de la quantité — préfèrent humer l'air des hautes cimes, et, reprenant la recette politicienne mise au point à Québec, multiplier les sommets.

Sans compter le Sommet du mont Royal, on devra bientôt subir 27 sommets d'arrondissements ; en avril, 14 sommets sectoriels ; le tout culminant, en juin, sur le Très Grand Sommet qui réunira les têtes d'affiche habituelles.

■ ■ ■

Pendant qu'une centaine de fonctionnaires et une armada de conseillers politiques se consacrent à la préparation des sommets, les neuf arrondissements de l'ancienne ville de Montréal n'ont pas encore de bureaux et n'en auront pas avant l'été, ce qui fait qu'un citoyen ne peut, sans contorsions inouïes, prendre contact avec l'administration.

Les rues sont dans l'état que l'on sait. L'arrondissement Ville-Marie (le centre-ville !) n'a embauché que 30 cols blancs sur les 150 dont il a besoin, et ses cols bleus travaillent sous la direction d'un fonctionnaire de l'arrondissement du Plateau. De cinq à six mille fonctionnaires n'ont pas été reclassés...

Mais les conseillers du maire Tremblay s'occupent des sommets... quand ils ne sont pas distraits de cette noble tâche par des questions encore plus pressantes, qui les font abruptement passer de l'infiniment grand à l'infiniment petit.

Ainsi ont-ils diffusé cette semaine une note de service de trois pages sur l'inauguration officielle des bureaux d'arrondissements de l'ancienne banlieue, dictant aux sous-fifres locaux la dimension des cartons d'invitation, les noms à inscrire dessus, etc. Ne reculant devant aucun défi, les conseillers du maire Tremblay s'assurent que la valetaille des arrondissements comprenne bien qu'il faudra « une tribune de 4 pieds par 4 pieds, des tables de six pieds, le drapeau de la ville, un système de son, une console et un micro sur pied ».

Maintenant, que faudra-t-il servir aux invités ? Grave affaire, dont il ne faut évidemment pas laisser l'initiative aux arrondissements. Si ces gens-là se mettaient à faire cuire des quartiers de boeuf entiers arrosés de caribou sur le tapis de la salle de réception ? Là-dessus, les auteurs de la note de service sont aussi fermes que précis : « (On pourra servir) un verre de vin ou de mousseux avec des bouchées, ou un café avec des gâteaux »... N'est-ce pas un peu court ? Quelle sorte de vin ? Des bouchées à quoi ? Faudrait-il aussi prévoir de la tisane ?

Avec tous ces problèmes à résoudre, on comprend que l'hôtel de ville, débordé, soit obligé de recourir à des consultants de l'extérieur, le dernier en date étant, on s'y attendait, un organisateur électoral de M. Tremblay, sans doute l'un des rares à n'avoir pas déjà été embauché à temps plein comme fonctionnaire politique. Ce monsieur recevra 14 000 \$ pour un mois de travail.

La ville a doublé, mais le personnel politique a quadruplé. Le maire Tremblay a autant de conseillers que le premier ministre du Québec et son cabinet politique compte au total 73 fonctionnaires politiques (8,6 millions cette année), la plupart recrutés dans l'équipe électorale de M. Tremblay.

Quant à la transparence tant promise... Passons sur l'incroyable cafoillage qui a présidé à l'organisation du Sommet, dont la conception avait été « songée », avant l'appel d'offres, par une firme dirigée par d'anciens associés de M. Tremblay. Passons sur les explications confuses et les trous de mémoire. L'histoire est connue.

Il y a deux semaines, dans un geste qui fait passer l'administration Bourque, par comparaison, pour un modèle de démocratie, le comité exécutif a fait adopter à la sauvette, sans que les conseillers en soient saisis à l'avance, la nomination du deuxième plus important fonctionnaire de la Ville, soit le responsable du développement économique, de l'urbanisme et du logement.

A-t-on voulu étouffer la controverse ? Il s'agit en effet de Cameron Charlebois, l'ancien président de l'Institut de développement urbain, un organisme proche des promoteurs immobiliers. Rien ne dit que M. Charlebois n'est pas parfaitement compétent (on le dit doté d'un bon esprit civique), mais enfin, n'aurait-il pas été normal que cette nomination soit précédée d'un examen public ?

■ ■ ■

Les « sommets » sont l'équivalent moderne des commissions royales d'enquête : une façon de remettre à plus tard la solution des problèmes. L'astuce se double d'avantages politiques, car c'est toujours un immense exercice, aussi coûteux qu'inutile, de relations publiques. On y retrouve les mêmes acteurs, la même tröika patrons-syndicats-groupes communautaires, tous des gens qui pourraient se rencontrer facilement en dehors de cette mise en scène.

L'exercice donne lieu, sous la pression de l'événement, à des engagements imprudents comme au dernier Sommet de la jeunesse, ou à des copinages incestueux, comme lorsque le gouvernement Bouchard a troqué contre divers avantages l'appui des chefs syndicaux aux principes du déficit zéro.

Un Sommet, voilà bien la dernière chose dont a besoin la ville de Montréal...

La Presse
16 mars 2002

Page A24 manquante



Annabel Soutar

ACTUEL



VISITE LIBRE:

La fille aux 2000 questions

L'entrevue de Nathalie Petrowski
Page A28

DANS VOTRE ASSIETTE:

Manger (trop) bien

Une page hebdomadaire
signée Judith Lachapelle
Page A34

CAHIER ACTUEL | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 16 MARS 2002

La Presse



«La vie va pas mal vite.
Si tu ne t'arrêtes pas une fois
de temps en temps pour la regarder
passer, tu pourrais bien
la manquer.»
(Ferris Bueller's Day Off)



LES NOUVEAUX GLANDEURS



SYLVIE SAINT-JACQUES
collaboration spéciale

Lorsque Marie, un des personnages du populaire téléroman *La Vie, la vie*, a décidé de laisser tomber son lucratif emploi de notaire, des milliers de fans de l'émission ont poussé un soupir d'envie. Sa décision avait quelque chose de délinquant, comme un gros morceau de chocolat dégusté en plein carême.

Évidemment, Marie n'est qu'un personnage de fiction. Mais son cas n'est pas unique. Dans la vraie vie, ils sont de plus en plus nombreux à lâcher leur job pour vivre « d'amour et d'eau fraîche ». Dans la culture populaire nord-américaine, on appelle ces gens des *slackers*, ce que le dictionnaire traduit par «flemmard» ou «fainéant». On aurait pu dire glandeurs volontaires ou néo-je-m'en-foutistes. Parce qu'en réalité, les *slackers* embrassent toute une philosophie de vie. Ils refusent la course effrénée de la concurrence professionnelle et sociale pour profiter de la vie modestement, mais sans stress, sans responsabilités étouffantes et avec le plus de liberté possible.

Prenez Éric B. (nom fictif). Depuis qu'il a intégré la vie adulte, le jeune homme a trouvé le moyen de mener une vie agréable et exempte de problèmes financiers. Il travaille seulement une vingtaine de semaines par année, mais réussit à ne pas se priver de quoi que ce soit. Pendant ses périodes «actives», il met à profit son baccalauréat en recherche et animation culturelle, en travaillant comme animateur-jeunesse et guide pour des groupes de touristes européens.

Éric, 38 ans, célibataire, entretient une philosophie *slackers* vis-à-vis du travail et consacre l'essentiel de son ambition à son équilibre personnel. Même si son revenu annuel dépasse rarement les 20 000\$, il affirme mener une existence bien remplie. «Je vis à la campagne où ça coûte moins cher et où on est moins sollicité. Mais je ne me prive de rien, qu'il s'agisse d'aller prendre une bière avec des amis, d'aller au resto ou de voyager», explique-t-il. À ses yeux, les semaines de 40 heures et le 9 à 5 sont synonymes d'esclavage.

Voir GLANDEURS en A26
Autres textes en A27



Pendant que, pour certains,
l'accomplissement
professionnel revêt des allures
de dévotion religieuse,
un nombre grandissant
de glandeurs, aussi connus
sous le noms de *slackers*
en anglais, font un bras
d'honneur à la tyrannie
du travail.
Est-ce le début d'une autre
révolution tranquille?



Graphique ANDRÉ MUST

La clé d'une bonne audition pour
une vie riche et active

L'aide auditive

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

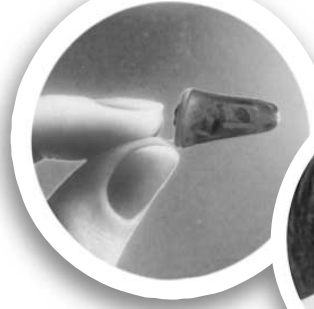
Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la Régie d'assurance-maladie du Québec

Laflamme & Associés

Audioprothésistes

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est - (514) 849-4500

Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby - 1 800 422-6181



Adaptée avec
précision à vos
besoins!

SITE WEB DE LA SEMAINE

UN JEU OÙ PERDRE PEUT ÊTRE TRÈS DOULOUREUX

Habituellement, perdre une partie de jeu vidéo ne coûte qu'un court moment de frustration. Mais qu'arriverait-il si cet échec se matérialisait sous forme d'une réelle douleur physique? C'est l'idée à partir de laquelle deux étudiants allemands ont créé Painstation, une station de jeu vidéo où les coups infligés à l'adversaire font vraiment mal.

Clin d'oeil à la PlayStation, cet appareil est composé d'une table munie de deux capteurs sur lesquels chaque joueur doit poser sa main gauche pendant qu'il joue avec l'autre main. Un

écran est incrusté au centre de la table et propose une partie du fameux Pong, un ancêtre des jeux vidéo d'aujourd'hui, où une balle doit être échangée entre deux lignes blanches représentant des raquettes. Chaque fois qu'une balle est manquée, le responsable reçoit, au choix, une décharge électrique, un pincement ou une brûlure. Le perdant est celui qui retire sa main gauche le premier, ne pouvant plus supporter son supplice.

Sur le site de la Painstation, vous pourrez voir comment cet appareil peut mettre du piment dans une soirée entre amis: avec la Painstation il est encore plus amusant d'être celui qui regarde les autres jouer et souffrir. Ses créateurs

GLANDEURS

Suite de la page A24

« Je ne vois pas l'utilité de travailler pendant 50 semaines pour obtenir deux semaines de vacances, ça me semble illogique. »

Éric a surtout fait preuve de débrouillardise pour réaliser ses objectifs... sans y laisser sa peau. Propriétaire d'une maison dans les Cantons-de-l'Est, il consacre plus d'énergies à entretenir son jardin qu'à mettre à jour son C.V. Et il déplore la valorisation systématique par le travail. « C'est culturel, la première chose qu'on te demande c'est ce que tu fais dans la vie ou si tu es en couple », remarque-t-il.

Pas besoin de se terrer à la campagne pour assumer son statut de *slacker*. Caroline G. (nom fictif) a 27 ans, travaille comme monteuse à la télé et affirme ouvertement qu'elle aspire à devenir une *slacker*.

Célibataire, elle a les moyens de se payer un appartement coquet sur le Plateau, de sortir au restaurant à sa guise et de s'offrir de jolis vêtements. En janvier, elle a été licenciée, mais ne s'en afflige pas trop. En fait, elle est plutôt ravie d'avoir toutes ses journées libres. Elle en profite pour prendre des cafés l'après-midi avec des amis, perfectionner sa connaissance de nouveaux logiciels et aller plus souvent au cinéma.

Comble de l'effronterie, elle songe même à décrocher un emploi de barmaid à temps partiel, qui lui permettrait de faire assez d'argent pour vivre convenablement. Ce n'est pas qu'elle en avait soupé de son travail de monteuse: elle a tout simplement commencé à remettre en question certaines valeurs ambiantes. « Je ne me définis pas comme quelqu'un de carriériste, et je n'ai vraiment pas envie de me

vendre à un employeur en faisant semblant que je suis prête à me donner corps et âme, 70 heures par semaine. »

Le renouveau *slacker*

Le culte de l'immobilisme et du minimum de motivation professionnelle a connu son heure de gloire au début des années 1990, dans un contexte économique plutôt morose, parallèlement à l'explosion de la musique *grunge*.

Cette époque a donné naissance à une version défaitiste du *slacker*: le chômage et les petits boulots étaient régulièrement le lot de la génération X, dont le niveau de scolarisation était inversement proportionnel à l'ambition professionnelle.

D'aucuns diront que l'esprit *slacker* s'est dissous lorsque les disciples du *grunge* ont décroché des emplois payants et, surtout, accaparants. Mais il semble qu'on assiste aujourd'hui au retour du balancier. Au milieu des années 1990 plusieurs *slackers* se sont transformés en dynamos du travail lorsqu'ils ont trouvé leurs premiers jobs.

Or, une décennie et quelques soubresauts professionnels plus tard, ils ont envie de revivre la douce oisiveté de leur jeunesse. Désillusionnés et démotivés à une période où les mises à pied et le ralentissement économique rendent le climat plus compétitif, ils sont de plus en plus nombreux à remettre en question des valeurs qui ont placé le travail au centre de leur univers. Il n'est donc jamais trop tard pour redevenir *slacker*...

Cela dit, on peut difficilement parler d'un mouvement généralisé. Tout au plus s'agirait-il d'une tendance répandue. Coordinatrice de l'Observatoire Jeunes et Société de l'Institut national de recherche scientifique, la sociologue Madeleine Gauthier précise d'entrée de jeu que l'image pessimiste collée aux membres de la génération X, au début des années 1990, n'était pas attribuable à un désintérêt pour

expliquent que certains participants mettent tellement d'orgueil à gagner la partie qu'ils sont prêts à repartir avec la main en sang!

En allant cliquer sur la bande-annonce, vous pourrez voir une présentation vidéo à l'humour très décapant, où on assiste aux parties les plus joyeusement féroces qui ont eu lieu lors des présentations dans différents événements artistiques en Allemagne. Les quelques textes sont en allemand, mais ce n'est pas un problème: la douleur est un langage universel ! www.painstation.de

Nicolas Ritoux
collaboration spéciale



LES FLEURS ET LE POT

LA FLEUR

> À la belle indépendance d'esprit dont ont fait preuve les bureaucrates du service de l'immigration américain, qui ont envoyé au début de la semaine en Floride les visas étudiants de deux des terroristes kamikazes du 11 septembre. Quel soulagement de constater à quel point le système procède sans plier devant quelque pression politique que ce soit.

LE POT

> Aux professeurs de français de la ministre du Patrimoine Sheila Copps, qui ne semblent pas lui avoir appris les différences entre les niveaux de langage. M^{me} Copps a en effet hurlé cette semaine aux Communes qu'il fallait que la discrimination salariale à Radio-Canada cesse « au plus sacrant ». On aurait dû indiquer à M^{me} Copps que lorsqu'elle veut créer un contraste linguistique pour marquer un sentiment d'impatience — et faire du même coup une légère allitération — il est plus adéquat de dire: « au plus crisse ».

motivé à réorienter sa carrière dans un champ d'activités beaucoup moins glorifié. « Je songe sérieusement à devenir promeneur de chiens, et j'ai entendu dire que ça pouvait être très payant », dit-il.

Slacker en formation

En librairie, le livre *L'Art de ne pas travailler* (Éditions Stanké) de l'Américain

Ernie Zelinski se démarque joyeusement du lot de livres de recettes professionnelles. Cet ouvrage (traduction de *The Joy of Not Working*) publié pour la première fois en français en 1998, élabore diverses façons d'échapper à une existence gravitant essentiellement autour du travail. Clin d'oeil ironique aux pratiquants de la religion du dur labeur, Zekinski fait valoir son hypothèse voulant qu'une vie consacrée aux loisirs soit infiniment plus enrichissante sur le plan personnel.

Ingénieur de formation transformé en conseiller en créativité, Ernie Zelinski est un ex-jeune cadre dynamique qui, il y a 20 ans, a abandonné un système corporatiste valorisant la culpabilité au détriment de la créativité, pour devenir un « fainéant créatif ». Appliquant ce qu'il prêche (contrairement à l'auteur de ces lignes) il prétend désormais ne jamais travailler plus de 20 heures par semaine et ce, uniquement pendant les mois qui comprennent la lettre r. « Le jour où j'ai compris que mon licenciement était en réalité une bénédiction déguisée a marqué un grand tournant. En même temps que j'ai dû admettre (certes avec réticence) que je n'étais pas indispensable, j'ai perdu tout intérêt pour un quelconque emploi régulier. J'ai décidé dès lors de prendre le plus de loisirs possible, et particulièrement l'été. Reprendre un boulot normal devenait hors de question », témoigne Zelinski dans la préface de son livre dont il a vendu plus de 75 000 exemplaires.

Ernie Zelinski qui a aussi écrit *La Joie de ne pas tout connaître* (*The Joy of Not Knowing It All*) et *La Joie de ne pas être marié* (*The Joy of Not Being Married*) suggère de porter attention aux signaux annonciateurs d'une potentielle aliénation par le travail. Passer la première heure de travail à lire les colonnes les plus austères du journal ou regretter sa vie d'étudiant seraient selon lui des symptômes de malheur professionnel. Pour se sortir d'un tel état, Zelinski n'a qu'un seul conseil : démissionner. « Si votre employeur oublie de vous licencier, faites-le à sa place », recommande-t-il.

Journée nationale des *slackers*

Le pur et dur mode de vie de glandeur *slacker* n'est évidemment pas à la portée de tous. Les responsabilités de tous ordres constituent le principal frein qui empêche d'accéder à une vie de *slacker* modèle. On peut toutefois pimenter sa vie de cet esprit en y intégrant ici et là, des activités antiproductives.

C'est dans cet ordre d'idée que pour la deuxième année consécutive, le site Web britannique oncus.com lançait sa campagne de sensibilisation pour déclarer le 22 février, journée nationale du glandeur (National Slackerday 2). Alors que les habitants du Royaume-Uni sont soumis aux semaines de travail les plus longues en Europe, cette initiative vise à faire valoir les bienfaits de ne rien faire. Oncus.com, qui encourage la population à profiter de cette journée nationale pour rester au lit et relaxer, s'est également engagé à exercer un lobby auprès des chaînes de télévision, qui étaient invités à diffuser les films préférés des lecteurs de ce site tout au long de cette journée.

De son côté, Ernie Zelinski suggère à ses lecteurs de faire carrière dans les loisirs. « Il n'est pas besoin d'être très intelligent ni très motivé pour accomplir un boulot qui vous donne une structure et un but préétablis. Gérer une vie de loisirs où vous devez créer votre propre structure et fixer vos propres buts est un défi bien plus exigeant. »



Offre d'une durée limitée. Après, seule la photo va rester.



TAUX DE FINANCEMENT
ANNUEL DE
3,9%
À L'ACHAT DE TOUT
MODÈLE 2002

La gamme Audi 2002. Ingénierie allemande.
Conception distinctive. Disponible avec la légendaire traction intégrale quattro^{MD} et un nouveau taux de financement annuel réduit.

Visitez votre concessionnaire Audi ou le site audicanada.ca

Lâcher, jamais.
Être prévisible, jamais.
Dormir sur nos lauriers, jamais.
Se contenter d'être bon, jamais.
SUIVRE, JAMAIS^{MC}

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

AVANTAGE AUDI :
SERVICES D'ENTRETIEN
PÉRIODIQUE SANS FRAIS
PENDANT
4 ANS
OU 80 000 KM

'Sur les véhicules neufs Audi d'année-modèle 2002 livrés à partir des stocks du concessionnaire. Les mensualités et le coût d'emprunt varieront en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'acompte ou échange. Livraison avant le 6 avril 2002. Demandez les détails aux concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. « Audi », « quattro » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Suivre, jamais. » est une marque de commerce de AUDI AG. « Advantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2002. Pour en savoir plus sur Audi ou pour obtenir de l'information sur les pneus haute performance, visitez votre concessionnaire, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse audicanada.ca

LES NOUVEAUX GLANDEURS

Bouillon de poulet pour l'âme du *slacker*

SYLVIE SAINT-JACQUES
collaboration spéciale

NOMBREUX sont les cinéastes qui ont peint des personnages de anti-héros typiquement *slacker*. Quelques classiques du cinéma *slacker* :

Barfly (1987)

Réalisé par Barbet Shroeder, avec Mickey Rourke, Faye Dunaway, Alice Krige et Jack Nance, d'après un scénario du poète et écrivain Charles Bukowski. L'histoire d'un auteur aliéné qui utilise l'alcool pour s'évader d'une vie monotone. Le *slacker* torturé.

Buffalo '66 (1998)

Réalisé et écrit par Vincent Gallo. Ce dernier partage la vedette de ce film avec Christina Ricci, Anjelica Huston, Mickey Rourke et Rosanna Arquette. L'étrange récit d'un homme qui, à peine sorti de prison, kidnappe une jeune étudiante qu'il présente à sa famille comme sa future épouse. Humour noir et atmosphère sinistre.

Clerks (1994)

Réalisé et écrit par Kevin Smith, avec Brian O'Halloran, Jeff Anderson, Jason Mewes et Kevin Smith. Une journée dans la vie de deux jeunes caissiers de dépanneur à l'éthique de travail parfois douteuse.

Ferris Bueller's Day Off (1986)

Réalisé par John Hughes, avec Matthew Broderick, Jennifer Grey, Mia Sara et Jeffrey Jones. « Le combat d'un homme pour prendre ça relax ». Précurseur, avant-gardiste, Ferris Bueller a inspiré toute une génération. Sa célèbre journée de congé est le cri du cœur d'un glandeur qui revendique le droit de s'amuser.

High Fidelity (2000)

Réalisé par Stephen Frears d'après un roman de Nick Hornby, avec John Cusack, Joan Cusack, Beverly D'Angelo, Sara Gilbert, Iben Hjejle, Todd Louiso, Tim Robbins et Lili Taylor. Histoire d'un type qui a manqué le train du succès et qui a conservé son boulot dans un magasin de disques.

Highway '61 (1992)

Réalisé et écrit par Bruce McDonald, avec Don McKellar, Valerie Buhagiar, Earl Pastko et Peter Breck. Un *road movie* avec quelques clins d'oeil à *Easy Rider*, au cours duquel un couple traverse les États-Unis du nord au sud pour mener un cadavre à bon port.



La Moitié gauche du frigo réalisé par Philippe Falardeau.

La Moitié gauche du frigo (2000)

Réalisé par Philippe Falardeau, avec Paul Ahmarani, Stéphane Demers et Geneviève Néron. Un ingénieur au chômage qui accepte

de jouer le jeu d'être filmé pendant chaque instant de sa vie, devient *slacker* par la force des choses.

Metropolitan (1990)

Réalisé et écrit par Whit Stillman, avec Edward Clements, Christopher Eigeman, Alison Parisi, Dylan Hundley et Will Kempe. Une incursion dans la vie des universitaires blasés de la haute bourgeoisie new-yorkaises qui ne savent plus quoi inventer pour occuper leurs congés de fin d'année. Le modèle snob du glandeur.

Reality Bites (1994)

Réalisé par Ben Stiller. Ce dernier partage l'écran avec Winona Ryder, Ethan Hawke, Janeane Garofalo et David Spade. Winona Ryder interprète le rôle d'une diplômée en cinéma qui aspire à devenir une documentariste reconnue mais qui est confrontée au chômage et à la précarité. Une vision romantique de l'époque *slacker*.

Singles (1992)

Réalisé par Cameron Crowe, avec Bridget Fonda, Campbell Scott, Kyrä Sedwick et Matt Dillon. La quintessence du *grunge* et de la scène de Seattle du début des années 1990.

Slacker (1991)

Réalisé et écrit par Richard Linklater qui partage l'écran avec une pléthore d'acteurs inconnus comme Jerry Deloney, Teresa Taylor, Frank Orrall, John Slate et Charles Gunnig. Un film indépendant qui a recréé le désœuvrement d'une époque. À ne pas confondre avec le film *Slackers* paru récemment.

Stranger Than Paradise (1984)

Réalisé et écrit par Jim Jarmush, avec John Lurie, Eszter Balint, Richard Edson et Cecilia Stark. Dans ce film, Jim Jarmush explore comment la perception de la réalité est basée sur les attentes et perspectives de chacun.

Trainspotting (1996)

Réalisé par Danny Boyle, d'après un scénario d'Irvine Welsh et John Hodge. Avec Ewan McGregor, Ewen Bremner, Jonny Lee Miller, Robert Carlyle et Kelly MacDonald. « Je choisis de ne pas choisir la vie. Je choisis autre chose. Pour quelles raisons ? Il n'y a pas de raisons. Qui a besoin de raisons, quand vous avez l'héroïne. » Une version toxique du glandeur.



High Fidelity (2000), d'après un roman de Nick Hornby.



Le glandeur parfait. Michael Kelly de Dorothy, au New Jersey, travaille de chez lui... quand ça lui plaît. Il est webmestre du site Ishouldbeworking.com (traduction libre: jdevraistra-vailer.com)

Un *slacker*, c'est quoi?

UN *SLACKER* se caractérise par son refus d'atteindre les critères de performance établis par des diktats sociaux. L'authentique *slacker* est imperméable aux pressions de son entourage, qui lui reproche son désintérêt pour toute forme d'ascension professionnelle. À ses yeux, un seul et unique motif est digne d'intérêt : celui d'avoir du plaisir.

Adeptes de la procrastination, le *slacker* ne deviendra jamais très riche, mais ça lui est complètement égal. De toute façon, son mode de vie est loin d'être extravagant et il reste de glace devant les pubs de Brault et Martineau. Le *slacker* est tout à fait heureux en vieux t-shirt et en jeans.

Il ne faut pas croire le *slacker* moins doué que la moyenne. Même s'il a abandonné ses études universitaires pour améliorer sa technique de guitare, on ne doit pas en conclure qu'il est idiot.

C'est volontairement qu'il a choisi de sous-exploiter ses aptitudes. Pour repérer le *slacker* dans son habitat naturel, on peut faire une tournée des cafés, où il a l'habitude de flâner les après-midi de la semaine.

Le glandeur sort aussi dans les bars, mais évite les soirs de fin de semaine qu'il estime

réservés aux membres actifs de la société.

Puisqu'il n'est pas indépendant de fortune, le *slacker* doit évidemment travailler, auquel cas il choisit un emploi à temps partiel ou saisonnier et dont l'horaire n'est pas trop contraignant. Nomade à ses heures, le *slacker* voyage « léger » et préfère les auberges de jeunesse, l'auto-stop et le camping aux hôtels de luxe et aux forfaits tout-inclus.

Bien qu'apparu au début des années 1990, le *slacker* existe depuis la nuit des temps et comporte différentes variantes culturelles. Les *rastas* jamaïcains comme les *bluesmen* américains entretiennent une imperturbable tradition de *slacking*.

En musique, l'essence de l'esprit *slacker* a atteint son apogée avec le *grunge*. Malheureux certes, mais tout de même *slacker*, feu Kurt Cobain, ex-leader du groupe Nirvana, n'a-t-il pas forgé la carrière de son groupe autour du désœuvrement ? Au cinéma, plusieurs films de la décennie 1990 ont recréé cet état d'esprit qui est l'essence même du anti-héros.

Sylvie Saint-Jacques
collaboration spéciale

Les cyberglandeurs

LE NOMBRE de sites Web consacrés à la philosophie *slacker* est impressionnant, Internet étant un véritable terrain de jeu pour les adhérents à la philosophie. Une communauté de *slackers* virtuels partage ses visions de la vie et un sens de l'humour dérisoire.

Un test pour évaluer si vous êtes un *slacker*
<http://www.emode.com/emode/tests/slacker.jsp>

La page personnelle d'un authentique glandeur qui explique les fondements de sa philosophie.

<http://www.members.aol.com/Randofol1slack.html>

Le site officiel de la journée nationale des *slackers*, dont le slogan est « Sleep the Dream » (dormez le rêve).

<http://www.oncus.com/slackerday/>

Un webzine qui s'est spécialisé dans la diffusion de fausses nouvelles et de contenus absurdes. Pertes de temps et fous rires garantis.

<http://www.theonion.com>

DE QUOI VOUS FAIRE VIVRE DE GRANDES SENSATIONS

Jetta GLS 2002
À partir de **295 \$** par mois*

Location 48 mois

Garantie pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km.
Rabais de 750 \$ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires
Certaines conditions s'appliquent.

Popular MONTREAL 5441, rue St-Hubert Tél.: (514) 274-5471
popular@popular.qc.ca

A4 AVANT Audi ARRIVÉE!

Voyez les spécialistes Popular MONTREAL

5441, rue Saint-Hubert, Montréal • (514) 274-5471

Quantier laitier

Par Les Producteurs laitiers du Canada



C'est pas parce que les taux d'intérêt baissent de un pour cent qu'on est obligé de faire pareil.

Fait : Les jeunes enfants ont besoin du lait et de tous ses nutriments.

GRANDE VENTE D'ENTREPÔT

ÉPARGNEZ JUSQU'À 75%

MARS
DIMANCHE
9 am - 5 pm
17

Dernière journée

MANUFACTURIERS RÉPUTÉS, FRANÇAIS ET EUROPÉENS. QUALITÉ SUPÉRIEURE.

George Butler • IANTHE • Guy Degrenne
INOXBECK • Muirfield • Letang Remy
Frabosk • Bormioli Rocco Basic

Cristal, verre, coutellerie, limoge en porcelaine, acier inoxydable, batterie de cuisine, plaqué argent.
Pour la beauté de la table et cadeaux.
Directement de l'importateur au public.
Bienvenue aux hôtels et restaurants.

VENTE FINALE

960, Av. Outremont (entrée du côté gauche de l'édifice sur Manseau)

VISITE LIBRE

| ANNABEL SOUTAR |

La fille aux 2000 questions

Habituellement, c'est Annabel Soutar, 31 ans, qui pose les questions. C'est tout ce qu'elle a fait entre mars 2000 et février 2001. Jour après jour, semaine après semaine, cette jeune auteure dramatique née à Westmount a joué à la journaliste et à l'anthropologue. Elle a posé au moins 2000 questions à 70 professionnels de la finance: des courtiers, des analystes, des gestionnaires, des chefs d'entreprise, des présidents de firme, des secrétaires, des investisseurs, des clients. Tout le monde quoi, sauf son père, gestionnaire de portefeuilles chez Pembroke Management à Montréal. Le résultat ? Une version financière des *Monologues du vagin* ou encore, une comédie-documentaire intitulée *2000 Questions* qui, à compter du 20 mars à la Cinquième Salle de la Place des Arts, risque de faire crouler de rire ou pleurer de honte le milieu de la finance montréalais.



NATHALIE PETROWSKI
npetrows@lapresse.ca

UNE TUQUE sur la tête pour tenir son cerveau au chaud, un look mi-bohème chic, mi-rappeur Yo, Annabel Soutar était un peu embarrassée de devoir répondre à mes questions. Habituellement, c'est elle qui cuisine ses sujets pendant trois heures, parfois quatre, une enregistreuse à ses côtés. Puis elle rentre chez elle pour écouter et réécouter le fruit de son enquête, retranscrivant scrupuleusement chaque mot, chaque intonation, chaque hésitation, matière première de ce qui deviendra une pièce de théâtre documentaire, aussi fidèle à la réalité qu'alimentée entièrement par elle.

Assise à l'indienne sur une chaise au milieu d'un ancien local de danse sociale avenue du Mont-Royal, Annabel se souvient de sa rencontre avec une femme d'affaires. Comment décririez-vous votre métier à un enfant de 10 ans? lui avait-elle demandé.

«Je lui dirais que je me tiens debout au milieu de l'argent. À mesure que l'argent passe devant moi, j'en prends un petit morceau. Je n'ai pas de talent particulier. Je suis là. C'est tout.»

En revanche, Annabel préfère oublier cette soirée dans un très cher restaurant de Toronto en compagnie de cinq de ses anciens camarades de classe du Study, le collège privé le plus chic de Westmount où elle a étudié jusqu'à 16 ans.

«L'entrevue a duré cinq heures, raconte-t-elle. À la fin, les types étaient complètement saouls. Ils n'avaient aucune passion pour leur métier, ils ne pensaient qu'à faire de l'argent. Ils étaient vulgaires et pathétiquement imbus d'eux-mêmes. Ils se vantaient de jouer à faire tomber le dollar canadien. Pour rien. Pour le fun. Ça m'a horrifiée de voir un tel gaspillage de talent. Ils étaient tellement vides et creux que je les ai coupés de la pièce.»

Pas de comptes à régler

Cette dernière remarque en dit long sur les intentions d'Annabel Soutar. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, Annabel n'a pas fait enquête chez les financiers pour régler ses comptes avec la société capitaliste ou même avec son père. Elle a fait enquête dans le fond pour mieux comprendre le milieu dont elle est issue. Et peut-être aussi un peu pour vérifier la légitimité de sa vie dans le théâtre plutôt que dans les affaires.

Si Annabel Soutar avait suivi la voie tracée par son milieu, elle serait aujourd'hui un chef d'entreprise ou une madame de Westmount mariée à un riche entrepreneur et passant ses journées chez la manucure. C'est l'avenir qu'elle-même imaginait à Princeton, une des universités américaines les plus prestigieuses, alors qu'elle étudiait aux côtés de Brooke Shields et du fils du magnat Rupert Murdoch. Sa mère lui avait d'ailleurs gentiment fait remarquer que le fils de Rupert serait un bon parti...

Quant à son père d'origine écossaise, né de parents pauvres à Asbestos et devenu un *self-made man* dans la finance, il était convaincu que sa fille chérie avait la bosse des affaires comme lui et qu'elle serait une excellente *businesswoman*. S'il avait su.

On a beau naître à Westmount, grandir dans une grosse cabane près du Boulevard, passer ses étés dans les Cantons-de-l'Est et ses vacances d'hiver dans les Alpes en Suisse, accumuler les succès scolaires et être programmée pour la réussite et l'argent, arrive un moment dans la vie où il faut faire des choix que personne, pas même soi-même, n'avait prévus. C'est ce qui est arrivé à Annabel.

Du jour au lendemain, au lieu de se passionner pour l'argent, elle est tombée amoureuse du théâtre. Inutile de dire que son père ne fut pas particulièrement heureux de son choix. En même temps, Ian Soutar a élevé ses trois enfants en leur répétant que l'important dans la vie c'est de faire ce qu'on aime. Sa fille s'empresse de le lui rappeler. Et pour ne pas le décevoir complètement, elle fonda sa propre compagnie — le Projet Porte-parole — qu'elle gère comme une mini-entreprise, produisant et montant ses propres pièces avec son compagnon de vie, Alex Ivanovici, qui dirige dans les deux langues la petite troupe de comédiens parfaitement bilingues.

La piqûre

Femme d'affaires à sa manière donc, mais surtout femme de théâtre politique, engagé et bilingue, un genre peu exploré au Québec.

C'est à Princeton, université où seulement 14% des candidatures sont acceptées, qu'Annabel a eu la piqûre pour le théâtre documentaire. L'approche de son prof Emily Mann, un pilier du théâtre documentaire, l'a immédiatement fascinée et inspirée. Elle a d'ailleurs écrit sa première pièce sous son égide.

Après son bac, elle quitte le New Jersey pour Singapour et travaille comme chargée de cours dans une école polytechnique. Au bout d'un an, elle ramasse ses économies et part seule avec son sac à dos en Asie, au Népal et en Nouvelle-Zélande.

«J'avais besoin de me soustraire aux pressions sociales et familiales et d'être seule pour réfléchir à ma vie. Je ne voulais pas me retrouver à la fin de mes jours assise sur une montagne de regrets. J'ai donc vécu en nomade pendant un an et demi avant de comprendre que le théâtre était ma voie.»

Le jour du référendum de 1995, Annabel est en Nouvelle-Zélande et fait expressément un détour par l'ambassade canadienne pour voter non. À l'époque, elle était farouchement antisouverainiste. Elle l'est un peu moins aujourd'hui.

Elle revient en ville un mois plus tard, au pire moment. Le moral de ses amis anglos est au plus bas. La plupart partent ou songent à le faire. Pas Annabel. Elle a en effet décidé de s'établir à Montréal pour y écrire et se loue une piaule à Saint-Henri, quartier pour le moins inquiétant pour une jeune fille de bonne famille qui n'a jamais mis les pieds dans l'est de Montréal de sa vie.

«Mes amis me trouvaient complètement folle. Ils me disaient d'aller à New York où j'avais plein de contacts dans le milieu du théâtre. C'est vrai que j'aurais pu aller à New York. Rien n'était plus facile sauf que je me disais, si je fais du théâtre, je veux qu'il soit lié à la communauté à laquelle j'appartiens. Lié émotionnellement.»

La dramaturge en herbe prend une autre décision: apprendre le français à tout prix. «Un peu par nécessité, explique-t-elle dans un français impeccable, mais surtout parce que j'avais envie de découvrir une réalité dont j'avais été coupée pendant mon enfance. Envie d'aller au théâtre en français, de travailler avec des acteurs francophones.»

Une rencontre déterminante

À Saint-Henri, elle rencontre avec son amie Sarah d'une pièce tout bêtement intitulée *Play*, sur deux filles de Montréal qui essaient d'écrire une pièce de théâtre. Avec 10 000\$ elle monte, produit et joue la pièce au bar Fly, sur le boulevard Saint-Laurent. La pièce sera reprise au Festival Fringe et les rôles des deux filles confiés à deux acteurs, dont Alex Ivanovici.

Cette rencontre est déterminante. Ivanovici, un Roumain né en Italie et arrivé au Québec à l'âge de deux ans, est parfaitement bilingue. Il sait voyager entre les deux solitudes et les deux langues aussi naturellement que Jean Charest.



Photo PIERRE COTÉ La Presse

Lorsque Annabel de Westmount décide de partir à l'assaut du Québec profond et d'aller interviewer les gens d'Alma au Lac Saint-Jean pour une pièce sur les élections, Ivanovici l'accompagne et l'assiste dans ses entrevues. Heureusement.

«On s'est retrouvés dans un bar à Alma le soir du combat Hilton-Ouellet. L'ambiance était tellement violente et survoltée que j'ai pensé que si j'ouvrais ma bouche d'anglo, ils allaient me tuer. Je suis sortie en courant tellement j'avais peur. Alex m'a suivie puis subitement, il a décidé de rebrousser chemin. Il trouvait que c'était vraiment trop bête d'avoir fait tout ce chemin pour rien. Quand on est revenus au bar, Hilton venait de gagner. Un silence de mort régnait dans la place. On s'est présentés aux gens. Personne ne nous a garroché des roches. Au contraire. Les gens étaient fascinés par notre démarche. Leur accueil chaleureux a complètement détruit les peurs et les clichés qui m'habitaient. Ça été un moment très spécial pour moi, quelque chose de marquant et de magique.»

De ce moment est née une pièce — *Novembre* —, mais surtout le désir de continuer à interroger la réalité pour en expurger les clichés et les préjugés. Désir aussi de ramener sur scène la parole des gens d'ici et de faire partie de leur famille.

«J'ai passé un an à écouter chaque parole, chaque intonation des ces Québécois. À la fin, j'avais l'impression non seulement de mieux les connaître, mais de faire partie d'eux.»

La démarche d'Annabel n'est pas sans rappeler celle d'Eve Ensler qui a écrit les *Monologues du vagin* après avoir interviewé 200 femmes sur le sujet. C'est la même technique, la même recherche. Seuls les sujets et les champs d'exploration diffèrent.

«Ce qui m'intéresse avant tout, poursuit Annabel, c'est de chercher la vérité, pas de l'accepter. La nuance est importante. Chercher la vérité, c'est être actif, c'est aller au devant des gens, c'est se mettre continuellement à jour. En plus, c'est pas mal plus amusant que d'écrire une thèse de doctorat tout seul dans son bureau.»

À la première de la pièce, le 20 mars prochain, Annabel a invité ses parents et plusieurs de leurs connaissances du milieu de la finance. Elle a aussi invité

ses amis artistes, gauchistes et marginaux du Mile-End et du Plateau. Cette rencontre entre deux mondes l'inquiète un peu. En même temps, elle sait que c'est pour cela qu'elle fait du théâtre: pour réunir des gens que tout sépare et qui ne songeraient jamais à se parler... ailleurs qu'au théâtre.

SI VOUS ÉTIEZ...

> **Une ville:** Montréal. Pour la montagne qui la sauvera du déluge, si jamais déluge il y a.

> **Une doctrine économique:** Le laisser-faire.

> **Un personnage politique:** Thomas Jefferson, qui a fondé un pays sur une idée révolutionnaire et radicale.

> **Un héros de BD:** Wonder Woman. Parce qu'elle peut tout faire et être tout à la fois sans se le faire reprocher.

> **Un meuble:** Une berceuse. Parce que ça bouge tout en permettant de réfléchir.

> **Un livre:** Le bottin de téléphone. Parce qu'il est utile, à jour et rempli de gens fascinants.

> **Une chanson:** N'importe quelle toune de Rufus Wainwright, mon idole.

> **Une pièce de théâtre:** *Les Trois Soeurs* de Tchekhov. J'ai toujours rêvé d'avoir des soeurs.

> **Une auto:** Une Coccinelle jaune.

> **Un remède:** Le champagne. La meilleure cure contre la déprime.

> **Un péché:** La gourmandise. J'aime les choses de qualité, qui sont bien faites et qui ont bon goût.

> **Une utopie:** L'éducation pour tous.

> **Une maladie mortelle:** La vieillesse.

En voiture, le techno rend le pied pesant

MATHIEU PERREAULT

LA MUSIQUE TECHNO rend les automobilistes plus susceptibles de rouler vite, de brûler des feux rouges et de causer des accidents que la musak sirupeuse de Kenny G ou le jazz léger de George Benson, selon une étude d'un psychologue israélien.

« Plus le rythme de la musique est rapide, plus les gens roulent vite », explique, joint à son domicile de Beer-Sheva en Israël, Warren Brodsky, de l'Université Ben-Gourion. « Je ne peux pas dire que le techno tue, mais il est important que les amateurs de musique soient au courant de son effet sur leur conduite. »

Les essais sur simulateurs ont montré que deux fois plus de conducteurs brûlaient des feux rouges quand ils écoutaient du techno, dont le rythme varie entre 120 et 140 pulsions par minute, plutôt que de la musique lente, 40 à 70 pulsions par minute. M. Brodsky a ajusté ses résultats pour tenir compte des différences entre les 28

cobayes — des étudiants — notamment au niveau des dossiers de conduite et de l'âge. Son étude sera publiée dans la revue *Transportation Research* à une date indéterminée, mais elle a déjà été révisée et acceptée. Toutes les pièces musicales, techno ou pas, étaient instrumentales.

Les conducteurs les plus pressés sont ceux qui réagissent le plus fortement au rythme. Durant l'étude, ils n'allaient pas plus vite si la musique passait de lente à modérée, mais ils se mettaient à aller beaucoup plus vite quand la musique passait de modérée à rapide : leur taux de feux rouges brûlés doublait, de 0,8 à 1,7 %. Les conducteurs plus lents, de leur côté, se sont mis à moins respecter les feux rouges quand le rythme de la musique a un peu augmenté (de 0,4 % sans musique, à 0,55 % avec de la musique lente, à 0,75 % avec de la musique modérée), mais modéraient leurs transports quand embarquait le techno (0,45 % d'infractions de feux rouges). En d'autres mots, la musique modérée rend les



La musique techno rendrait les automobilistes plus susceptibles de rouler vite, de brûler des feux rouges et de faire des accidents que la musak sirupeuse ou le jazz léger.

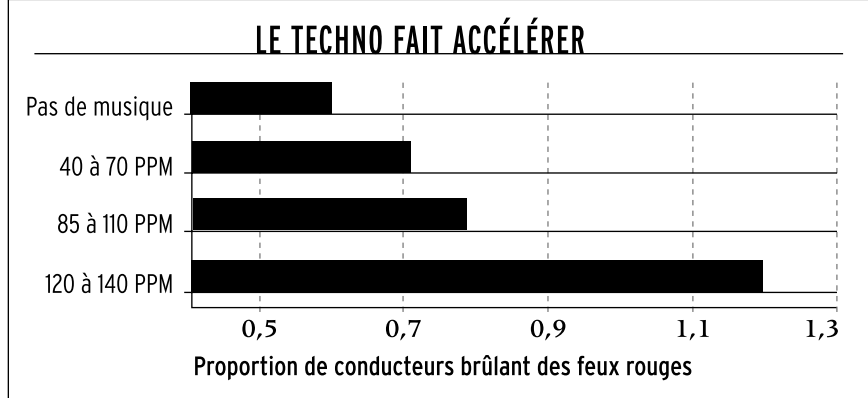
conducteurs pas pressés semblables aux conducteurs pressés.

Le psychologue israélien s'intéresse à la musique depuis longtemps, d'abord à titre de musicien jazz et d'orchestre symphonique, puis en tant que thérapeute musical. « Je me suis intéressé à son effet sur la conduite quand je me suis rendu compte que l'automobile est devenu le lieu où les gens écou-

taient le plus de musique, parce qu'ils y passent de plus en plus de temps. »

Des études sur l'influence du volume sur la conduite avaient déjà montré que plus le son est fort, plus la vitesse est élevée. Mais jamais le style n'avait été étudié. Curieusement, un autre groupe de cobayes, composé de musiciens, n'étaient pas plus pressés avec le techno

qu'avec Kenny G. « Ils ont peut-être plus de facilité à contrôler leurs réactions à la musique, dit M. Brodsky. C'est un peu comme un parfait bilingue qui tape à la machine : sa performance sera la même dans les deux langues, alors qu'une personne moins bilingue tapera plus lentement dans sa deuxième langue. »



FINANCEMENT À 0%
à l'achat, jusqu'à 60 mois, sur nos Neon 2001 et 2002

NEON 2002

- moteur de 132 chevaux
- climatiseur
- console
- volant inclinable
- sacs gonflables avant
- radio AM/FM/CD, 6 haut-parleurs

199\$*/Loc. 48 mois

Comptant 1970\$

TAUX HORAIRE POUR SERVICE 49\$*/Heure * DÉTAILS EN MAGASIN

* Transport et taxes en sus. Frais de transport: Neon 730\$. En location avec 20400 km par année. La photo est à titre indicatif seulement.

CONCORDIA AUTO
6464, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal-Nord
Tél.: (514) 324-9100
www.concordiaauto.com

Vêtements élégants à chiffonner sans se froisser !

Nouvelles couleurs printanières

Fuchsia intense, bleu océan plus vert, ivoire, marine, noir, bleu roi

Voyagez légèrement et élégamment en TilleySilk, une collection colorée pour la femme active. **Faits à la main à partir d'une superbe microfibre japonaise, les vêtements en TilleySilk ressemblent à s'y méprendre à de la soie véritable** et ont le chic pour émerveiller : **ils sont extrêmement résistants aux faux plis, prennent peu de place dans les valises et se lavent facilement... Nul besoin de les repasser !**

À la table du capitaine ou aux noces, **vous serez à l'aise et resplendissante vêtue de TilleySilk.**

Tilley Endurables

TILLEY. LES MEILLEURS CHAPEAUX ET VÊTEMENTS DE VOYAGE AU MONDE

1050, av. Laurier O., Montréal (514) 272-7791
Faites le 1 800 465-4249 pour commander ou pour connaître le détaillant associé de votre région.

RADIO
Première Chaîne

Demain **10h**

MEXIQUE
au-delà des palmiers...

Dimanche magazine : spécial Mexique
Reportages exclusifs • entrevues • analyses

Animation : Ginette Lamarche
Réalisation : Robert Landry et Daniel Martineau

95.1 FM
Montréal

Écoutez pour voir.

www.radio-canada.ca/radio

AUCUN NIVEAU D'EXPOSITION À LA FUMÉE SECONDAIRE NE S'EST ENCORE RÉVÉLÉ SÉCURITAIRE.

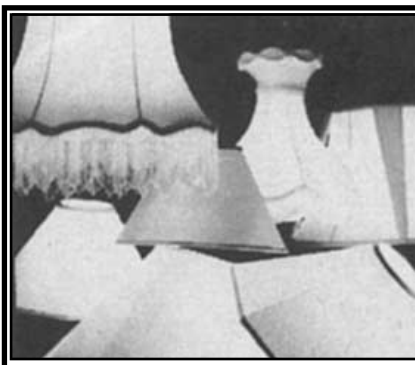
ON PEUT VIVRE SANS TABAC.

Protégez-vous. Protégez vos enfants.
1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS/ATM : 1 800 465-7735
www.vivezsansfume.ca

Canada

La Presse
16 mars 2002

Page A30 manquante



15 % de rabais
SUR LE PRIX D'ACHAT DE VOS ABAT-JOUR
AVEC CETTE ANNONCE

ABAT-JOUR ILLIMITÉS

LE PLUS GRAND CHOIX
D'ABAT-JOUR AU CANADA
4875, rue Jean-Talon O., Mtl
(près Décarie) Tél. : (514) 344-8555
Cette offre est valide du 16 mars au 30 avril 2002

OBLIGATOIRE D'APPORTER VOTRE LAMPE

LES ENFANTS EXPOSÉS À LA FUMÉE SECONDAIRE COURENT PLUS DE RISQUES DE DÉVELOPPER DE L'ASTHME ET DES OTITES.

ON PEUT VIVRE SANS TABAC.

Protégez-vous. Protégez vos enfants.
1 800 0-Canada (1 800 622-6232)
ATS/ATM: 1 800 465-7735 www.vivezsansfume.ca



Les hommes ont besoin d'être renseignés sur la manière d'obtenir et d'utiliser des condoms et autres méthodes de régulation des naissances...

Santé sexuelle et reproductive: la négligence des hommes

d'après USA Today

LES FEMMES ne contractent pas seules des maladies transmises sexuellement (MTS). Et elles ne deviennent pas enceintes par miracle. Il y a toujours un homme dans le décor. Et pourtant, on ne semble pas se préoccuper outre mesure de la santé sexuelle et génésique des hommes, selon un nouveau rapport.

Des chercheurs de l'Institut Alan Guttmacher, organisation sans but lucratif qui s'intéresse à la recherche sur la santé sexuelle et reproductrice, ont récemment compilé et analysé les données d'un sondage américain sur les besoins des hommes hétérosexuels dans ce domaine.

« Il existe des écarts importants entre les besoins et la réponse à ces besoins », affirme David Landry, associé de recherche principal aux bureaux de New York de l'institut.

M. Landry cite deux problèmes de base. Alors que les femmes visitent leur médecin annuellement pour un examen pelvien et un test Pap, les hommes n'ont pas vraiment à leur disposition de services médicaux routiniers en matière de sexualité.

De fait, note-t-il, on ne s'entend même pas sur une définition des soins à donner aux hommes en matière de santé sexuelle et reproductrice.

Les hommes peuvent visiter une clinique de traitement des MTS, ou consulter un urologue au moment d'envisager une vasectomie. Autrement, il y a fort à parier que les jeunes, en particulier, n'iront pas parler de leur santé sexuelle à une infirmière ou un

médecin, dit M. Landry.

Une bonne partie de l'éducation sexuelle à l'école arrive trop tard pour les adolescents mâles, affirme-t-il. À l'âge de 14 ans, la moitié des garçons ont atteint la puberté.

Avant même de souffler leur 17^e chandelle, la moitié des garçons ont eu des relations sexuelles. Rendus à 20 ans, environ 90 % des hommes ont eu des rapports sexuels, et près du tiers ont eu six partenaires ou plus.

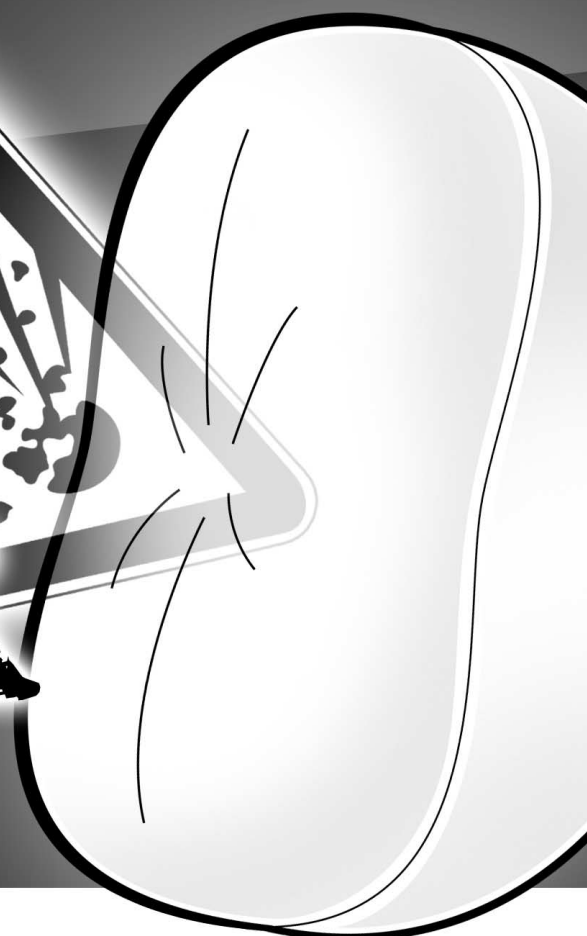
Les ados mâles de groupes minoritaires ou de quartiers pauvres ont tendance à devenir actifs sur le plan sexuel avant les ados blancs et fortunés, selon le rapport Guttmacher.

Les chercheurs ont aussi découvert que les hommes de race noire courent deux fois plus de risques de contracter l'herpès que les hommes blancs et hispaniques. Et la fréquence des MTS bactériennes, telles la chlamydia et la blennorragie, est sans doute plusieurs fois plus élevée chez les hommes noirs que chez les Blancs et hispaniques.

Tout au moins, dit le rapport, les hommes ont besoin d'être renseignés sur la manière d'obtenir et d'utiliser des condoms et autres méthodes de régulation des naissances, et sur les méthodes de prévention des MTS. Ils doivent aussi apprendre à aborder ces questions avec leurs partenaires.

Les résultats du rapport Guttmacher n'étaient pas entièrement décourageants. L'usage des condoms est à la hausse, et les hommes s'impliquent davantage en matière de santé sexuelle et reproductive, dit M. Landry.

COUSSINS GONFLABLES RECONSTRUITS DANGER



Si votre véhicule a été accidenté, reconstruit ou acheté usagé depuis **1998**, vos coussins gonflables ont peut-être été remplacés par des coussins reconstruits. En se déployant, ceux-ci peuvent **causer des blessures graves ou même entraîner la mort.**

Que devez-vous faire ?

Faites immédiatement vérifier vos coussins chez un concessionnaire autorisé car aucun indice ne vous permet de savoir s'il s'agit de coussins reconstruits. Faites-les remplacer sans tarder par des **coussins neufs**.

Si le concessionnaire ne peut les remplacer sur-le-champ, demandez-lui de les désactiver temporairement. Ne jamais les désactiver vous-même en raison des dangers que cela peut entraîner.

Qui assume les frais ?

La vérification, la désactivation et le remplacement des coussins sont à vos frais.

Serez-vous remboursé ?

Si vous avez fait affaire avec un assureur, un vendeur de véhicules d'occasion, un concessionnaire ou un carrossier, demandez-leur s'ils acceptent de vous rembourser.

En cas de refus, vérifiez vos recours auprès de l'Office de la protection du consommateur en composant le **1 888 672-2556** ou en consultant le site de l'Office : www.opc.gouv.qc.ca.

Pour plus d'informations, communiquez avec la Société de l'assurance automobile du Québec

Québec : (418) 643-7620

Montréal : (514) 873-7620

Ailleurs au Québec : 1 800 361-7620

(du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30)

www.saaq.gouv.qc.ca

Société de l'assurance automobile

Québec



Découverte de la plus ancienne peinture murale maya

d'après AFP

WASHINGTON — Un archéologue américain a mis à jour au Guatemala la plus ancienne peinture intacte de la mythologie maya, datant approximativement de l'an 100 de notre ère, a annoncé la revue américaine *National Geographic* qui en publiera des photos dans son édition d'avril. Cette peinture murale

a été découverte à l'intérieur d'une pyramide haute de quelque 25 mètres, située dans les ruines de San Bartolo, dans la forêt tropicale du nord-est guatémaltèque, un site jusqu'à présent inconnu des archéologues.

William Saturno a découvert cette peinture longue de 1,20 mètre dans une petite construction accolée à l'une des plus anciennes pyra-

mides du site. M. Saturno, qui enseigne à l'université du New Hampshire et mène ses recherches dans le cadre du Peabody Museum of Archaeology and Ethnology de l'université Harvard, avait entrepris le voyage à San Bartolo pour vérifier l'existence de deux stèles gravées, qu'il n'a jamais pu localiser. Épuisé par les trois jours de marche à travers la forêt pour atteindre le

site, le chercheur a voulu se reposer dans une tranchée creusée par des pillards. Mais en suivant cette tranchée, il a pénétré dans un tunnel menant à l'intérieur d'une pyramide et, à la lumière d'une lampe-torche, a découvert cette peinture. « Je me suis mis à rire », a raconté M. Saturno. « Cette peinture murale maya était là. Les pillards en avaient dégagé une partie et l'avait

laissée. J'ai eu le sentiment d'être le plus heureux des hommes sur la planète », a dit l'archéologue. « Cette peinture est parmi les plus importantes découvertes de l'archéologie maya de ces dernières décennies », a estimé M. Saturno, selon qui cette oeuvre « ouvre une fenêtre sur la mythologie et la vie à la cour maya durant la période pré-classique ».

Améliorez vos perspectives de carrière

Certificats :

anglais

français

espagnol

Les cours débutent le 27 avril 2002

.....➔ Les étudiants qui désirent s'inscrire aux cours d'anglais, de français ou d'espagnol doivent obligatoirement passer un test de classement (sauf les étudiants de niveau débutant en français et en espagnol). Il n'est pas nécessaire de s'inscrire à l'avance : il suffit de se présenter au test 15 minutes avant l'heure indiquée.

Droits scolarité : 20 \$ pour chaque test et 275 \$ pour chaque cours.

Loi 90: les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent être admissibles à une déduction fiscale. Tous les cours sont déductibles d'impôt pour les étudiants.

Printemps 2002 – Calendrier des tests de classement

.....➔

Anglais	Français	Espagnol
27 mars 2002 2 avril 2002	26 mars 2002 3 avril 2002	28 mars 2002 688 rue Sherbrooke O., salle 1041
19h00	19h00	3 avril 2002 688 rue Sherbrooke O., salle 389
Pavillon Stephen Leacock salle 132*	Pavillon Stephen Leacock salle 132*	18h00

*Le Pavillon Stephen Leacock est situé à l'intersection des rues Dr. Penfield et McTavish.

Renseignements :

514.398.6160



McGill

Télécopieur : 514.398.2650
Courriel : lang@conted.lan.mcgill.ca
Site web : www.mcgill.ca/conted

Adresse :
 688, rue Sherbrooke Ouest
 (au coin de la rue University)
 bureau 1199

L'Asie est le berceau des mammifères modernes

PASCAL BAROLLIER
Agence France-Presse

WASHINGTON — L'Asie fut, il y a quelque 55 millions d'années, le berceau d'au moins une grande famille de mammifères modernes, selon une étude de paléontologues californiens dont les résultats étaient publiés dans la revue américaine *Science*.

Les découvertes les plus concluantes portent sur des prédateurs, les créodontes, ancêtres du chien ou du chat, qui étaient clairement présents en Asie avant de faire leur apparition en Europe et en Amérique du Nord.

« Ces groupes se sont probablement propagés en Amérique du Nord à travers la région de Bering en réaction au réchauffement climatique qui s'est produit à la transition entre le Paléocène et l'Eocène », a expliqué Gabriel Bowen, étudiant en doctorat en sciences de la Terre de l'Université de Californie à Santa Cruz et principal auteur de l'étude.

En outre, les chercheurs ont établi que les primates et les animaux à sabots peuplaient l'Asie au même moment que l'Amérique du Nord, et probablement plus tôt.

« Sur la base des meilleures données dont nous disposons sur les faunes asiatiques, il paraît possible que ces groupes aient été présents d'abord en Asie, mais nous ne pouvons pas en être sûrs pour l'instant », a ajouté M. Bowen.

Cette recherche a permis, pour la première fois, de comparer des séquences fossiles en Asie, Europe et Amérique du Nord durant la période de brutal réchauffement climatique correspondant, durant l'ère tertiaire, à la transition entre les époques Paléocène et Eocène, selon un paléontologue de l'équipe, le professeur Paul Koch.

« Nous pouvons enfin observer ce qui se passait en Asie à l'époque où se déroulaient de profonds changements dans la faune en Amérique du Nord et en Europe », a expliqué M. Koch.

Et les résultats confirment les études phylogénétiques (relations de parenté entre les



Phototèque LA PRESSE

Selon la revue Science, les ancêtres du chat étaient clairement présents en Asie avant d'apparaître en Europe et en Amérique du Nord.

différentes unités du monde vivant), plaçant en Asie le point d'origine de plusieurs grands groupes de mammifères dont les primates, les animaux à sabots et les mammifères possédant un nombre pair de doigts (hippopotames, boeufs).

Les auteurs américains ont travaillé en collaboration avec l'Institut de paléontologie et de paléoanthropologie de l'Académie des sciences chinoise. Ils ont pu réaliser des prélèvements dans le sud de la Chine.

Les techniques de recherche utilisées comprennent les analyses isotopiques et les marqueurs magnétiques, qui ont permis aux scientifiques d'obtenir une séquence chronologique d'assemblages fossiles de Chine comparable à des séquences réalisées en Amérique du Nord et en Europe.

Des prélèvements de nodules de carbonate ont permis de localiser, dans les couches fossiles, l'époque correspondant au réchauffement de la planète durant l'ère tertiaire.

5 à 7?

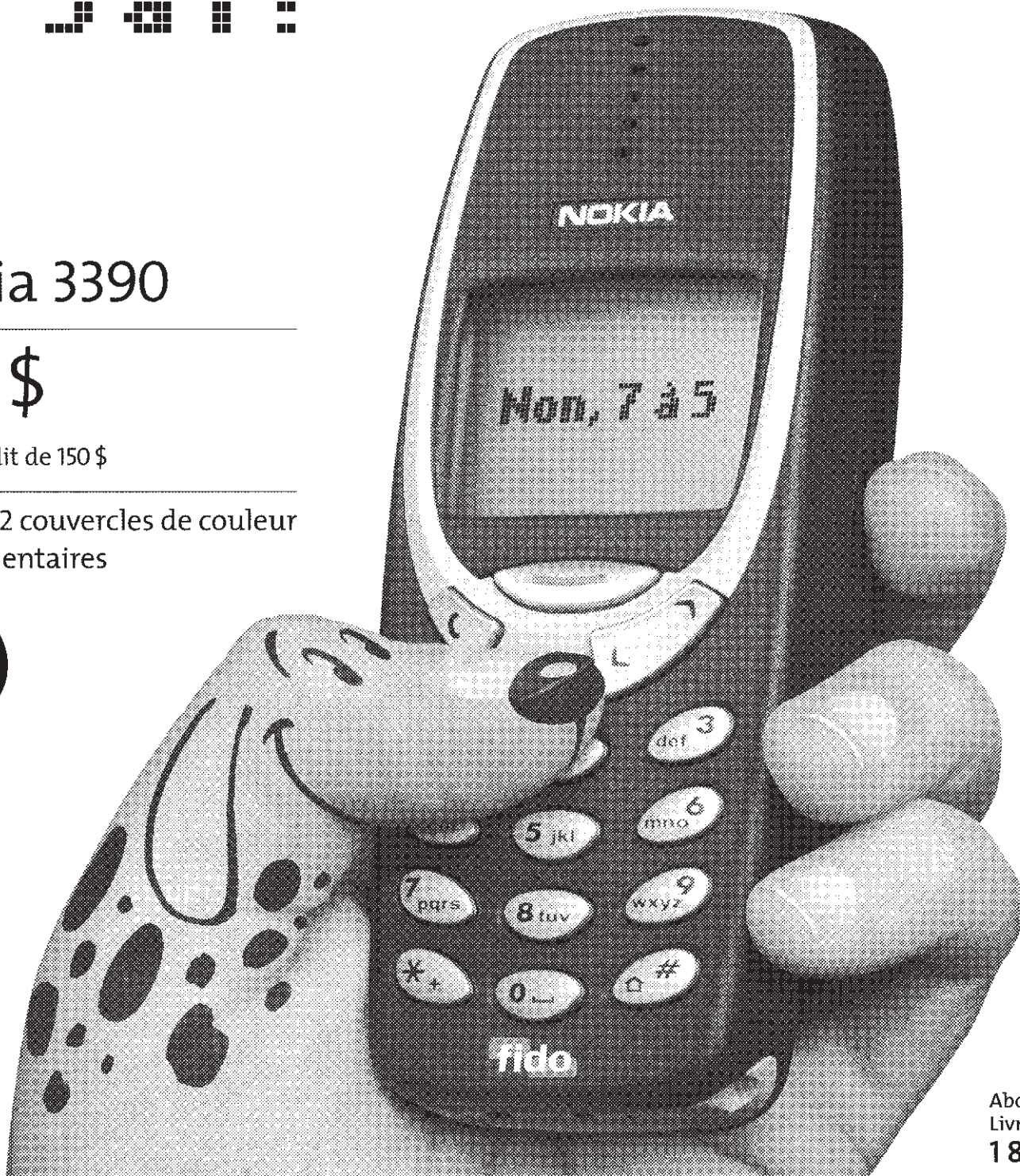
Nokia 3390

50\$

Après crédit de 150 \$

Gratuit : 2 couvercles de couleur supplémentaires

Valeur de 40 \$



Le forfait complet
Parlez et écrivez

30\$ par mois

- > 300 minutes en tout temps
- > 100 messages textes
- > Messagerie vocale personnelle
- > Afficheur

Aucun contrat à signer



Abonnez-vous dès maintenant.
Livraison gratuite.
1 888 482-FIDO (3436)

www.fido.ca

Offre valide jusqu'au 31 mars 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks. Détails en magasin.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

COMPUCENTRE

FUTURE SHOP

STEREO

BRULY MARTINEAU

AudioTRONIC

GLOBEMOBILITÉ

WAL-MART

LA CARBINE TELEPHONIQUE

COOPSCO

Tele-Plus

EN Gros

la Saie

CENTRE HI-FI

Dumoulin

Compuscan



PHOTO AFP

Les femmes de l'islam : jusqu'où doit aller la discrimination religieuse ?

La religion au détriment de la vie

Amnistie internationale appelle l'Arabie à combattre la discrimination contre les femmes

Agence France-Presse

LONDRES — Amnestie international a appelé hier l'Arabie Saoudite à prendre des « mesures d'urgence pour mettre fin à toutes les formes de discrimination contre les femmes » après la mort lundi, dans des circonstances controversées, de 14 écolières à la suite d'un incendie.

L'association de défense des droits de l'homme se félicite en outre des appels à l'ouverture d'une enquête sur les raisons de ce drame, dont les conclusions, a-t-elle estimé, « devront être rendues publiques ».

Plusieurs articles parus dans la presse saoudienne ont accusé la police religieuse, chargée de veiller au respect de l'ordre moral dans le royaume, d'avoir été à l'origine du grand nombre de victimes.

Le quotidien *Al-Iqtissadiya*, citant des témoins, a affirmé que la police religieuse avait « empêché » les jeunes écolières de quitter l'établissement en feu car elles ne portaient pas le voile obligatoire en Arabie.

Selon le journal, les membres de la Défense civile, des hommes, ont été empêchés d'y pénétrer pour se-

courir les jeunes filles, la séparation des sexes étant de rigueur dans ce pays qui applique la loi islamique.

« Si ces articles sont fondés, cela illustre de façon tragique les conséquences mortelles que peut avoir la discrimination par sexe », estime l'organisation basée à Londres.

« Lorsque des politiques officielles de ségrégation par sexe sont appliquées au détriment de la vie humaine, des mesures urgentes sont nécessaires au plus haut niveau. Des politiques et des pratiques qui dévaluent la vie des femmes et des jeunes filles doivent être changées », a ajouté Amnestie dans un communiqué.

Quatorze jeunes écolières, âgées de 14 à 17 ans, ont trouvé la mort et 50 autres ont été blessées lors du drame.

« L'Arabie Saoudite doit prendre des mesures d'urgence pour mettre fin à toutes les formes de discrimination contre les femmes conformément à la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination contre les femmes, dont l'Arabie Saoudite est signataire », conclut Amnestie.

Les corps de soldats de Napoléon retrouvés en Lituanie

Agence France-Presse

VILNIUS, Lituanie — Un charnier contenant les restes de quelque 2000 soldats français qui se sont battus pour Napoléon Bonaparte pendant la guerre de 1812 a été découvert dans une banlieue de Vilnius, ont annoncé hier des archéologues de cette ancienne république soviétique.

Les soldats semblent être morts de froid et de faim. À l'époque, Napoléon faisait battre son armée en retraite en plein hiver, après la défaite subie par les Français en Russie, a affirmé l'archéologue Juste Poskiene.

Les corps n'avaient pas été placés dans des cercueils et semblent avoir été jetés dans une seule fosse dans la hâte, a-t-elle précisé. La Lituanie, située entre la Russie et la

Pologne, faisait partie de l'empire russe à l'époque.

Des ouvriers du bâtiment sont tombés récemment sur des ossements et des vêtements de soldats sur un lieu de construction à Vilnius, la capitale du pays. Ils ont appelé des archéologues qui ont estimé qu'il faudrait plusieurs mois pour cataloguer les corps et les objets.

Selon Juste Poskiene, l'ambassade de France à Vilnius a été informée de cette découverte, mais l'archéologue ne savait pas si les corps seraient enterrés une nouvelle fois en France ou ailleurs.

Il y avait déjà eu des découvertes de charniers datant de l'époque napoléonienne en Lituanie, mais jamais à une aussi grande échelle, a-t-elle ajouté.

L'asile pour un couple français congelé

DENVER — Le maire de Nederland, ville de l'État américain du Colorado, a offert « l'asile » à un couple français congelé après sa mort, dont le fils, Remy Martinot, s'était vu ordonner la veille par la justice française de l'inhumer.

Le maire, Jim Miller, a proposé d'accueillir les corps du Dr Martinot et de sa compagne, qui s'étaient fait congeler dans leur château de Nueil-sur-Layon (centre de la France) après leur mort.

LES PORTES
FERMÉES,
LES FENÊTRES
OUVERTES
ET LES
PURIFICATEURS
D'AIR NE
SUFFISENT PAS
POUR VOUS
PROTÉGER DE
LA FUMÉE
SECONDAIRE.



ON PEUT VIVRE SANS TABAC.

Protégez-vous. Protégez vos enfants.
1 800 0-Canada (1 800 622-6232)
ATS/ATM: 1 800 465-7735 www.vivezsansfume.ca



Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Diversifiez vos compétences.

Demandez l'admission aux programmes ouverts au trimestre printemps-été 2002.

COMMUNICATION

- Communication appliquée
- Informatique – Bureautique
- Informatique – Initiation à la programmation
- Informatique – Initiation au multimédia
- Journalisme
- Rédaction
- Relations publiques
- Traduction II

COURS DE LANGUES

- Anglais
- Français langue seconde

GESTION

- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé
- Relations industrielles

INTERVENTION

- Criminologie
- Droit
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention en déficience intellectuelle
- Toxicomanies
- Violence, victimes et société

SANTÉ

- Gériatrie
- Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale

ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

- CAMPUS
- CAMPUS RÉGIONAUX
- FORMATION À DISTANCE

PRINTEMPS-ÉTÉ 2002

Renseignements
514 343-6090 ou 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal

3035511A

REPORTAGE PUBLICITAIRE

CHEZ SOI 2002

aménagement

Ne manquez pas ce cahier spécial mercredi dans

La Presse

DANS VOTRE ASSIETTE



BOUCHÉES

Du dentifrice au cappuccino?

UNE RECHERCHE publiée dans le *Journal of Agricultural and Food Chemistry* révèle que le café aide à prévenir les caries. Le café fait à partir de grains torréfiés contient des agents antibactériens qui luttent contre un des ennemis de la dentition: le streptocoque mutans, bactérie à l'origine des caries. Les chercheurs ont analysé des fèves de café tout comme des grains torréfiés de plusieurs pays avant d'en arriver à cette conclusion. Ils ont également testé le café décaféiné, mais il semble que la caféine ne joue aucun rôle contre cette bactérie. Quant au café instantané, il s'avère plus efficace que les autres types de café sur le streptocoque mutans.

■ ■ ■

Le sirop d'érable change de visage

LES ACÉRICULTEURS du Québec entament une année cruciale pour la mise en marché du sirop d'érable. Au printemps, un nouveau logo baptisé «siropro» fera son apparition sur les traditionnelles boîtes de sirop d'érable. La Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) a mis en place un système de certification du sirop d'érable pour assurer la qualité du produit ainsi que sa traçabilité. Il sera ainsi possible de connaître la provenance d'un produit de mauvaise qualité. Avant de recevoir cette étiquette, les producteurs devront aussi se soumettre à plusieurs normes d'hygiène et de salubrité. Cette nouvelle étiquette ne se retrouvera pas sur toutes les boîtes de sirop d'érable en 2002, mais la FPAQ estime que tous les producteurs s'y mettront au cours des prochaines années. Par ailleurs, le sirop produit cette année s'échangera par une agence de vente comme c'est le cas avec le porc. Les producteurs veulent ainsi éviter la dévaluation du prix du sirop d'érable et s'assurer d'être payés par les transformateurs de sirop. La mise en marché du sirop se déroulera sans problème, promettent les acériculteurs et les prix resteront sensiblement les mêmes pour les consommateurs.

■ ■ ■



Des cochons qui sentent bon

UN CHERCHEUR de l'Université de l'Alberta vient de mettre au point un système qui permet de réduire de moitié l'odeur des porcheries, rapporte l'hebdomadaire *La Terre de chez nous*. L'ingénieur responsable du projet, John Feddes, a isolé l'espace où s'accumule le lisier du reste des bâtiments et applique un biofiltre pour évacuer l'odeur. Selon lui, l'odeur nauséabonde du lisier se transforme ainsi en «une odeur terreuse plus plaisante». L'ingénieur reconnaît toutefois qu'il est impossible d'éliminer complètement l'odeur du lisier de porc.

■ ■ ■

Boeuf irradié ou pasteurisé?

LE BOEUF irradié pourrait bien être désigné comme pasteurisé si jamais le gouvernement américain adopte le *farm bill*, une importante révision de la politique agricole des États-Unis. Le président du comité sénatorial sur l'agriculture des États-Unis, le sénateur Tom Harkin, a ajouté une disposition à ce projet de loi pour définir le processus de destruction des bactéries par la chaleur, l'irradiation, comme une sorte de pasteurisation. C'est que l'irradiation de la viande a bien mauvaise réputation auprès des consommateurs qui y voient plutôt un procédé dangereux pour la santé. Curieusement, la plus importante compagnie d'irradiation de boeuf aux États-Unis, SureBeam Corporation, se trouve en Iowa, l'État représenté par Tom Harkin au Sénat. Le sénateur a également ajouté une nouvelle disposition qui empêcherait le secrétaire d'État à l'Agriculture d'interdire le boeuf irradié dans les cafétérias des écoles. Les groupes de défense des consommateurs ont pour leur part dénoncé l'ajout de ces clauses qui auraient selon eux pour effet de tromper le public. Ces clauses risquent toutefois de mourir au feuillement et d'être exclues du texte de loi final.

Sébastien Rodrigue
collaboration spéciale

RIBOFLAVINE

Autre nom pour la vitamine B2, on l'utilise également comme colorant jaune dans certains aliments. Elle est d'ailleurs très présente dans le jaune d'oeuf.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

Manger (trop) bien

Ça commence par une recherche du mieux-être à travers l'alimentation. On adopte une nouvelle diète, on s'abstient de manger certains aliments, on accorde des vertus à une façon de manger, on se sent mieux, beaucoup mieux... Vraiment mieux? Quand l'alimentation tourne à l'obsession.



JUDITH LACHAPELLE
jlachape@lapresse.ca

I l y a eu une époque où Steven Bratman ne mangeait que des fruits et légumes crus qui n'avaient pas été «tués» depuis plus de 15 minutes. Il s'installait seul à table, dans un endroit calme, mâchait 50 fois chaque bouchée et ne remplissait pas son estomac plus qu'à la moitié. Jamais, au grand jamais, ce «végétalien extrême» n'aurait osé mettre dans sa bouche un aliment transformé, même cuit. Sa façon de s'alimenter le comblait, il se sentait plus fort, plus «évolué» face aux autres. Il vivait littéralement pour manger, puisqu'il ne pensait qu'à «ça».

«Après environ un an de ce régime que je m'étais imposé, je me sentais léger, l'esprit clair, plein d'énergie, de force, de vertu. Je regardais les âmes débauchées et malheureuses du vaste monde d'autour de la commune (où il vivait près de New York), avalant des biscuits aux pépites de chocolat et des frites, comme de pauvres animaux réduits à satisfaire leurs pulsions gustatives. Me sentant un devoir de guider mes frères malades, j'éduquais parents et amis sur les démons de l'alimentation industrielle, raffinée, transformée, ainsi que les dangers des pesticides et des fertilisants artificiels.»

En fait, reconnaît aujourd'hui le médecin devenu auteur, l'alimentation saine était devenue une obsession. Peu à peu, il a fini par se rendre compte que toute sa vie tournait autour du prochain repas et des nouvelles façons de purifier toujours plus son assiette. Il n'allait plus au restaurant, ni ne répondait aux invitations pour aller manger chez des amis. Il souffrait, déclare-t-il dans son livre intitulé *Health Food Junkies*, d'orthorexie nerveuse.

De quoi? Orthorexie, pour «ortho» (du grec, qui signifie «droit» ou «correct») et «orexie» (relatif à l'alimentation ou à l'appétit) comme dans anorexie, «sans appétit»). Le Dr Bratman a lui-même inventé le nom de cette obsession de l'alimentation saine. Ça lui a pris près de 10 ans à recommencer à manger «normalement», après qu'il a eu cette révélation: vaut mieux manger de la pizza avec des amis que de la luzerne tout seul dans son coin.

Relaxez!

Il y a autant de théories sur l'alimentation qu'il y a de graines dans un kiwi. «Et je les ai presque toutes essayées!» rigole Steven Bratman au téléphone, de son domicile du Colorado. Après avoir embrassé le végétarisme, puis le végétalisme (voir encadré), Steven Bratman s'est concentré sur le crudivorisme. Il aurait pu continuer vers le fruitarisme, mais a radicalement changé pour le macrobiotisme.

Puis, un jour, il n'a pas osé refuser la tranche de fromage suisse Kraft tout emballée de plastique que lui offrait si gentiment un vieillard... Il s'est senti si affreusement coupable d'avoir dérogé à sa diète stricte qu'il a cessé de visiter le vieil homme pour éviter de nouvelles

«tentations». Mais l'événement l'a fait réfléchir sur son comportement.

Les orthorexiques ont souvent une raison cachée pour expliquer leur comportement, écrit l'auteur. Ce peut être le désir d'avoir le contrôle sur sa vie par la nourriture. Ou, tout simplement, la recherche de spiritualité. Ou le besoin, très fort, d'éliminer tous les risques de maladies pour vivre plus longtemps. «Il y a davantage dans la vie que de vouloir réduire les risques de cancer, écrit-il. Est-ce sensé de se servir de la nourriture pour prolonger la vie, pendant qu'on consacre cette vie essentiellement à la nourriture?»

Bratman répète une chose aux orthorexiques: relaxez! Il est l'un des rares spécialistes de la médecine parallèle à remettre en question certains bienfaits des nombreuses théories sur l'alimentation. Tout y passe: les contradictions des crudivoristes et des macrobiotiques, la quête incessante de la santé chez ceux qui souffrent d'intolérances alimentaires, les régimes à la mode, ceux du «juste milieu», ceux basés sur le groupe sanguin, en passant par les anti-candida et le gavage de suppléments naturels. Ces diètes vous ont guéri, dites-vous? La force de l'esprit est parfois étonnante, rappelle Steven Bratman. «Chaque fois que vous mangez un aliment certifié «santé», vous imaginez les bienfaits sur votre santé envahir votre corps; quand vous résistez à la tentation du pot de crème glacée Häagen-Dazs, vous vous dites que vous méritez alors une bonne santé. Il s'agit de visualisation positive.»

Pas besoin de mentionner que ses propos ont créé une petite commotion dans le cercle des adeptes de l'alimentation naturelle, qui

«Il y a davantage dans la vie que de vouloir réduire les risques de cancer»

vous mangez un aliment certifié «santé», vous imaginez les bienfaits sur votre santé envahir votre corps; quand vous résistez à la tentation du pot de crème glacée Häagen-Dazs, vous vous dites que vous méritez alors une bonne santé. Il s'agit de visualisation positive.»

Pas besoin de mentionner que ses propos ont créé une petite commotion dans le cercle des adeptes de l'alimentation naturelle, qui

l'ont entre autres accusé d'être de mèche avec l'agribusiness. «Mais il y a une critique que j'accepte inconditionnellement: il y a beaucoup plus de gens qui ont besoin de manger plus sainement que de gens qui doivent s'éloigner de ce mode de vie. Et on ne doit pas se servir de ce livre pour rejeter l'alimentation saine, ce n'est pas ce que j'avais en tête. J'aurais probablement dû inscrire sur la couverture: si vous êtes un *couch potato* ou si vous vous nourrissez seulement de *junk food*, ce livre n'est pas pour vous!»

Car c'est une bien petite minorité qui souffrirait d'orthorexie, rappelle Steven Bratman, probablement moins de 1 %. «La plupart des gens ont le problème inverse: ils mangent trop et mal.»

Des pistes de réflexion

Du reste, ce n'est pas parce qu'on préfère le pain brun au pain blanc qu'on est automatiquement orthorexique. L'auteur donne quelques pistes de réflexion: passe-t-on plus de trois heures par jour à penser à des aliments sains? Se préoccupe-t-on plus des vertus de ce que l'on mange que du plaisir qu'on en retire? Est-ce que sa qualité de vie a baissé alors que celle de sa diète a augmenté? Est-ce qu'on devient de plus en plus strict avec son alimentation? Est-ce que son estime de soi grimpe en flèche seulement parce qu'on mange sain? Est-ce qu'on regarde de haut ceux qui ne suivent pas les mêmes préceptes?

Il n'y a rien de mal à bien s'alimenter, au contraire, rappelle encore une fois Steven Bratman. «Mais on ne doit pas manger seulement pour être en santé! Manger pour le plaisir est une bonne chose. Je n'ai jamais rencontré personne qui, sur son lit de mort, a dit quelque chose comme: vous savez, ce que je regrette le plus dans ma vie, c'est d'avoir mangé trop de crème glacée. Personne ne dit une chose pareille!»

Health Food Junkies, de Steven Bratman en collaboration avec David Knight, éditions Broadway Books, www.orthorexia.com

Des questions? Des commentaires?
judith.lachapelle@lapresse.ca

Dis-moi comment tu manges

➤ **Végétarisme:** par amour des animaux ou simplement par dégoût de la viande, les végétariens vont retirer la viande et les produits de la mer de leur assiette. Ils remplacent alors les protéines animales par des protéines végétales que l'on trouve notamment dans les légumineuses et les noix.

➤ **Végétalisme:** leurs adeptes ont non seulement banni les viandes, les poissons et fruits de mer, mais également tous les produits issus des animaux, comme le lait, les oeufs, le miel.

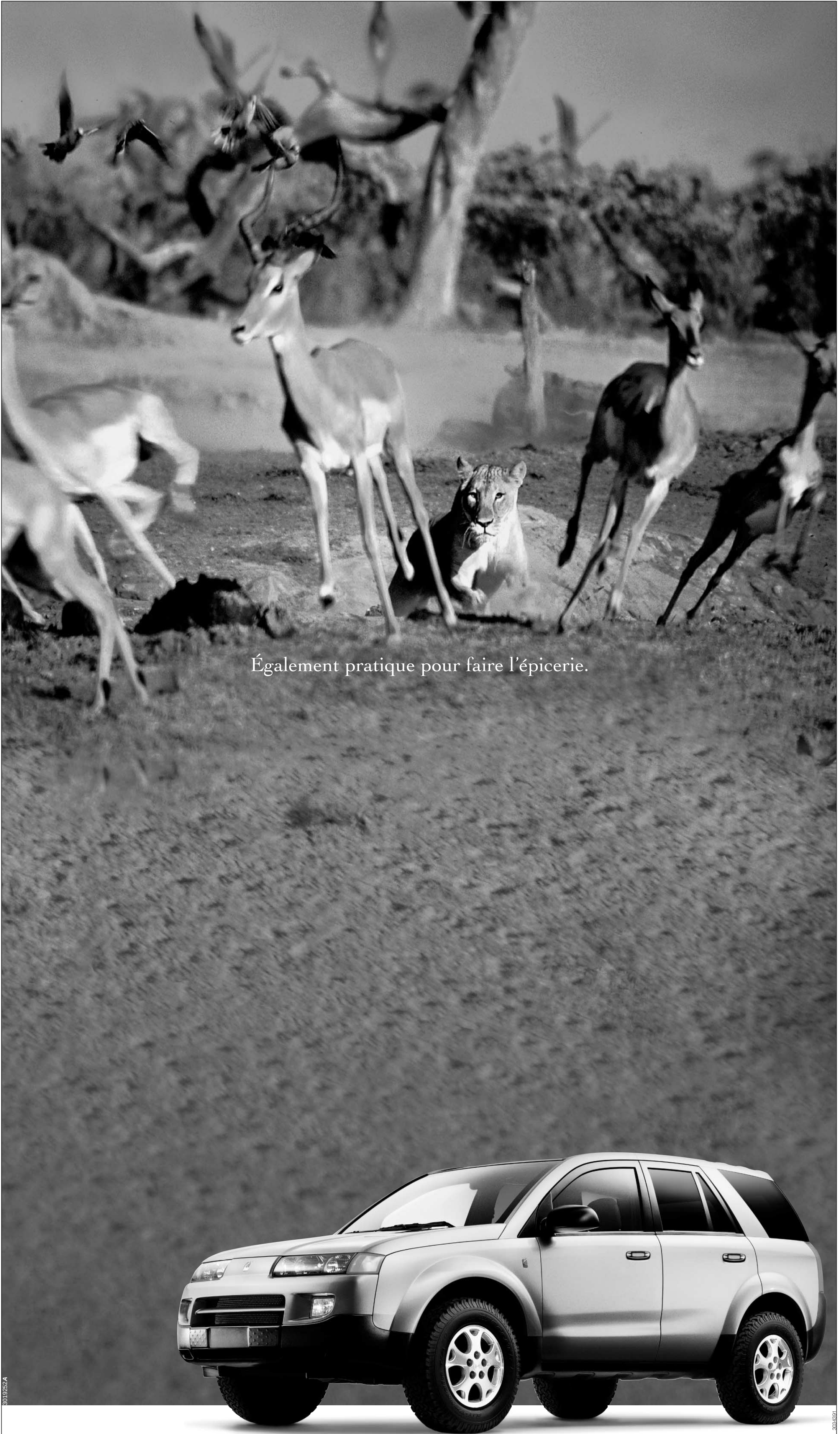
➤ **Crudivorisme** (en anglais: raw food theory): la transformation des aliments, dont leur cuisson, fait disparaître des enzymes qu'ils contiennent. Légumes crus, fruits crus, même des grains crus sont au menu des crudivoristes qui aspirent à l'alimentation la plus naturelle possible, celle des premiers humains avant qu'ils ne découvrent le feu.

➤ **Fruitarisme:** encore plus «naturel», puisqu'il s'agit de ne consommer que des fruits offerts par les arbres, sans avoir à tuer des êtres vivants pour se nourrir.

➤ **Macrobiotisme:** très fort en Asie. Les macrobiotiques cherchent le perpétuel équilibre entre le yin et le yang, grâce à l'énergie que possède chaque aliment yang (viande, fromage, sel...) et les aliments yin (sucreries, salades, crème glacée, suppléments naturels...).

➤ Le «juste milieu» et l'alimentation selon le groupe sanguin: Si Steven Bratman reconnaît un certain mérite dans la théorie du «juste milieu» dans l'assiette» du Dr Sears, il n'a aucun respect pour celle du Dr D'Adamo. «J'aurais pu écrire un livre intitulé Mangez sainement selon votre type de nez.»

➤ **Candida albicans:** selon le diagnostic à la mode des années 1990, nombre de personnes seraient allergiques à ce type de moisissure (qui colonise naturellement le système digestif) et doivent adopter une diète stricte pour éliminer le champignon. Bratman qualifie le diagnostic de «solution simpliste» puisque peu importe les régimes, le champignon reviendra toujours. «Heureusement, la majorité des personnes qui croient avoir un problème avec le candida n'en ont pas.»



Également pratique pour faire l'épicerie.



VOICI LE NOUVEAU VUE DE SATURN Ça nous est tous arrivé. On part prendre une bouchée et on se retrouve au milieu du Serengeti. Voilà pourquoi le VUE de Saturn est aussi disponible avec la traction intégrale. Pour que vous puissiez vous sortir d'affaire où que vous soyez. Le nouveau VUE de Saturn. Il est chez lui presque partout. À partir de 22 495\$



Le PDSF du modèle illustré (VUE ISD T1 V6 2002) est de 30 155\$. Notre prix comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Tous les prix sont les prix de détail suggérés par le fabricant et n'incluent pas les taxes ni les assurances. Les détaillants peuvent fixer des prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Brossard 5950, boul. Marie-Victorin Brossard (450) 672-2500 www.gravelauto.com	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne 705, boul. des Seigneurs Terrebonne (450) 964-1374 www.saturndeterrebonne.saturncanada.com	Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie Montréal (514) 342-2222 www.decariesaturn.com	West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westislandsaturn.com	Saturn Saab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6317 www.saturndeblainville.saturncanada.com	Gravel Saturn Saab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11 180 Montréal (514) 861-2000 www.gravelauto.com	Saturn Saab Isuzu de Laval 2800, boul. Chomedey Laval (450) 681-0028 www.bourassauto.com	Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 385-7222 www.mondial-ssi.com
---	--	---	---	---	--	--	--